

# LA SITUATION BUDGÉTAIRE DES COMMUNES WALLONNES A L'INITIAL 2018

## LE CAHIER DES FINANCES LOCALES

### ÉDITION ET DIFFUSION

Service public de Wallonie (SPW)  
Avenue Gouverneur Bovesse, 100  
B – 5100 Namur  
Tél. : +32 (0) 81 32 72 11

Numéro de dépôt légal : D/2018/11802/50

### ÉDITRICE RESPONSABLE

Françoise LANNROY, Directrice générale

### AUTEUR

Nicolas BEDNAR, attaché  
Service public de Wallonie pouvoirs locaux action sociale - Département de la Gestion et des Finances des Pouvoirs Locaux - Direction des Ressources financières

### RELECTURE

Direction des Ressources financières

Les membres du comité de relecture ne sont responsables ni personnellement ni fonctionnellement de l'ensemble des développements et conclusions de la présente publication.

### CONCEPTION GRAPHIQUE

Mélissa BOLAND, graduée  
Service public de Wallonie pouvoirs locaux action sociale – Direction fonctionnelle et d'appui - Cellule communication

### MISE EN PAGE

Expansion

### IMPRIMERIE

Service public de Wallonie budget trésorerie comités d'acquisition tic logistique - Direction de l'édition

Août 2018

La collection

### CAHIER DES FINANCES LOCALES

est une publication du  
DÉPARTEMENT DE LA GESTION ET DES FINANCES  
DES POUVOIRS LOCAUX (SPW pouvoirs locaux action sociale)

Service public de Wallonie (SPW)  
Pouvoirs locaux action sociale  
Département de la Gestion et des Finances des Pouvoirs locaux  
Avenue Gouverneur Bovesse, 100  
B – 5100 Namur

CAHIER DES FINANCES LOCALES :  
LA SITUATION BUDGÉTAIRE DES COMMUNES WALLONNES A L'INITIAL 2018

## TABLE DES MATIERES

1) INTRODUCTION	P5
2) METHODOLOGIE	P5
3) LE POIDS BUDGETAIRE DES POUVOIRS LOCAUX DANS LES POUVOIRS PUBLICS BELGES	P7
4) LES SOURCES DE FINANCEMENT DES COMMUNES WALLONNES A L'EXERCICE PROPRE DU BUDGET INITIAL 2018	P9
4.1) QUI FINANCE LA COMMUNE ?	P10
4.1.1) CLES SPECIFIQUES	P10
4.1.2) LE POIDS DES DIFFERENTS CONTRIBUTEURS	P11
4.2) LES RECETTES ORDINAIRES A L'EXERCICE PROPRE	P12
4.2.1) LES RECETTES ORDINAIRES DE TRANSFERT	P12
4.2.2) LES RECETTES ORDINAIRES DE PRESTATION	P16
5) L'UTILISATION DES MOYENS BUDGETAIRES	P17
4 6) LE SERVICE EXTRAORDINAIRE	P20
7) L'EQUILIBRE BUDGETAIRE DES COMMUNES WALLONNES	P22
7.1) LES SOLDES DU SERVICE ORDINAIRE A L'EXERCICE PROPRE	P22
7.2) LES SOLDES DU SERVICE ORDINAIRE AU GLOBAL ET LES FONDS DE RESERVE	P25
8) CONCLUSION	P26
SOURCES	P27
ANNEXES	P29

## 1) INTRODUCTION

L'autorité communale est la plus proche du citoyen d'où son importance toute particulière. Mais comment son influence se traduit-elle au travers des actions qu'elle mène et quels sont les moyens dont elle dispose pour mener à bien ses politiques ?

Dans cette étude, nous avons voulu, au travers de l'analyse des budgets initiaux 2018 des communes wallonnes, apporter une réponse à ces interrogations. Ce cahier des finances locales s'articulera ainsi autour de questions qu'un citoyen peut être amené à se poser concernant la commune dans laquelle il réside.

Après quelques brèves considérations méthodologiques, nous commencerons par évaluer l'importance des leviers budgétaires aux mains des communes comparés à ceux dont disposent les autres niveaux de pouvoirs. Nous verrons ensuite, côté recettes budgétaires, quelles sont les ressources financières et qui sont les contributeurs principaux. Côté dépenses, nous nous pencherons sur les principaux domaines d'intervention de l'autorité communale, ce qui nous donnera un aperçu des priorités à l'agenda de ce niveau de pouvoir. Nous confronterons alors recettes et dépenses afin d'évaluer si les ressources disponibles sont suffisantes à court terme et si les politiques actuelles sont budgétairement soutenables dans un plus long terme.

Il est aussi éclairant de pouvoir comparer les différentes communes entre elles. Parmi les critères de comparaison possibles, nous avons privilégié le critère géographique et nous présenterons les données statistiques en regroupant les communes par province. Nous utiliserons également deux autres critères de comparaison que nous avons jugés pertinents: la taille de la commune et sa situation socio-économique.

Le canevas de présentation de cette étude est identique à celui utilisé dans le cahier des finances locales n°3<sup>1</sup>. Une comparaison sur les années 2017 et 2018 est ainsi rendue possible.

5

## 2) METHODOLOGIE

Afin de répondre à la question de l'importance des dépenses des pouvoirs locaux dans l'ensemble des administrations publiques belges, nous nous sommes appuyés sur les données 2016 et 2017 du compte non financier des administrations publiques publiées par l'ICN<sup>2</sup>. Cette source d'information autorise la comparaison puisqu'elle fournit des estimations, construites sur une méthodologie identique<sup>3</sup> pour toutes les administrations de Belgique. L'inconvénient est qu'elle ne présente pas de statistiques désagrégées au niveau des communes wallonnes.

C'est pour arriver à ce degré de précision que la suite de l'étude se fonde sur les données reprises aux budgets initiaux 2018 (BI 2018) des communes wallonnes hors Communauté germanophone. Celles-ci remettent chaque année à la Direction Générale des Pouvoirs locaux et de l'Action sociale (DGO5) leurs comptes et budgets à des fins de tutelle. La Wallonie dispose de ce fait de données budgétaires exhaustives, et validées par la tutelle qui servent de base à la majorité des tableaux de chiffres présentés dans la suite de notre analyse. Pour la réalisation de cette étude, nous disposons de la totalité des budgets 2014 à 2017 et de 252 des 253 budgets initiaux 2018, ce qui représente pour cette dernière année un taux de couverture en termes de population de 99.2%. Lorsque les données budgétaires 2018

<sup>1</sup> Bednar, N. (2017), « La situation budgétaire des communes wallonnes à l'initial 2017 », Le cahier des finances locales n°3, Juillet 2017, SPW éditions.

<sup>2</sup> <http://stat.nbb.be/Index.aspx>, consulté le 6 juin 2018.

<sup>3</sup> Système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC 2010).

sont présentées en valeur absolue (ceci n'impacte pas les chiffres rapportés au nombre d'habitants) au niveau de la Wallonie, elles sont extrapolées pour permettre une comparaison avec les années budgétaires précédentes.

Notre questionnement s'appuie donc principalement sur les budgets. Ceux-ci ne nous informent pas sur les recettes et dépenses effectives, mais ils offrent une prévision réaliste et nous renseignent sur les priorités politiques d'une institution. Ils ont par ailleurs l'avantage de l'actualité, les comptes n'étant transmis que 6 à 9 mois après la clôture budgétaire, soit près de deux ans après l'élaboration des budgets initiaux. En outre, pour ce qui concerne les communes wallonnes, les ajustements en cours d'année sont d'une ampleur modérée pour ce qui concerne le service ordinaire<sup>4</sup>.

Ainsi, pour 2016, nous relevons un taux de réalisation<sup>5</sup> de 96,48% et 97,97%, respectivement pour les dépenses et les recettes au service ordinaire à l'exercice propre<sup>6</sup>. Les taux diffèrent néanmoins, comme présentés à l'annexe I, selon le type de dépenses ou recettes étudié.

Au service extraordinaire<sup>7</sup>, du fait d'un taux habituellement plus faible de consommation des investissements et de subsides au final moins élevés que prévus (ce qui s'explique notamment pour les années sous revue par la mise en place d'un nouveau système de droit de tirage, le Fonds régional pour les investissements communaux), les taux passent à 57,4% pour les dépenses et 40,4% pour les recettes à l'exercice propre.

En outre, nous avons choisi de nous intéresser principalement à l'exercice propre, c'est-à-dire aux crédits budgétaires relatifs à des opérations de l'année-même.

Ceci est en effet plus représentatif des contraintes et des décisions prises en 2018. Au service ordinaire, la majeure partie de la différence entre l'exercice propre et l'exercice global<sup>8</sup> provient, au niveau des recettes, du boni des exercices antérieurs et des prélèvements qui représentent à eux deux 7% des recettes globales mais qui ne se prêtent pas à l'analyse fonctionnelle. Les recettes liées aux exercices antérieurs sont quasi inexistantes comme le montrent les chiffres de l'annexe II. Au niveau des dépenses, les dépenses antérieures et les prélèvements ne représentent en 2018 que 3,5% des dépenses globales. Il s'agit ici aussi principalement de dépenses de prélèvements qui ne peuvent se rattacher explicitement à aucune politique menée par la commune, mais aussi des cotisations patronales à la caisse de répartition des pensions qui représentent plus de la moitié des dépenses à l'exercice antérieur (essentiellement cotisations de responsabilisation).

A l'extraordinaire, la différence entre l'exercice propre et l'exercice global est plus marquée du fait de prélèvements plus importants.

Enfin, pour des raisons de facilité de comparaison, nous travaillerons la plupart du temps en montants estimés par habitant<sup>9</sup>.

<sup>4</sup> Le service ordinaire reprend l'ensemble des recettes et dépenses qui se produisent au moins une fois au cours de chaque exercice financier et qui assurent à la commune des revenus et un fonctionnement réguliers en ce compris le remboursement périodique de la dette.

<sup>5</sup> Rapport entre les engagements/droits nets au compte et les crédits budgétaires au budget initial. Au moment de la rédaction de cette étude nous ne disposons pas encore des comptes 2017 qui doivent être communiqués à la tutelle pour le 15 juin 2018, nous disposons de 251 comptes sur 253 pour l'année 2016.

<sup>6</sup> Exercice portant sur les dépenses et les recettes de l'exercice en cours.

<sup>7</sup> Le service extraordinaire reprend l'ensemble des recettes et dépenses qui affectent durablement la valeur du patrimoine communal à l'exclusion de son entretien courant.

<sup>8</sup> Exercice qui tient en outre compte des opérations relatives aux exercices antérieurs (en ce compris le résultat reporté) ainsi que des prélèvements.

<sup>9</sup> Les résultats sont ainsi présentés arrondis à l'unité voire à une ou deux décimales, ce qui peut expliquer certaines différences dans les sommations.

### 3) LE POIDS BUDGETAIRE DES POUVOIRS LOCAUX DANS LES POUVOIRS PUBLICS BELGES

Les communes sont souvent présentées comme le niveau de pouvoir ayant l'impact le plus direct sur les citoyens. On peut alors se demander si les moyens qu'elles mettent en œuvre sont en cohérence avec l'importance qu'on leur prête habituellement.

Nous allons estimer le poids des différentes administrations de Belgique en nous appuyant sur les données comptables telles que publiées par l'Institut des Comptes Nationaux (ICN). Ces données comptables, construites selon la méthodologie SEC 2010, permettent d'éviter les doubles comptages car elles distinguent les transferts qui existent entre administrations.

Nous attribuerons donc, dans cet exercice, la dépense à l'autorité qui exerce la responsabilité au final. Par exemple, le pouvoir fédéral a enregistré en 2017 des dépenses de l'ordre de 116,9 milliards d'euros. Néanmoins, une grande partie de ces dépenses (76,9 milliards d'euros) ne s'est pas traduite par des politiques décidées par le fédéral mais a consisté en des transferts<sup>10</sup> vers les autres niveaux de pouvoirs. Ces autres niveaux de pouvoirs ont pu utiliser ces moyens reçus du fédéral pour financer leurs propres politiques ou réaliser, à leur tour, des transferts vers d'autres administrations. Ainsi, le pouvoir fédéral attribue une part des recettes TVA à la Communauté française qui, à son tour, intervient dans le financement de l'enseignement communal. In fine, c'est bien le niveau communal qui utilise ces moyens dans la gestion quotidienne et c'est donc uniquement à ce niveau que nous comptabiliserons cette dépense.

Si l'on se base sur les chiffres des comptes 2017 publiés par la Banque Nationale de Belgique et repris à l'annexe III, en corrigeant les statistiques du montant des transferts entre les pouvoirs publics afin de limiter autant que faire se peut les doubles comptages<sup>11</sup>, les pouvoirs locaux belges ont participé à hauteur de 13,5% de l'ensemble des dépenses des administrations publiques belges. Les pouvoirs locaux ne se limitent pas aux seules communes, mais regroupent des entités comme les provinces, les zones de police, les zones de secours, les CPAS, les intercommunales,....

Ce pourcentage est conséquent et légèrement plus élevé si l'on ne tient compte que des dépenses primaires (hors dépenses d'intérêt de la dette qui sont des dépenses qui résultent de décisions passées). Pour point de comparaison, la part du pouvoir fédéral est alors plus faible : 13,9% pour le fédéral contre 14,1% pour les pouvoirs locaux. Par ailleurs, pour certaines dépenses d'importance, comme celles relatives aux investissements (formation brute de capital fixe présentée à l'annexe IV), la part des pouvoirs locaux est supérieure à 29% (29,1% pour les comptes 2016).

<sup>10</sup> Une partie importante de ces transferts est réglée par la loi spéciale de financement.

<sup>11</sup> Nous ne supprimons pas tous les doubles comptages car il reste des charges d'intérêt sur la dette qui sont payées d'une entité à une autre pour environ 300 millions euros. Si l'on se limite aux dépenses primaires, les doubles comptages sont complètement éliminés.

Tableau 1 : Dépenses nettes de transferts aux autres administrations publiques, Belgique

	2016 millions euros	2017 millions euros	2017 % des dépenses	2016 euros/hab.	2017 euros/hab.
Administrations de sécurité sociale	81 620	84 262	36.7%	7 244	7 442
Communautés et Régions	71 594	74 146	32.3%	6 354	6 549
Pouvoir fédéral	42 641	39 957	17.4%	3 784	3 529
Administrations locales de Belgique	29 750	30 938	13.5%	2 640	2 733
<b>Total des Administrations de Belgique</b>	<b>225 606</b>	<b>229 303</b>	<b>100.0%</b>	<b>20 022</b>	<b>20 253</b>
Communauté française	12 040	12 601		2 627	2 740
Wallonie <sup>12</sup>	11 113	11 302		3 085	3 127

Sources : statistiques en ligne BNB consultées le 6 juin 2018, calculs propres<sup>13</sup>

Les administrations locales de Belgique ont ainsi effectué des dépenses de l'ordre de 2.733 euros par habitant en 2017 et de 2.640 euros par habitant en 2016.

A partir des chiffres des 251 comptes 2016 reçus et traités à ce jour par la tutelle<sup>14</sup>, travaillés selon la méthodologie SEC2010<sup>15</sup> et extrapolés sur la base de la population<sup>16</sup>, nous pouvons estimer les dépenses des communes wallonnes en 2016 (en ce compris les transferts vers les CPAS, zones de police, zones de secours, intercommunales et autres administrations) à 5.014 millions euros soit 1.422 euros par habitant. Si l'on retire les transferts vers les autres administrations, les dépenses sont alors de 3.624 millions soit 1.028 euros par habitant<sup>17</sup>. Ces chiffres sont légèrement inférieurs à ceux issus des comptes 2015 du fait de la baisse de 136 millions euros des imputations en investissements.

Tableau 2 : Estimation des dépenses des pouvoirs locaux wallons nettes de transferts aux autres administrations publiques, Belgique

	2016 millions euros	2016 % des dépenses	2016 euros/hab.
Communauté française	12 040	5.65%	2 627
Wallonie	11 113	5.21%	3 085
Communes wallonnes hors Communauté germanophone (y compris transferts)	5 014	2.35%	1 422
Communes wallonnes hors Communauté germanophone (hors transferts)	3 624	1.70%	1 028
CPAS wallons	2 072	0.97%	588
Provinces wallonnes	1 397	0.66%	388
Zones de police wallonnes	890	0.42%	248
Zones de secours wallonnes	304	0.14%	84

Sources : statistiques en ligne BNB consultées le 06 juin 2018, comptes des communes wallonnes 2015, calculs propres<sup>18</sup>

<sup>12</sup> Les chiffres sont légèrement sous-estimés pour la Wallonie car les statistiques de la BNB reprennent par ailleurs 2.815 millions euros de dépenses nettes de transferts dans des unités interrégionales non réparties.

<sup>13</sup> La population de la Communauté Wallonie-Bruxelles n'est pas estimée selon la clé politique 80/20 de répartition entre Communauté flamande et Communauté française à Bruxelles, mais selon la clé plus réaliste 89/11 calculée sur base du choix de liste lors des dernières élections régionales à Bruxelles.

<sup>14</sup> Puis envoyé à l'ICN pour établissement des comptes des administrations publiques.

<sup>15</sup> Les grands principes du SEC2010 et son application aux pouvoirs locaux sont présentés dans le cahier des finances locales numéro 2.

<sup>16</sup> La population des 251 communes ayant rentré leurs comptes représente 99,61% de la population de Wallonie.

<sup>17</sup> Ce chiffre n'est pas directement comparable avec celui des administrations locales de Belgique qui intègrent davantage que les seules communes.

<sup>18</sup> La population de la Communauté Wallonie-Bruxelles n'est pas estimée selon la clé politique 80/20 de répartition entre Communauté flamande et Communauté française à Bruxelles, mais selon la clé plus réaliste 89/11 calculée sur base du choix de liste lors des dernières élections régionales à Bruxelles.



Sur la base des comptes 2016 envoyés à des fins de reporting à l'ICN, nous pouvons par ailleurs évaluer, toujours en SEC 2010, les dépenses des CPAS wallons à 2.072 millions euros et celles des provinces (hors transferts à destination des zones de secours) à 1.397 millions euros. Enfin, en partant des budgets initiaux 2016 des zones de secours et des statistiques Belfius sur les zones de police<sup>19</sup>, nous avons approximé, mais de manière moins précise vu l'absence de données exhaustives à notre disposition, les dépenses de ces deux derniers pouvoirs locaux<sup>20</sup>.

Les pouvoirs locaux wallons enregistrent ainsi, dans leur ensemble, en dépenses nettes de transferts vers les autres administrations publiques, des dépenses par habitant d'une ampleur à peine inférieure à celles enregistrées par la Région wallonne ou la Communauté française. Si l'on s'en tient aux dépenses primaires, ces dépenses se rapprochent aussi, toujours exprimées en euros par habitant, de celles du pouvoir fédéral, ce dernier voyant ses comptes et budgets grevés par d'importantes charges d'intérêt de la dette publique comme l'indique l'annexe III<sup>21</sup>.

On peut donc souligner le poids budgétaire important des pouvoirs locaux wallons dont la majeure partie est le fait des institutions communales. La section suivante va se pencher sur l'origine des moyens financiers qui permettent à ces communes de financer leurs politiques courantes<sup>22</sup>.

## 4) LES SOURCES DE FINANCEMENT DES COMMUNES WALLONNES A L'EXERCICE PROPRE DU BUDGET INITIAL 2018

Au budget initial 2018 extrapolé<sup>23</sup>, les recettes ordinaires des communes de Wallonie, à l'exercice propre, s'élèvent à 5,241 milliards euros, soit 1.478 euros par habitant<sup>24</sup>. Comme le relève l'annexe V, il s'agit d'une hausse de 4,2% par rapport aux budgets initiaux 2017. Entre 2014 et 2018, la hausse annuelle moyenne des recettes ordinaires budgétées à l'initial a été de 2,6%.

Plus de 56% de cette augmentation provient des recettes de provisions qui passent de 59,9 millions euros en 2017 à 178,3 millions euros en 2018. Néanmoins, de ce montant, 123,6 millions euros correspondent en fait à des aides exceptionnelles "emprunt CRAC" (prélèvements du service extraordinaire pour l'ordinaire) dont 101 millions euros pour la seule Ville de Liège<sup>25</sup>. Par rapport à 2017, Liège a budgété dans cette rubrique 100 millions euros correspondant notamment à la dernière tranche de l'emprunt de 45 millions euros décidé lors de la réforme 2008 du fonds des communes et permettant de faire face aux charges de pensions.

Les recettes de transferts sont réparties à la hausse après la forte diminution des additionnels I.P.P. qui était attendue en 2017<sup>26</sup>. Cette baisse était la conséquence d'une part, du retard d'enrôlement de l'I.P.P. par le fédéral en 2015 qui a provoqué un gonflement des recettes en additionnels I.P.P. en 2016 et d'autre part, des effets du « Tax shift » qui vont crescendo.

<sup>19</sup> <https://www.belfius.be/publicsocial/FR/Expertise/Etudes/FinancesLocales/LocalFinance/index.aspx>.

<sup>20</sup> Nous ne disposons pas de données suffisantes pour réaliser l'estimation pour ce qui concerne les autres pouvoirs locaux wallons et notamment les intercommunales.

<sup>21</sup> En prenant la différence entre les tableaux « dépenses » et « dépenses primaires », on peut estimer le service de la dette publique en 2017 à 9,539 milliards euros pour l'autorité fédérale contre à peine 252 millions euros pour l'ensemble des pouvoirs locaux de Belgique.

<sup>22</sup> Dans cette section, nous ne nous intéresserons qu'au service ordinaire.

<sup>23</sup> Il nous manque le budget 2018 d'une commune, les chiffres exprimés en montants absolus au niveau de la Région sont dès lors extrapolés sur la base de la population communale.

<sup>24</sup> A l'exercice global, le montant est légèrement plus élevé : 5,654 milliards euros soit 1.594 euros par habitant.

<sup>25</sup> Par ailleurs, sur les 44,2 millions de prélèvements (fonction 060), 27,7 millions euros sont également des prélèvements du service extraordinaire pour l'ordinaire budgétés par la Ville de Liège.

<sup>26</sup> 956 millions euros au BI 2017 contre 1.040 millions euros au BI 2016.

Les recettes de dette se stabilisent pour la première fois depuis la libéralisation des secteurs du gaz et de l'électricité (sans parler de la fin du Holding communal mais dont les effets budgétaires sont antérieurs à la période couverte par de cette étude).

Mais, comment les communes financent-elles leurs activités habituelles, quels en sont les plus grands contributeurs ?

## 4.1) QUI FINANCE LA COMMUNE ?

Lorsque l'on reprend les différentes rubriques (codes économiques) des recettes ordinaires, nous pouvons distinguer différents contributeurs au budget communal : les ménages, les entreprises (y compris les régies et les intercommunales<sup>27</sup>), les autres niveaux de pouvoir (Région, Communauté, Province, Fédéral,...), la commune elle-même (utilisation de ses provisions)<sup>28</sup>.

Certains codes économiques relèvent cependant de plusieurs pourvoyeurs à la fois. Dans ce dernier cas de figure, lorsque nous disposons d'éléments nous permettant d'évaluer une clé de répartition entre contributeurs, nous répartissons les montants budgétés selon cette clé. En l'absence d'éléments suffisamment pertinents pour calculer une clé de répartition valable, nous laissons la recette dans une catégorie « hybride ». L'annexe VI reprend le détail des recettes et des clés retenues.

### 4.1.1) CLES SPECIFIQUES

Ainsi, pour le précompte immobilier (Pr.I.), nous avons repris :

- à charge des entreprises, les montants estimés sur la base du revenu cadastral (RC) imposable des biens industriels bâtis et non bâtis au 01/01/2017<sup>29</sup> et le précompte immobilier net matériel et outillage au 01/01/2017 (source : SPF Finances/DGO7 pour le RC et calculs propres) ;
- la partie « ménages » reprend, elle, le précompte immobilier net, ordinaire et habitation sociale 2017 (source : SPF Finances, DGO7).

Disposant des données exhaustives, nous avons calculé une clé spécifique à chaque commune. Au niveau wallon, nous obtenons une clé moyenne, reprise à l'annexe VII, de 80,3% du précompte immobilier payé par les ménages et 19,7% pour les entreprises. Cette clé est inférieure à la clé nationale calculée à partir des données publiées par la BNB et qui est proche du 2/3 ménage et 1/3 entreprise, ceci reflétant une proportion plus importante des entreprises dans les deux autres régions du pays. Certaines communes wallonnes enregistrent toutefois une dépendance plus importante (qui peut aller jusqu'à 86%) aux entreprises pour ce qui est du précompte immobilier.

Nous avons également utilisé une clé spécifique pour répartir entre ménages et entreprises les recettes de la taxe de circulation. Ne disposant pas de données par commune, nous avons ici opté pour la clé nationale reprise des comptes des pouvoirs publics publiés par l'ICN et qui était de 66,98% ménages – 33,02% entreprises<sup>30</sup>.

<sup>27</sup> C'est le choix méthodologique que nous avons adopté dans cette étude.

<sup>28</sup> Nous y retrouverons également les prélèvements liés aux aides CRAC emprunt de consolidation mais pas les autres prélèvements car nous sommes à l'exercice propre.

<sup>29</sup> Dernière donnée à notre disposition.

<sup>30</sup> Il existe certainement des différences significatives dans la répartition de ces recettes suivant la Région et les communes. Le choix de cette clé imparfaite nous semble néanmoins préférable au classement de cet additionnel dans la catégorie hybride.

## 4.1.2) LE POIDS DES DIFFERENTS CONTRIBUTEURS

Selon la méthodologie adoptée, ce sont les autres pouvoirs publics qui contribuent le plus aux ressources de la commune à hauteur de 40,6%. Viennent ensuite les ménages avec 38,5% puis les entreprises pour 11% et enfin la commune elle-même via ses fonds propres<sup>31</sup>. 5,7% des recettes ont été classées dans la catégorie hybride car elles sont liées à plusieurs contributeurs.

Tableau 3 : Origine des recettes ordinaires à l'exercice propre, BI 2018 des communes wallonnes

	Ménages	Entreprises	Pouvoirs publics	Communes	Hybride
BW	57.5%	11.0%	24.0%	1.0%	6.4%
HAINAUT	35.4%	10.8%	46.2%	3.1%	4.5%
LIÈGE	35.3%	11.0%	39.8%	8.6%	5.2%
LUXEMBOURG	32.3%	12.4%	43.6%	1.1%	10.6%
NAMUR	46.0%	10.4%	36.1%	0.9%	6.6%
TOTAL	38.5%	11.0%	40.6%	4.2%	5.7%

Sources : DGO7 ; BI 2018 des communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Les ressources émanant des autres pouvoirs publics proviennent pour 57% du Fonds des communes, 17% sont des participations dans le financement des dépenses de personnel (9% pour les contractuels subsidiés et 8% en intervention de frais de personnel), 6% de remboursement de charges d'emprunt, 6% de compensations diverses et 5% pour le fonctionnement de l'enseignement.

Les ménages interviennent dans le financement de la commune essentiellement via 3 canaux : les additionnels I.P.P. (47%), le précompte immobilier (37%) et le paiement pour l'enlèvement des immondices (10%).

La contribution des entreprises provient essentiellement du précompte immobilier (31%), des dividendes issus des intercommunales (17%), des concessions et droits accordés (12%), de la vente de bois (8%, mais essentiellement localisée dans les arrondissements de la province de Luxembourg et de Dinant), de la taxe sur la force motrice (6%), de la taxe sur la diffusion publicitaire (5%).

Pour les communes, comme nous l'avons vu ci-avant, 56% proviennent des prélèvements du service extraordinaire pour l'ordinaire, 22% de l'utilisation des provisions pour risques et charges et 16% des notes de crédit et ristournes du service ordinaire.

Au niveau des différentes provinces, alors que le poids relatif des entreprises dans l'approvisionnement en recettes est relativement similaire, il semble y avoir un effet de compensation entre ménages et pouvoirs publics. Ces derniers interviennent en effet davantage lorsque les ménages ont une participation plus faible. Nous verrons dans la section suivante que cette compensation s'opère notamment via les dotations péréquations fiscales du Fonds des communes.

L'annexe VIII reprend ces mêmes résultats par arrondissement, ce qui permet de tirer des conclusions à un niveau plus désagrégé. Les communes des arrondissements de Nivelles, Waremme et Namur tirent leurs recettes à près de 50%, voire plus, des ménages. Les autres pouvoirs publics contribuent à plus de 50% des recettes dans les arrondissements d'Arlon et de Charleroi. Pour certaines communes prises individuellement, ce ratio peut même dépasser les 60%.

<sup>31</sup> Attention toutefois, cette clé "commune" a augmenté par rapport à l'année 2017 du fait de la hausse de l'article 996-01 de 15,7 millions euros à 123,75 millions euros bien que ces montants font référence à des aides CRAC et ne proviennent donc pas vraiment des moyens propres aux communes. Si l'on retire le 996-01 de l'analyse les clés deviennent : 41,6% pouvoirs publics, 39,4% ménages, 11,3% entreprises et 1,9% commune.

Enfin, mais dans une mesure bien moindre, c'est dans les arrondissements de Neufchâteau et de Huy que les entreprises participent le plus au financement de la commune. Dans certaines communes, ce pourcentage peut dépasser les 40%. Pour ces communes, encore plus que pour les autres, il est primordial de pouvoir suivre au plus près l'évolution du développement des entreprises sur leur territoire.

Regardons maintenant ces recettes de plus près.

## 4.2) LES RECETTES ORDINAIRES A L'EXERCICE PROPRE

Nos communes sont financées à plus de 87% par des recettes de transfert (ROT), issues principalement de la fiscalité et du Fonds des communes. Viennent ensuite pour environ 7% les recettes de prestation (ROP), puis pour le reste, les recettes de dette (ROD, essentiellement des dividendes des secteurs du gaz et de l'électricité en forte baisse depuis la libéralisation de ces secteurs) et les provisions pour risques et charges.

Tableau 4 : Recettes ordinaires, BI 2018 des communes wallonnes, exercice propre, euros par habitant

	Brabant wallon	Hainaut	Liège	Luxembourg	Namur	Région	Région montants absolus extrapolés
Total ROP	85	76	100	273	90	103	364 796 089
Total ROT	1 088	1 317	1 383	1 358	1 066	1 292	4 584 292 587
Total ROD	40	38	30	17	22	32	113 891 226
Provisions	1	30	127	11	6	50	178 283 447
<b>Recettes ordinaires</b>	<b>1 214</b>	<b>1 461</b>	<b>1 640</b>	<b>1 659</b>	<b>1 183</b>	<b>1 478</b>	<b>5 241 263 349</b>

Sources : BI 2018 des communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Les recettes ordinaires par habitant sont plus faibles pour les communes du Brabant wallon et de Namur du fait de moindres recettes de transfert.

Dans la suite de cette section, nous nous concentrerons sur les deux sources principales de financement des communes wallonnes.

### 4.2.1) LES RECETTES ORDINAIRES DE TRANSFERT

Les recettes de transfert, détaillées à l'annexe IX, reprennent les ressources mises à la disposition des communes sans contrepartie économique. Il s'agit principalement des fonds, des taxes et de subventions diverses. Elles s'élèvent à 4,584 milliards euros aux budgets initiaux soit 1.292 euros par habitant.

Les taxes et redevances représentent, avec 699 euros par habitant, la plus grande partie de ces transferts. Les trois quart de ces taxes proviennent des additionnels communaux à l'impôt des personnes physiques (I.P.P.) et au précompte immobilier (Pr.I.).

Tableau 5 : Détail des recettes ordinaires de transfert, BI 2018 des communes wallonnes, exercice propre, euros par habitant

	Brabant wallon	Hainaut	Liège	Luxembourg	Namur	Région
<b>Recettes de transfert</b>	<b>1 088.4</b>	<b>1 317.0</b>	<b>1 383.4</b>	<b>1 358.1</b>	<b>1 066.4</b>	<b>1 292.4</b>
<b>Fiscalité (fonction 040)</b>	<b>796.2</b>	<b>659.0</b>	<b>729.9</b>	<b>638.5</b>	<b>645.5</b>	<b>699.3</b>
<i>dont Taxe additionnelle à l'I.P.P.</i>	342.7	251.3	276.9	177.6	274.0	270.0
<i>dont Taxe additionnelle au Pr.I.</i>	317.2	232.5	284.3	262.5	233.9	262.2
<i>dont Taxe sur les prestations d'hygiène publique</i>	57.6	79.8	70.6	108.8	64.9	75.7
<i>dont Taxe sur les entreprises industrielles</i>	19.0	37.0	40.9	22.1	16.7	32.3
<i>dont autre taxe</i>	59.7	58.4	57.1	67.4	56.1	59.2
<b>Compensation travailleurs Luxembourg</b>	<b>-</b>	<b>0.0</b>	<b>1.0</b>	<b>107.6</b>	<b>0.3</b>	<b>9.0</b>
<b>Fonds</b>	<b>144.7</b>	<b>420.2</b>	<b>359.4</b>	<b>415.9</b>	<b>252.7</b>	<b>351.4</b>
<i>dont Fonds des communes</i>	142.0	412.3	352.4	407.7	240.5	343.5
<i>dont compensations</i>	2.6	7.8	7.0	8.2	5.9	6.9
<i>dont autre fonds</i>	0.1	0.0	0.0	-	6.3	0.9
<b>Autres recettes de transfert</b>	<b>147.5</b>	<b>237.8</b>	<b>293.2</b>	<b>196.1</b>	<b>168.0</b>	<b>232.8</b>

Sources : BI 2018 des communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Le montant des rentrées liées aux additionnels à l'I.P.P. est notablement inférieur pour les communes de la province de Luxembourg vu qu'elles ne perçoivent pas d'additionnels sur les revenus professionnels de leurs résidents travaillant au Grand-duché de Luxembourg. Elles reçoivent néanmoins une contrepartie sous la forme d'une compensation I.P.P. pour les travailleurs belges au Grand-duché de Luxembourg qui représente 108 euros par habitant<sup>32</sup>. En tenant compte de cet élément, les recettes liées à l'I.P.P. sont plus homogènes quelle que soit la province dans laquelle la commune est située.

Deux autres taxes se distinguent, mais dans une mesure bien moindre : les taxes sur les prestations d'hygiène publique (principalement taxe sur l'enlèvement des immondices) et les taxes sur les entreprises industrielles qui constituent respectivement 10,7% et 4,6%<sup>33</sup> de l'ensemble de la fiscalité communale.

<sup>32</sup> Sont concernées, les communes dont les taxes additionnelles à l'impôt des personnes physiques fictives atteignent au moins 3% (5% pour les années 2015 et 2016) de l'ensemble des taxes additionnelles à l'impôt des personnes physiques (taxes réelles et fictives). 98% de la compensation budgétée en 2018 par les communes l'ont été par des communes luxembourgeoises.

<sup>33</sup> Le pourcentage passe à 6,7% si on y ajoute le complément régional plan Marshall et taxe carrière.

Les recettes des additionnels, tant au précompte immobilier qu'à l'impôt des personnes physiques, dépendent des taux pratiqués par les communes mais aussi de la base taxable. Les communes du Brabant wallon sont celles qui utilisent en moyenne le moins leurs additionnels vu que les taux appliqués y sont largement sous la moyenne. Néanmoins, ce sont elles qui retirent le plus de moyens financiers de ces deux taxes grâce à une base taxable plus conséquente que la moyenne. La situation est à l'inverse pour les communes du Hainaut qui, en moyenne, prélèvent les taux les plus élevés pour des rendements par habitant qui sont les plus faibles.

Tableau 6 : Moyenne des taux des rendements des additionnels à l'I.P.P. et au Pr.I., communes wallonnes

Moyennes 2018	Centimes additionnels Pr.I. 2018	Add Pr.I. / hab BI 2018	Additionnels I.P.P. 2018	(Add I.P.P. + compensation lux.) /hab BI 2018
BRABANT WALLON	2 144	317.2	7.19	342.7
HAINAUT	2 733	232.5	8.30	251.3
LIÈGE	2 580	284.3	8.07	277.9
LUXEMBOURG	2 589	262.5	7.30	285.2
NAMUR	2 574	233.9	7.83	274.2
RÉGION	2 576	262.2	7.87	279.0

Sources : SPF Finances ; BI 2018 des communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Ce déséquilibre est partiellement corrigé via le mécanisme de péréquation fiscale qui représente 30% du montant alloué du Fonds des communes (hors dotation minimale).

L'annexe IX bis présente sous la forme d'une carte géographique les additionnels pour les différentes communes wallonnes.

Les fonds sont la deuxième catégorie de transfert en ordre d'importance. Ils sont constitués pour 344 euros par habitant du Fonds des communes (dotation<sup>34</sup> et dotation complémentaire<sup>35</sup>) et pour 7 euros par habitant de compensations pour non prélèvement de certaines taxes<sup>36</sup> (compensation de la forfaitarisation des réductions du précompte immobilier en faveur des pouvoirs locaux et mainmorte)<sup>37</sup>.

Comme mentionné dans l'encadré ci-dessus, les communes hennuyères et liégeoises reçoivent, par habitant, plus du Fonds que la moyenne régionale alors que les communes brabançonnaises reçoivent bien moins que cette moyenne du fait des mécanismes de péréquation. Un autre élément expliquant cette différence provient de la dotation externalité (53% du montant du Fonds des communes hors dotation minimale) qui bénéficie surtout aux grandes villes. Or, mis à part Namur, ces grandes villes sont hennuyères ou liégeoises.

Les communes luxembourgeoises reçoivent également un montant par habitant plus important car le calcul de la péréquation fiscale se base sur une définition du potentiel fiscal qui n'intègre pas l'existence de la compensation I.P.P. pour les frontaliers travaillant au Grand-duché de Luxembourg<sup>38</sup>. Les communes brabançonnaises et namuroises reçoivent en moyenne moins du Fonds des communes. C'est ce qui explique les recettes de transfert réduites dans ces deux provinces ; les recettes de taxes étant les plus élevées dans le Brabant et dans la moyenne pour le namurois.

Le critère géographique n'est certainement pas le plus pertinent pour mettre en lumière ces mécanismes. Si nous optons pour un critère socio-économique de regroupement des communes, les mécanismes de compensation apparaissent plus clairement.

Comme critère socio-économique, nous avons opté pour un indicateur de potentiel fiscal calculé à partir des impôts payés à l'I.P.P. en tenant compte d'une correction pour les frontaliers luxembourgeois<sup>39</sup>. Nous avons alors regroupé les communes en 5 classes selon l'écart à la moyenne régionale<sup>40</sup>. L'annexe X reprend ce classement et le détail de la méthodologie retenue. Cet indicateur ne prétend pas englober la réalité socio-économique des communes wallonnes. Il mériterait, le cas échéant, un développement plus approfondi mais l'idée est ici juste d'attirer l'attention sur une certaine tendance.

Le tableau ci-dessous montre bien que les communes à indicateur socio-économique plus faible retirent moins de recettes par habitant de leurs taxes et davantage du Fonds des communes.

**Tableau 7** : Recettes ordinaires, BI 2018 des communes wallonnes, exercice propre, euros par habitant, classement par un indicateur socio-économique (repris et détaillé à l'annexe X)

	Ecart par rapport au potentiel fiscal régional moyen					Région
	< -20%	-20% à 0%	0% à 20%	20% à 40%	> 40%	
<b>Recettes de transfert</b>	<b>1 363.4</b>	<b>1 391.0</b>	<b>1 160.6</b>	<b>1 085.8</b>	<b>1 139.0</b>	<b>1 292.4</b>
<b>Fiscalité (fonction 040)</b>	<b>599.3</b>	<b>722.5</b>	<b>692.9</b>	<b>734.0</b>	<b>776.7</b>	<b>699.3</b>
<i>dont Taxe additionnelle à l'I.P.P.</i>	206.7	250.3	284.4	349.1	336.3	270.0
<i>dont Taxe additionnelle au Pr.I.</i>	224.4	281.6	251.5	252.1	305.1	262.2
<i>dont Taxe sur les prestations d'hygiène publique</i>	79.7	78.7	72.9	62.7	68.7	75.7
<i>dont Taxe sur les entreprises industrielles</i>	37.6	41.0	23.0	22.9	15.8	32.3
<i>dont autre taxe</i>	50.8	71.0	61.1	47.2	50.8	59.2
<b>Compensation travailleurs Luxembourg</b>	<b>0.2</b>	<b>5.5</b>	<b>15.6</b>	<b>1.9</b>	<b>40.2</b>	<b>9.0</b>
<b>Fonds</b>	<b>507.6</b>	<b>373.0</b>	<b>273.5</b>	<b>186.9</b>	<b>175.0</b>	<b>351.4</b>
<i>dont Fonds des communes</i>	500.1	364.5	261.7	181.5	172.9	343.5
<i>dont compensations</i>	7.5	8.4	6.3	5.4	2.1	6.9
<i>dont autre fonds</i>	0.0	0.1	5.5	0.0	0.1	0.9
<b>Autres recettes de transfert</b>	<b>256.4</b>	<b>290.0</b>	<b>178.6</b>	<b>162.9</b>	<b>147.0</b>	<b>232.8</b>

Sources : BI 2018 des communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Enfin, les autres transferts, repris à l'annexe IX, comprennent des subventions diverses dont les principales sont les interventions de l'autorité supérieure dans les frais de personnel (dont politiques de l'emploi APE et des réductions de cotisations sociales « groupes cibles ») pour 111 euros par habitant, une intervention dans les frais de fonctionnement de l'enseignement pour 33 euros par habitant et l'intervention dans le remboursement des charges et amortissement d'emprunts pour 41 euros par habitant.

En reprenant l'indicateur socio-économique développé plus haut, on peut aussi noter que les autres pouvoirs publics interviennent davantage dans les communes moins favorisées via une participation dans le service de la dette et un subventionnement de certains emplois (notamment APE).

**Tableau 8** : autres recettes de transfert, BI 2018, service ordinaire, exercice propre, communes wallonnes, euros par habitant

	Ecart par rapport au potentiel fiscal régional moyen					Région
	<-20%	-20% à 0%	0% à 20%	20% à 40%	> 40%	
<b>Remboursement par l'autorité supérieure des charges d'emprunts et 664</b>	<b>120.6</b>	<b>127.9</b>	<b>90.5</b>	<b>87.2</b>	<b>80.2</b>	<b>110.8</b>
<b>Politique de l'emploi (APE, réduction groupes cibles) et autres interventions dans les frais de personnel</b>	<b>43.8</b>	<b>70.1</b>	<b>21.2</b>	<b>12.8</b>	<b>7.9</b>	<b>40.8</b>

Sources : BI 2018 des communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

## 4.2.2) LES RECETTES ORDINAIRES DE PRESTATION

16

Contrairement aux recettes de transfert, les recettes de prestation ont une contrepartie économique et sont consécutives de la rétribution de services ou fournitures rendus par la commune.

Les recettes de prestation s'élèvent en moyenne à 103 euros par habitant dans les communes de la Région Wallonne. 72 euros proviennent de prestations proprement dites (ventes de bois, sacs poubelles, redevances pour utilisation de voirie, concessions, fourniture d'eau, intervention des parents dans les milieux d'accueil, recettes piscine, confection carte d'identité, repas scolaires,... ), 17 euros sont issus des locations immobilières et 9 euros sont des recettes fictives<sup>41</sup>.

<sup>34</sup> Première partie, Livre III, Titre III, Chapitre II du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) du 22 avril 2004, tel que modifié par le décret du 15 juillet 2008 et plus particulièrement son article L1332-19.

<sup>35</sup> Articles L1332-24 à L1332-26 du CDLD

<sup>36</sup> D'autres compensations comme le financement complémentaire aux pouvoirs locaux - Plan Marshall, la compensation pour la non-perception des centimes additionnels au Pr.I. sur les zones Natura 2000 ou la compensation « taxe carrière » sont reprises à la fonction 40 - fiscalité.

<sup>37</sup> Il faut également y ajouter une Aide exceptionnelle Namur capitale pour 3,1 millions euros.

<sup>38</sup> Les communes luxembourgeoises reçoivent par ailleurs davantage via la dotation densité de population, mais cette dernière n'intervient que pour 5,5% du Fonds des communes.

<sup>39</sup> Il ne s'agit donc pas de la même notion que celle utilisée pour le fonds des communes qui, elle, ne tient pas compte de la compensation I.P.P. du Grand-duché de Luxembourg.

<sup>40</sup> Suivant la méthodologie adoptée, 1% d'additionnel à l'I.P.P. représente en moyenne 35 euros par habitant en Wallonie.

<sup>41</sup> Il s'agit des crédits spéciaux de recettes qui permettent d'une part d'anticiper au niveau du budget le fait qu'une partie des dépenses prévues ne sera pas réalisée et d'autre part d'amortir les effets budgétaires du « Tax shift ».



Tableau 9 : Recettes de prestations, BI 2018, exercice propre du service ordinaire, communes wallonnes, euros par habitant

	Brabant wallon	Hainaut	Liège	Lux.	Namur	Région
<b>60</b> Total ROP	85	76	100	273	90	103
<b>161</b> Prestation pour les entreprises et les ménages	63	46	66	221	66	72
<b>162</b> Prestation pour les pouvoirs publics	0	0	2	3	0	1
<b>163</b> Locations immobilières aux entreprises et ménages	11	13	17	40	18	17
<b>164</b> Locations immobilières aux entreprises publiques	1	3	2	2	1	2
<b>180</b> Produits de la voirie et des cours d'eau (droits de passage, récupération de travaux,...)	1	1	1	3	0	1
<b>106</b> Notes de crédits et ristournes	8	13	12	5	4	10
<i>dont crédits spéciaux</i>	7	12	12	4	3	9

Sources : BI 2018 des communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Les communes de la province de Luxembourg se singularisent ici du fait de recettes de prestation de 273 euros par habitant (et même 475 euros si on se limite à l'arrondissement de Neufchâteau) soit, en moyenne, trois fois supérieures à celles des autres communes.

Cette différence importante provient essentiellement de deux facteurs : les ressources naturelles et l'organisation de la distribution d'eau.

Les communes luxembourgeoises retirent en effet des moyens conséquents de la vente de bois et de la location de chasses et prairies. Comme le précise l'annexe XI, les recettes de prestation relatives à l'agriculture/sylviculture<sup>42</sup> s'élèvent à 119 euros par habitant pour les communes luxembourgeoises.

Le secteur de l'eau<sup>43</sup> contribue quant à lui aux rentrées attendues pour un montant de 74 euros par habitant dans le Luxembourg contre une moyenne régionale de 10 euros. L'explication vient de ce que les communes luxembourgeoises gèrent souvent en interne le secteur de la distribution de l'eau là où les communes du reste de la Wallonie ont davantage recours à une structure intercommunale. Ces recettes de prestation supérieures auront néanmoins leur pendant en dépenses de personnel, fonctionnement et dette plus élevées. Le coût net des activités liées à la distribution d'eau est ainsi quasi identique dans toutes les provinces et proche de 0.

Aucun de ces deux phénomènes ne s'observe cependant dans les 5 communes les plus peuplées de la province de Luxembourg (Arlon, Marche-en-Famenne, Aubange, Bastogne et Durbuy). Ils se retrouvent, dans une moindre mesure, dans les arrondissements limitrophes de Verviers et de Dinant.

Voyons maintenant les politiques que les communes wallonnes comptent financer au moyen de ces ressources en 2018.

## 5) L'UTILISATION DES MOYENS BUDGETAIRES

En moyenne, pour 2018, les communes wallonnes prévoient de dépenser 5,175 milliards euros soit 1.459 euros par habitant dans les politiques relevant de leur budget ordinaire. Comme le mentionne

<sup>42</sup> Groupe fonctionnel 699.

<sup>43</sup> Groupe fonctionnel 874.

l'annexe XII, il s'agit d'une augmentation de 4,2% par rapport à 2017 ; ce qui est plus élevé que hausses enregistrées les années précédentes, l'évolution annuelle moyenne des dépenses ordinaires à l'exercice propre entre 2014 et 2018 étant de 2,5%.

Tout comme pour les recettes ordinaires, l'explication est à chercher du côté des dépenses de provision qui ont bondi de 21 à 114 millions euros. On y retrouve par exemple l'utilisation de 100 millions de provisions par la Ville de Liège qui est en partie le pendant de la dernière tranche de l'aide CRAC-pensions.

39% de ces dépenses à l'exercice propre sont des dépenses de personnel (DOP), 31% des dépenses de transfert (DOT), 16% des dépenses de fonctionnement (DOF) et 12% des dépenses de dette (DOD).

**Tableau 10** : Dépenses, BI 2018, exercice propre du service ordinaire, communes wallonnes, euros par habitant

	Brabant wallon	Hainaut	Liège	Luxembourg	Namur	Région	Région montants absolus extrapolés
Total DOP	467	571	636	606	472	574	2 035 030 002
Total DOF	245	208	218	431	205	235	832 260 266
Total DOT	353	497	464	364	355	446	1 580 696 786
Total DOD	126	166	203	210	137	173	613 405 220
Provisions	4	2	103	7	2	32	114 062 169
<b>Total</b>	<b>1 194</b>	<b>1 444</b>	<b>1 624</b>	<b>1 618</b>	<b>1 171</b>	<b>1 459</b>	<b>5 175 454 444</b>

Sources : BI 2018 des communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

18

Les communes brabançonnes et namuroises ont prévu des dépenses inférieures à la moyenne du fait d'un moindre endettement et de dépenses en personnel plus faibles.

Si l'on adopte une optique fonctionnelle, reprise en détail à l'annexe XIII, on voit que ces dépenses sont en premier lieu destinées au fonctionnement général de la commune. Dans cette rubrique, les communes brabançonnes dépensent moins du fait de plus faibles dépenses en personnel et d'une charge de dette liée à l'administration générale plus faible. A l'opposé, les communes liégeoises sont au-dessus de la moyenne du fait de l'importance des remboursements et charges en emprunts de consolidation.

**Tableau 11** : Dépenses, BI 2018, exercice propre du service ordinaire, communes wallonnes, euros par habitant

Groupe fonctionnel	Brabant wallon	Hainaut	Liège	Lux.	Namur	Région
Dépenses ordinaires	1 194	1 444	1 624	1 618	1 171	1 459
09-169 (sauf 69) Fonctionnement général	284	391	569	398	353	430
369 Pompiers	43	66	66	60	56	62
399 Justice-Police	128	156	160	83	107	143
499 Communication Voirie Cours d'eau	213	186	162	259	173	190
599-699 Economie- Agriculture	10	20	25	79	26	26
729-759 Enseignement	106	99	121	132	72	106
767-799 Culture, loisirs, cultes	106	153	133	176	113	140
839-859 Politiques sociales et emploi	189	226	214	180	155	207
872-879 Hygiène Environnement Santé publique	91	124	143	225	101	132
939 Logement urbanisme	24	21	30	25	15	24

Sources : BI 2018 des communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Viennent ensuite, par ordre d'importance, les politiques sociales (essentiellement via les transferts au CPAS) et de l'emploi pour un montant moyen de 207 euros par habitant, puis les dépenses liées

aux voiries pour 190 euros par habitant. Les dépenses y sont plus conséquentes dans les communes luxembourgeoises (259 euros), du fait des dépenses de fonctionnement et d'endettement gonflées par un nombre de kilomètres de voiries par habitant plus important (entretien, éclairage, déneigement,...).

Un autre poste substantiel concerne la rubrique justice-police, 143 euros par habitant qui se traduisent budgétairement essentiellement par les transferts vers les zones de polices. Ici aussi les communes luxembourgeoises se démarquent avec des dépenses moitié moindres que celles des communes des provinces plus peuplées de Liège et du Hainaut. Si l'on y ajoute les 62 euros par habitant des dépenses relatives aux zones de secours, on obtient un total de 205 euros par habitant pour les politiques de sécurité.

Dans le même ordre de grandeur, on retrouve, pour 140 euros par habitant, les actions liées à la culture/loisirs et sport ainsi que pour 132 euros par habitant les politiques « hygiène et santé publique ». Il s'agit principalement du coût de la gestion des déchets (90 euros par habitant en moyenne sur le territoire wallon) et des dépenses relatives à la distribution d'eau dans les communes luxembourgeoises (73 euros par habitant contre une moyenne régionale de 10 euros par habitant).

Les dépenses d'enseignement s'inscrivent à 106 euros par habitant en moyenne et varient selon le développement de l'enseignement communal dans chaque province. Enfin, les politiques économiques (à l'exception des dépenses dans le secteur agricole pour les communes luxembourgeoises, 45 euros par habitant contre une moyenne régionale de 6 euros) et celles du logement sont, avec environ 24-26 euros par habitant, d'une ampleur moindre.

Nous rappellerons ici que les dépenses plus importantes supportées par les communes luxembourgeoises pour les missions de distribution d'eau et pour le développement du secteur agricole sont compensées par des recettes de prestation plus élevées dans ces secteurs comme l'a montré l'analyse des recettes développées plus avant.

En termes de coût net, dont le détail est repris à l'annexe XIV, la mission de distribution de l'eau est plus ou moins à l'équilibre dans toutes les provinces alors que la fonction agriculture est légèrement bénéficiaire dans le Brabant, Liège et le Hainaut et rapporte davantage à Namur et surtout dans le Luxembourg.

Nous venons de voir que la répartition des dépenses varie selon la localisation géographique des communes. Parmi d'autres déterminants de cette répartition nous pourrions entre autres épingler la taille des communes et la situation socio-économique. Ces critères sont néanmoins en partie redondants puisque huit des neuf plus grandes villes (villes de plus de 50.000 habitants) se trouvent en province de Liège ou du Hainaut. De même la situation socio-économique est passablement différente selon la taille des communes ou selon les provinces de localisation.

En nous concentrant sur ces deux autres critères détaillés à l'annexe XV, nous pouvons souligner quelques tendances, qui devraient toutefois être vérifiées sur la base d'une méthodologie plus aboutie afin de définir les déterminants principaux et d'éliminer les effets croisés.

Sur la base du critère population, on remarque que les dépenses ordinaires par habitant des grandes villes sont 50% plus élevées que celles des plus petites communes. Les dépenses de fonctionnement général, de police, d'incendie sont deux fois plus importantes dans les grandes villes. Les dépenses en politiques sociales, culture, hygiène y sont aussi passablement plus élevées. Ceci s'explique en partie par le rôle de centralité qu'elles exercent, rôle qui est pris en compte, du côté des recettes, par la dotation « externalités » du Fonds des communes. Il n'y a que les voiries qui coûtent sensiblement moins par habitant pour les grandes villes.

Sur la base du critère socio-économique développé plus avant, les dépenses de fonctionnement général, de police, de service d'incendie, les politiques sociales, les politiques d'hygiène et santé publiques ainsi

que celles du logement social sont plus importantes dans les communes dont le potentiel fiscal est le plus faible. On est donc face à une sorte d'effet ciseaux avec d'un côté des besoins plus élevés et de l'autre des recettes potentiellement plus faibles. Par contre, l'effet est inversé en ce qui concerne les voiries.

Nous retrouvons donc ici les mêmes tendances que celles mises en évidence avec le critère population car, à l'exception de Namur, les 8 plus grandes villes ont un potentiel fiscal sous la moyenne régionale. Une étude plus poussée serait nécessaire pour distinguer le cas échéant les effets taille des effets socio-économiques.

Les dépenses communales ne se limitent toutefois pas à la gestion courante. Comme nous l'avons vu plus avant, elles sont aussi de grandes contributrices aux investissements publics qui sont eux enregistrés au service extraordinaire des budgets initiaux.

## 6) LE SERVICE EXTRAORDINAIRE

Le service extraordinaire reprend les opérations qui ne relèvent pas de la gestion courante. On y retrouve essentiellement les dépenses d'investissements et, côté recettes, les moyens de financement de celles-ci (emprunts, subventions ou épargne propre). L'annexe XVI reprend le détail du service extraordinaire pour les budgets initiaux 2014 à 2018. Entre 2017 et 2018, on enregistre une hausse d'environ 14,9% des dépenses extraordinaires à l'exercice propre consécutive à la forte augmentation des investissements qui passent de 1,571 milliards euros en 2017 à 1,715 milliards en 2018. Cette hausse fait suite à une baisse marquée de ces mêmes investissements l'année précédente.

Nous nous limiterons ici à préciser les fonctions dans lesquelles les communes comptent investir en priorité en 2018. Comme pour le service ordinaire, nous concentrerons notre analyse sur l'exercice propre<sup>44</sup>.

Les pouvoirs locaux dans leur ensemble sont des acteurs incontournables dans le domaine des investissements publics. Au niveau des communes wallonnes, cela correspond à un budget de 483 euros par habitant pour l'exercice propre si on s'en tient au regroupement économique 91<sup>45</sup>.

Ces investissements<sup>46</sup> consistent essentiellement en la construction, l'aménagement, l'équipement ou la maintenance extraordinaire de bâtiments/terrains pour 267 euros par habitant ou encore, la construction/entretien de voiries et égouts, pour 180 euros par habitant. 21 euros par habitant vont en achat de matériel de transport et d'exploitation.

---

<sup>44</sup> La différence entre les montants inscrits au propre et au global est de moins de 3% pour ce qui concerne les dépenses d'investissement.

<sup>45</sup> Le regroupement économique 91 est une approximation assez proche de la statistique de formation intérieure brute de capital. Pour s'en rapprocher davantage, il faudrait prendre les données de l'exercice global et procéder à quelques corrections en retranchant notamment certaines recettes d'investissement (par exemple vente de terrains).

<sup>46</sup> Au BI 2018, 9% de ces investissements (150,4 millions euros) sont liés au fonds FEDER.

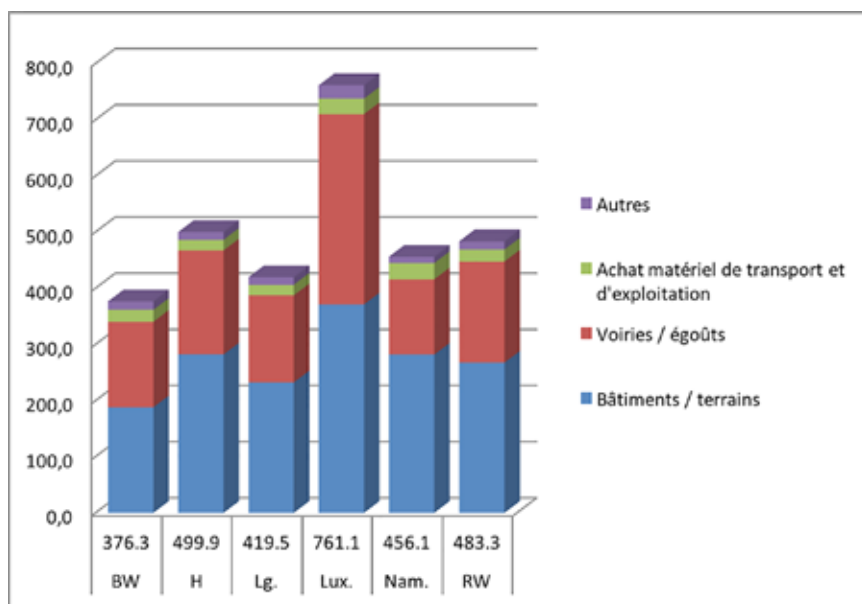


Figure 1 : Investissements par habitant, budget initial 2018, optique économique

Si l'on prend l'optique fonctionnelle, on peut noter que la majorité des investissements<sup>47</sup>, avec une moyenne de 164 euros par habitant, est destinée aux voiries. Ce poste était déjà un des plus importants au service ordinaire.

Tableau 12 : Dépenses, BI 2018, exercice propre du service ordinaire, communes wallonnes, euros par habitant

	Brabant wallon	Hainaut	Liège	Lux.	Namur	Région
Dépenses d'investissement (groupe éco 91)	376.3	499.9	419.5	761.1	456.1	483.3
Voiries	155.9	179.7	126.7	256.1	139.3	164.4
Sports-culture-loisirs	90.5	84.3	66.9	104.1	94.0	85.1
Administration générale	42.4	72.2	77.8	120.5	92.9	78.0
Logement	11.4	41.6	58.8	51.4	38.7	43.6
Enseignement	27.8	31.4	36.3	53.8	36.6	35.2
Economie	1.3	59.6	13.3	68.0	22.3	34.9
Cultes	14.9	8.8	6.3	21.8	7.8	9.7
Environnement - cimetière	7.8	8.3	9.1	12.9	4.7	8.5
Eaux usées	8.9	3.8	8.7	5.0	7.8	6.5
Action sociale	5.4	2.7	7.7	9.0	3.2	5.0
Distribution eau	1.8	0.0	2.2	38.7	2.2	4.3
Immondices	3.4	2.6	2.3	2.1	1.5	2.4
Assistance sociale	1.0	2.3	1.2	4.3	4.2	2.3
Agriculture	0.1	1.0	0.8	10.5	0.5	1.6
Pompiers-Police	1.5	1.3	1.0	1.0	0.4	1.1
Emploi	2.2	0.0	0.3	-	-	0.4
Institutions de soins	-	0.2	0.1	1.8	-	0.3

Sources : BI 2018 des communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

<sup>47</sup> Nous parlons bien ici des dépenses d'investissement et non du coût net pour les communes, certains types d'investissements étant par ailleurs davantage subsidiés.

Viennent ensuite les investissements dans les domaines du sport et de la culture (85 euros par habitant) et du patrimoine communal (78 euros par habitant). Le logement (44 euros par habitant), les investissements scolaires et l'économie constituent également, avec plus de 35 euros par habitant, trois autres postes d'investissement conséquent.

En cohérence avec l'analyse effectuée pour le service ordinaire, les communes de la province de Luxembourg enregistrent des dépenses bien au-dessus de la moyenne en voirie, agriculture (surtout sylviculture) et distribution d'eau.

Néanmoins, la comparaison entre provinces est ici plus délicate car les différences s'expliquent souvent par des investissements conséquents réalisés par une ou quelques entités. Ainsi, au niveau des investissements en sport/culture, 43% des montants enregistrés en 2018 dans le Brabant viennent de la construction d'une piscine à Braine-l'Alleud. Dans le Hainaut plus de 35% des investissements sont localisés à Charleroi (auberge de jeunesse, travaux au stade du Mambourg, au stade Yernaux de Montignies sur Sambre et au Palais des Beaux-arts). Idem pour la province de Namur où plus de 35% des investissements se concentrent à Namur pour des infrastructures sportives (ADEPS, piscines et autres).

Dans la fonction économie, 80% des investissements du Hainaut s'expliquent par le projet FEDER Charleroi créatif : Centre des congrès et Palais des expositions.

Enfin, les dépenses plus élevées pour la fonction culte dans le Luxembourg s'expliquent simplement par la plus faible densité de population car dans l'absolu moins de 20% des investissements dans cette fonction sont le fait de communes luxembourgeoises (6,2 millions euros sur un total de 34 millions euros). La restauration de l'église Saint-Etienne d'Attart concentre à elle seule presque 20% de ces investissements.

## 7) L'EQUILIBRE BUDGETAIRE DES COMMUNES WALLONNES

22

Les communes wallonnes dégagent dans leur ensemble un surplus budgétaire à l'exercice propre d'un peu plus de 65 millions euros. La croissance des recettes étant égale à celle des dépenses, le solde s'est stabilisé après un recul en 2017. Il reste également plus élevé que celui repris aux budgets initiaux 2014 et 2015 comme le montre l'annexe XVII.

### 7.1) LES SOLDES DU SERVICE ORDINAIRE A L'EXERCICE PROPRE

A l'exercice propre, les communes wallonnes réalisent en moyenne un surplus de 18,6 euros par habitant. Aucune commune n'a rendu un budget 2018 en déficit à l'exercice propre, mais 8 communes ont présenté un budget enregistrant un solde juste à l'équilibre. Les communes luxembourgeoises bénéficient d'un surplus presque trois fois supérieur à la moyenne régionale.

Pour avoir une meilleure idée de l'équilibre budgétaire à court terme, nous pouvons durcir un peu l'analyse des soldes en ne tenant compte, du côté des recettes, ni du crédit spécial de recettes (qui sont des recettes fictives), ni du rapatriement net des provisions pour risques et charges qui sont des moyens issus des années antérieures, ni encore des aides exceptionnelles qui prennent la forme de transferts d'emprunt de l'extraordinaire vers l'ordinaire.

<sup>48</sup> 76 communes ont eu recours à ce crédit spécial au budget initial 2017 et 42% des montants budgétés sont le fait de 2 d'entre elles (53% si on prend les 4 communes qui ont budgété plus de 1 million à ce poste).

**Tableau 13** : Solde du service ordinaire, BI 2018, communes wallonnes regroupées par province, euros par habitant

	Brabant wallon	Hainaut	Liège	Lux.	Namur	Région
Solde au propre	20.3	17.1	16.5	41.5	12.1	18.6
Solde au global	87.5	98.5	62.9	109.3	56.1	82.8
Crédit spécial	6.8	11.8	10.0	1.0	3.3	8.9
Rapatriement de provisions	1.1	30.3	127.2	10.7	5.6	50.3
<i>dont prélèvement du service extraordinaire</i>	-	15.8	100.3	-	-	35.2
Constitution de provisions	3.6	2.3	102.6	7.0	2.5	32.2
Solde propre hors crédit spécial	13.5	5.4	6.5	40.5	8.8	9.7
Solde propre hors crédit spécial et provisions	16.0	-22.7	-18.1	36.9	5.7	-8.4
<b>13 bis</b> : nombre de communes en déficit						
au propre sans CS	4	20	14	6	7	51
au propre sans CS ni provisions	5	27	19	13	13	77

Sources : BI 2018 des communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Sans intégrer le crédit spécial de recettes<sup>48</sup>, le solde baisse de moitié de façon générale et reste positif en moyenne dans chaque province. Sans ce recours à ces recettes fictives, 51 communes seraient, toutes autres choses égales par ailleurs, en déficit à l'exercice propre. Soit 1 commune sur 5 environ et 3 communes de plus qu'en 2017.

Si on retranche en plus le montant du rapatriement net<sup>49</sup> des provisions, le solde passe sous la barre de l'équilibre avec des communes liégeoises et hennuyères en déficit dans leur ensemble. Ces deux dernières corrections ont moins d'impact pour les communes namuroises, luxembourgeoises ou brabançonnes qui parviennent à dégager des surplus sans recourir à des artifices budgétaires, ni à ponctionner dans leurs provisions, signes d'une santé financière meilleure que la moyenne.

L'équilibre au budget ordinaire en 2018 cache ainsi de réelles difficultés pour les communes wallonnes. Preuve en est par ailleurs le nombre important de communes qui sont suivies et conseillées par le Centre Régional d'Aide aux Communes (C.R.A.C).

Les communes appartenant aux catégories socio-économiques moins favorisées, sur la base de l'indicateur développé dans cette étude, enregistrent des soldes inférieurs à la moyenne et utilisent davantage les crédits spéciaux et les rapatriements de provisions pour atteindre l'équilibre.

**Tableau 14** : Solde du service ordinaire, BI 2018, communes wallonnes regroupées par catégorie socio-économique, euros par habitant

	<-20%	-20% à 0%	0% à 20%	20% à 40%	> 40%
Solde au propre	21.1	13.8	15.5	19.8	29.6
Solde au global	75.5	77.8	82.0	86.1	103.8
Crédit spécial	10.9	10.8	5.2	6.6	6.1
Rapatriement de provisions	37.3	114.2	5.6	9.9	5.5
Constitution de provisions	4.4	89.8	3.6	2.1	7.0
Solde propre hors crédit spécial	10.2	3.0	10.3	13.2	23.5
Solde propre hors crédit spécial et provisions	-22.7	-21.4	8.3	5.4	25.0
<i>dont prélèvement de l'extraordinaire vers l'ordinaire</i>	20.2	90.2	0.1	1.6	-

Sources : BI 2018 des communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Un autre bémol d'importance doit être apporté à l'analyse ci-dessus. Nous nous sommes en effet concentrés sur les budgets initiaux 2018, mais un budget à l'équilibre n'entraîne pas de facto un compte à l'équilibre.

<sup>49</sup> Rapatriement – constitution.

<sup>50</sup> Droits nets – imputations.

<sup>51</sup> Droits nets – engagements.

Ainsi pour les comptes 2015, alors que 4 communes présentaient un budget initial ordinaire en déficit à l'exercice propre, 113 communes ont finalement enregistré, pour ce même exercice propre, un résultat comptable<sup>50</sup> ordinaire négatif. Pour 144 d'entre elles le résultat budgétaire<sup>51</sup> était dans le rouge. Les réserves ont donc été mises à contribution. Mais les réserves ne sont pas éternelles.

Néanmoins, comme déjà mentionné dans cette étude, les communes ont fait face en 2015 au retard d'enrôlement des recettes I.P.P. ce qui s'est marqué au niveau des budgets mais également des comptes avec un rattrapage sur 2016 du non perçu de 2015<sup>52</sup>. La situation s'est donc fortement améliorée en 2016. Il faudra toutefois attendre les comptes 2017 pour retrouver une année plus "classique" nous permettant une analyse en période de routine.

Quoiqu'il en soit, si l'on fait la moyenne entre 2015 et 2016 on note une amélioration de la situation des communes à l'exercice propre depuis 2012.

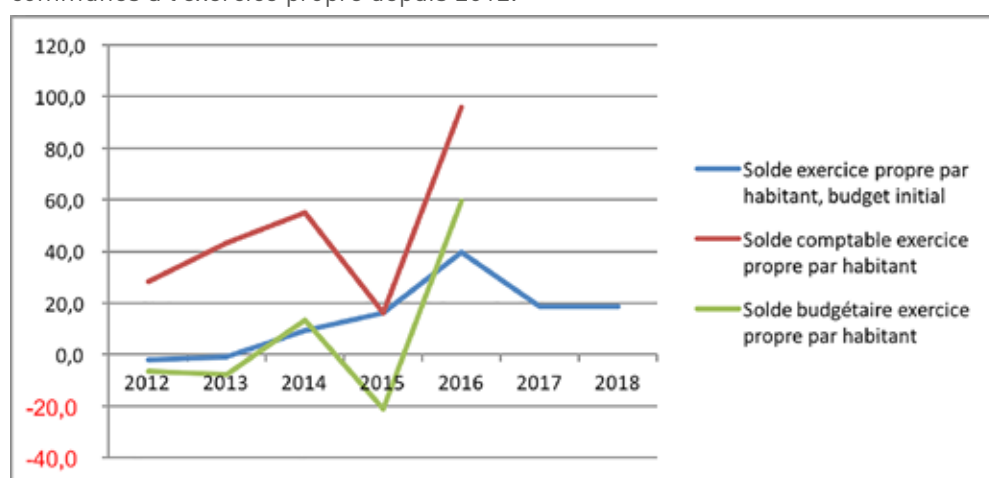


Figure 2 : Soldes par habitant des communes wallonnes 2012-2018

Cette amélioration est présente tant au niveau des soldes par habitant qu'au niveau du nombre de communes enregistrant un déficit.

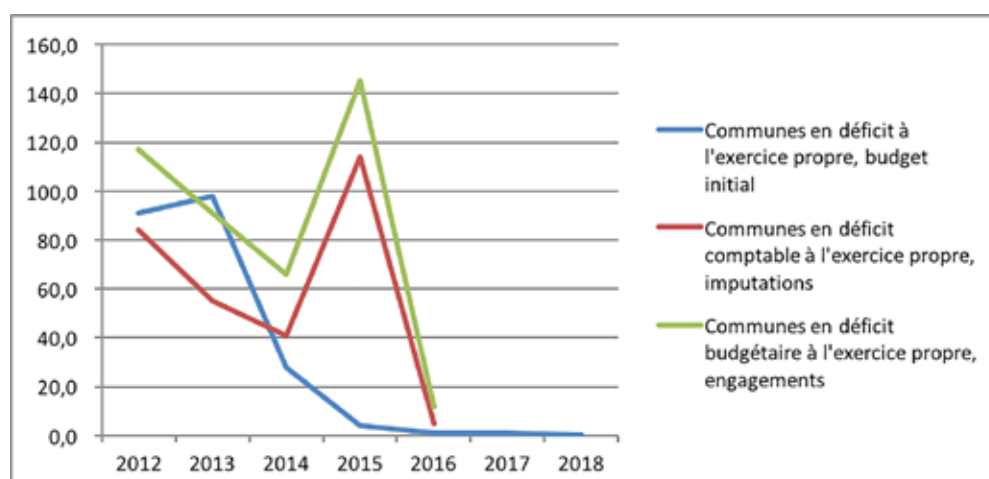


Figure 3 : Nombre de communes en déficit 2012-2018

Ces résultats sont repris dans le détail à l'annexe XVIII.

<sup>52</sup> Les recettes des additionnels I.P.P. reprises dans les comptes sont ainsi de 876,8 millions euros en 2014, 726,5 millions euros en 2015 et 1.093,8 millions euros en 2016.



## 7.2) LES SOLDES DU SERVICE ORDINAIRE AU GLOBAL ET LES FONDS DE RESERVE

Pour avoir une idée de la soutenabilité financière à plus long terme, nous nous préoccupons de deux autres informations : le solde au global qui tient compte notamment du boni reporté, et les réserves disponibles qui nous informent sur le coussin budgétaire des communes.

L'annexe XIX nous montre que le solde global par habitant prévu aux budgets initiaux 2018 est de 82 euros par habitant alors que celui repris aux comptes 2012 était encore de 161 euros par habitant<sup>53</sup>. Les communes parviennent ainsi à financer leurs politiques courantes sans déficit, mais au prix d'une ponction sur l'épargne existante.

Par ailleurs, les communes disposeront, fin 2018, en moyenne de 126 euros par habitant de fonds de réserves (FR) (fonds de réserves ordinaires (FRO) et extraordinaires (FRE)). Ceci représente une légère hausse par rapport à l'année précédente (118 euros par habitant en 2017) mais bien en deçà des 185 euros enregistrés en 2015. Les communes luxembourgeoises disposent de réserves bien supérieures à la moyenne régionale alors que celles du Hainaut sont largement sous la moyenne. La majeure partie de ces réserves sont des fonds de réserves extraordinaires dont une partie a été alimentée par le Fonds régional pour les investissements communaux (FRIC)<sup>54</sup>.

Tableau 15 : Fonds de réserves fin 2018, document budgétaire BI 2018, communes wallonnes, euros par habitant

	Brabant wallon	Hainaut	Liège	Lux.	Namur	Région
FRO	42.79	22.40	43.81	85.41	37.66	38.19
FRE	141.92	63.88	53.66	139.30	149.42	87.85
<i>dont FRE hors FRIC</i>	130.73	58.26	49.07	133.06	144.07	81.88
<i>dont FRE FRIC</i>	11.19	5.63	4.58	6.23	5.36	5.97
FR hors FRIC	173.51	80.66	92.88	218.47	181.73	120.08
FR	184.70	86.29	97.46	224.70	187.09	126.05

Sources : BI 2018 des communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

L'annexe XX indique par ailleurs que les communes dont la population est socio-économiquement moins favorisée disposent de réserves plus faibles.

Les communes disposent ainsi encore d'un petit coussin budgétaire pour les années à venir même s'il diminue rapidement ces deux dernières années. Ces dernières années, notamment suite à la mise en place des balises d'emprunt, les communes ont davantage eu recours à leurs réserves pour financer leurs investissements.

Les montants issus du FRIC sont bien des réserves mais sont directement liés au financement d'investissements à venir et sont destinés à cet usage. On ne peut donc pas vraiment en tenir compte dans l'analyse de la soutenabilité à long terme.

<sup>53</sup> Il s'agit ici du résultat budgétaire 2014 : droits nets-engagements.

<sup>54</sup> Fonds organisant un droit de tirage des communes sur base de deux programmations (2013-2016 et 2017-2018) et qui vient en complément à d'autres mécanismes de subventions d'investissements d'intérêt public.

Tableau 16 : Evolution des fonds de réserves entre 2012 et 2018, euros par habitant

FR hors FRIC	C2012	C2013	C2014	BI2017	BI2018
Brabant wallon	176.01	204.78	223.53	152.3	173.5
Hainaut	83.41	83.39	126.80	66.3	80.7
Liège	91.87	89.32	141.46	97.3	92.9
Luxembourg	319.86	338.08	397.73	208.1	218.5
Namur	137.39	134.74	131.18	141.1	181.7
Région	122.28	125.87	163.89	106.6	120.1
Région montants totaux	424 331 420	438 904 891	573 639 965	375 839 054	422 439 630

Sources : C 2012 à 2014 et BI 2017 et 2018 des communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

La situation est similaire au niveau des provisions pour risques et charges. Les provisions de 2016 étaient revenues au niveau de celles de 2013, mais sur la base des budgets initiaux 2017 et 2018, elles auraient diminué de 103 millions d'euros sur ces deux exercices, ce qui représenterait une baisse de presque 43% en deux ans<sup>55</sup>.

Tableau 17 : Provisions pour risques et charges aux comptes 2012-2016

	2012	2013	2014	2015	2016
Brabant wallon	12.39	13.40	11.53	16.41	34.23
Hainaut	34.38	34.02	46.04	44.86	59.63
Liège	78.11	169.62	120.59	99.42	87.56
Luxembourg	39.95	53.07	60.00	72.91	87.20
Namur	18.96	20.00	36.90	42.94	67.75
Région	42.93	70.63	63.65	59.45	68.22
Provisions Région montants total	148 986 434	246 283 724	222 795 473	208 872 321	240 514 032

Sources : C 2012 à 2016 des communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

## 8) CONCLUSION

Les pouvoirs locaux wallons disposent de leviers budgétaires importants et quasiment identiques à ceux de la Communauté française. Les communes y participent pour presque la moitié.

Leurs domaines d'action les plus importants sont, à côté de ceux liés au fonctionnement général, relatifs aux politiques sociales, à la voirie, la sécurité et au sport/culture.

On retrouve certaines politiques qui ont des champs d'application plus larges que le seul territoire d'une commune et sont également des priorités au niveau provincial. Une plus grande efficacité budgétaire pourrait ainsi résulter d'une plus grande collaboration avec les provinces et entre communes.

Les moyens financiers servant au financement de ces politiques proviennent de manière presque égale des autres pouvoirs publics et des ménages, les premiers compensant les seconds le cas échéant.

En effet, si les moyens financiers des communes proviennent principalement de la fiscalité, essentiellement les additionnels à l'I.P.P. et au Pr.I., les recettes de fonds sont également importantes. Le Fonds des communes, via ses dotations péréquations fiscales, permet de compenser partiellement le déséquilibre qui peut exister au niveau du potentiel fiscal des différentes communes.

Un déséquilibre apparaît aussi au niveau des dépenses qui sont proportionnellement plus importantes pour les communes dont la population est socio-économiquement plus défavorisée. Ces dernières font

<sup>55</sup> Utilisation de provision – Constitution de provisions aux budgets initiaux.

ainsi face à un effet ciseau qui entraîne une plus grande difficulté à atteindre un équilibre sans puiser dans les réserves.

Or, garantir un équilibre budgétaire pour nos communes est primordial si nous voulons qu'elles continuent à investir dans des domaines où elles restent un acteur incontournable : les voiries, la culture et la conservation du patrimoine.

A première vue, cet équilibre est bien présent au budget initial 2018 et les communes disposent encore de certaines réserves. Néanmoins, l'équilibre n'est peut-être qu'apparent vu qu'il s'obtient, pour 51 communes, via l'utilisation de recettes fictives. Par ailleurs, les réserves et le solde à l'exercice global sont en diminution ces dernières années, montrant une difficulté croissante pour les communes à rencontrer les dépenses exposées et donc à assumer leurs missions de service public. Ces réserves ne dureront pas éternellement et les communes pourraient ainsi se trouver rapidement en difficulté face aux défis qui se présentent à elles à court terme (vieillesse de la population, financement des pensions des agents communaux, financement des zones de secours,...).

Il convient par rapport à ces tendances de tenir compte de l'évolution à la hausse du manque à gagner lié à des décisions prises par les autres niveaux de pouvoir qui impactent les finances communales. L'Union des Villes et Communes de Wallonie a ainsi estimé<sup>56</sup> le manque à gagner en 2017 pour les communes à 215 millions EUR, soit 209 millions EUR liés à des décisions du Fédéral et 6 millions EUR pour des décisions régionales.

L'élaboration des budgets au cours des exercices à venir risque donc de devenir encore plus compliqué pour les communes.

## SOURCES

Bednar, N. (2016), «La situation budgétaire des provinces wallonnes en 2016 », Le cahier des finances locales n°1, SPW éditions.

Bednar, N. (2017), « La situation budgétaire des communes wallonnes à l'initial 2017 », Le cahier des finances locales n°3, Juillet 2017, SPW éditions.

Belfius, « Etude finances locales 2016 », Annexe statistique zones de secours Wallonie, <https://www.belfius.be/publicsocial/FR/Expertise/Etudes/FinancesLocales/LocalFinance/index.aspx>

BNB, Comptes des administrations publiques 2016, <https://stat.nbb.be/Index.aspx?DataSetCode=NFGOV&lang=fr>

Bosquillon L. et N. Hotton (2017), «Le calcul du solde SEC 2010 pour les communes et les CPAS wallons », Le cahier des finances locales n°2, SPW éditions.

Budgets initiaux des communes wallonnes pour les années 2014 à 2018.

Comptes budgétaires des communes wallonnes pour les années 2014 à 2016.

Union des Villes et Communes de Wallonie (Avril 2017), « Finances communales : les résultats de notre veille fédérale et régionale annuelle », <http://www.uvcw.be/articles/3,13,2,0,6931.htm>

<sup>56</sup> Finances communales: les résultats de notre veille fédérale et régionale annuelle : <http://www.uvcw.be/articles/3,13,2,0,6931.htm>



## ANNEXES

## Annexe I : Taux de réalisation 2014 à 2016

## Taux de réalisation 2016, exercice propre, communes wallonnes, euros

GE	Exercice propre	Crédits budgétaires 2016	Engagements / Droits nets extrapolés 2016 (99.61%)*	taux de réalisation
60	Recettes ordinaires de prestation (ROP)	333 784 198	317 819 106	95.22%
61	Recettes ordinaires de transfert (ROT)	4 513 525 356	4 438 917 829	98.35%
62	Recettes ordinaires de dette (ROD)	123 371 496	115 945 136	93.98%
68	Provisions	68 172 812	63 953 217	93.81%
	<b>Total Recettes ordinaires</b>	<b>5 038 853 862</b>	<b>4 936 635 289</b>	<b>97.97%</b>
70	Dépenses ordinaires de personnel (DOP)	1 939 296 778	1 858 502 968	95.83%
71	Dépenses ordinaires de fonctionnement (DOF)	793 187 842	711 407 668	89.69%
72	Dépenses ordinaires de transfert (DOT)	1 522 180 312	1 517 790 102	99.71%
7X	Dépenses ordinaires de dette (DOD)	605 407 451	569 869 574	94.13%
78	Provisions	39 642 496	69 767 525	175.99%
	<b>Total Dépenses ordinaires</b>	<b>4 899 714 879</b>	<b>4 727 337 836</b>	<b>96.48%</b>
80	Recettes extraordinaires de transfert (RET)	612 921 375	206 976 073	33.77%
81	Recettes extraordinaires d'investissement (REI)	56 394 298	36 927 640	65.48%
82	Recettes extraordinaires de dette (RED)	773 945 111	339 769 753	43.90%
88	Rapatriement de provisions	0	0	-
90	Dépenses extraordinaires de transfert (DET)	37 493 696	52 618 106	140.34%
91	Dépenses extraordinaires d'investissement (DEI)	1 664 359 343	901 086 678	54.14%
92	Dépenses extraordinaires de dette (DED)	32 746 805	28 623 370	87.41%
98	Constitution de provision	19 757 614	24 160 814	122.29%
	<b>Total Recettes extraordinaires</b>	<b>1 443 260 785</b>	<b>583 673 466</b>	<b>40.44%</b>
	<b>Total dépenses extraordinaires</b>	<b>1 754 357 458</b>	<b>1 006 488 968</b>	<b>57.37%</b>

Sources : Budgets initiaux et comptes 2016 des communes wallonnes

\*Les données des comptes 2016 sont extrapolées sur la base de la population. Lors de la publication de cette étude, les communes de Quiévrain et Beaumont n'avaient pas rentrés leurs comptes 2016. Le taux de couverture de l'échantillon en termes de population est ainsi de 99,61%.

## Taux de réalisation 2015, exercice propre, communes wallonnes, euros

GE	Exercice propre	Crédits budgétaires 2015	Engagements / Droits net 2015	taux de réalisation
60	Recettes ordinaires de prestation (ROP)	339 506 203	302 399 230	89.07%
61	Recettes ordinaires de transfert (ROT)	4 334 396 217	4 043 217 604	93.28%
62	Recettes ordinaires de dette (ROD)	137 752 682	133 362 256	96.81%
68	Provisions	78 958 846	99 201 768	125.64%
	<b>Total Recettes ordinaires</b>	<b>4 890 613 947</b>	<b>4 578 180 858</b>	<b>93.61%</b>
70	Dépenses ordinaires de personnel (DOP)	1 987 844 885	1 878 627 322	94.51%
71	Dépenses ordinaires de fonctionnement (DOF)	780 162 784	690 134 501	88.46%
72	Dépenses ordinaires de transfert (DOT)	1 463 391 830	1 466 172 989	100.19%
7X	Dépenses ordinaires de dette (DOD)	594 009 720	572 246 241	96.34%
78	Provisions	9 012 859	44 793 778	497.00%
	<b>Total Dépenses ordinaires</b>	<b>4 834 422 078</b>	<b>4 651 974 831</b>	<b>96.23%</b>
80	Recettes extraordinaires de transfert (RET)	489 645 272	145 197 291	29.65%
81	Recettes extraordinaires d'investissement (REI)	57 859 236	34 894 921	60.31%
82	Recettes extraordinaires de dette (RED)	655 776 851	291 515 340	44.45%
88	Rapatriement de provisions	0	3 680	-
90	Dépenses extraordinaires de transfert (DET)	35 131 567	58 649 689	166.94%
91	Dépenses extraordinaires d'investissement (DEI)	1 352 613 725	597 885 623	44.20%
92	Dépenses extraordinaires de dette (DED)	38 163 268	45 989 799	120.51%
98	Constitution de provision	23 126 217	50 434 045	218.08%
	<b>Total Recettes extraordinaires</b>	<b>1 203 281 358</b>	<b>471 611 232</b>	<b>39.19%</b>
	<b>Total dépenses extraordinaires</b>	<b>1 449 034 777</b>	<b>752 959 156</b>	<b>51.96%</b>

Sources : Budgets initiaux et comptes 2015 des communes wallonnes

## Taux de réalisation 2014, exercice propre, communes wallonnes, euros

GE	Exercice propre	Crédits budgétaires 2014	Engagements / Droits net 2014	taux de réalisation
60	Recettes ordinaires de prestation (ROP)	352 838 934	309 973 076	87.85%
61	Recettes ordinaires de transfert (ROT)	4 167 591 137	4 072 785 074	97.73%
62	Recettes ordinaires de dette (ROD)	148 291 618	139 432 873	94.03%
68	Provisions	56 004 972	117 838 942	210.41%
	<b>Total Recettes ordinaires</b>	<b>4 724 726 660</b>	<b>4 640 029 965</b>	<b>98.21%</b>
70	Dépenses ordinaires de personnel (DOP)	1 956 000 766	1 932 064 534	98.78%
71	Dépenses ordinaires de fonctionnement (DOF)	796 374 454	712 846 222	89.51%
72	Dépenses ordinaires de transfert (DOT)	1 337 458 900	1 348 539 941	100.83%
7X	Dépenses ordinaires de dette (DOD)	592 037 748	555 689 264	93.86%
78	Provisions	10 506 846	44 633 802	424.81%
	<b>Total Dépenses ordinaires</b>	<b>4 692 378 714</b>	<b>4 593 773 763</b>	<b>97.90%</b>
80	Recettes extraordinaires de transfert (RET)	521 012 168	238 314 635	45.74%
81	Recettes extraordinaires d'investissement (REI)	73 699 463	23 983 944	32.54%
82	Recettes extraordinaires de dette (RED)	596 633 443	378 185 576	63.39%
88	Rapatriement de provisions	6 983	4 796	68.68%
90	Dépenses extraordinaires de transfert (DET)	31 111 466	59 429 078	191.02%
91	Dépenses extraordinaires d'investissement (DEI)	1 278 555 507	563 164 128	44.05%
92	Dépenses extraordinaires de dette (DED)	37 213 866	24 848 933	66.77%
98	Constitution de provision	8 400 001	44 080 841	524.77%
	<b>Total Recettes extraordinaires</b>	<b>1 191 352 057</b>	<b>640 488 950</b>	<b>53.76%</b>
	<b>Total dépenses extraordinaires</b>	<b>1 355 280 840</b>	<b>691 522 979</b>	<b>51.02%</b>

Sources : Budgets initiaux et comptes 2014 des communes wallonnes



Annexe II : Exercice propre et global, BI 2018, communes wallonnes (euros)

Recettes ordinaires, BI 2018, communes wallonnes, euros

	2018 extrapolé
<b>Recettes ordinaires ex. propre</b>	5 241 247 288
<b>Exercices antérieurs</b>	369 001 216
<i>Dont boni des ex. antérieurs</i>	365 681 710
<b>Prélèvements</b>	44 244 821
<b>Recettes ordinaires ex. global</b>	5 654 493 326

Sources : BI 2018, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Dépenses ordinaires, BI 2018, communes wallonnes, euros

	2018 extrapolé
<b>Dépenses ordinaires ex. propre</b>	5 175 438 585
<b>Exercices antérieurs</b>	81 782 948
<i>dont cotisations de responsabilisation(1)</i>	50 322 139
<i>dont mali des ex. antérieurs</i>	2 769 563
<b>Prélèvements</b>	103 674 605
<b>Dépenses ordinaires ex. global</b>	5 360 896 138

Sources : BI 2018, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres ; (1) code 113-21

Service extraordinaire, BI 2018, communes wallonnes, euros

	2018 extrapolé
<b>Total Recettes extraordinaires propres</b>	1 678 883 196
<b>Total dépenses extraordinaires propres</b>	1 911 044 170
<b>Résultat extraordinaire propre</b>	<b>-232 160 974</b>
<b>Recettes extraordinaires exercices antérieurs</b>	233 337 900
<i>dont boni des ex. antérieurs</i>	133 372 786
<b>Dépenses extraordinaires exercices antérieurs</b>	97 462 675
<i>dont mali des ex. antérieurs</i>	44 938 569
<b>Résultat extraordinaires exercices antérieurs</b>	135 875 225
<b>06 - Prélèvements recettes</b>	427 323 915
<b>06 - Prélèvements dépenses</b>	213 401 823
<b>Recettes extraordinaires globales</b>	2 339 545 012
<b>Dépenses extraordinaires globales</b>	2 221 908 668

Sources : BI 2018, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Annexe III : Comptes non financiers des administrations publiques -Aperçu

Dépenses des administrations de Belgique

	2016 (millions euros)	2017 (millions euros)	2016 (euros/hab.)	2017 (euros/hab.)
Administrations de sécurité sociale	91 027	93 989	8 078	8 301
Communautés et Régions	82 188	85 192	7 294	7 524
Pouvoir fédéral	116 324	116 928	10 323	10 327
Administrations locales de Belgique	30 039	31 257	2 666	2 761
Communauté française	18 142	18 885	3 959	4 107
Wallonie	13 505	13 787	3 749	3 814

Sources : <http://stat.nbb.be/Index.aspx>, consulté le 6 juin 2018 et calculs propres

Dépenses des administrations nettes de transferts aux autres administrations publiques

	2016 millions euros	2017 millions euros	2017 % des dépenses	2016 euros/hab.	2017 euros/hab.
Administrations de sécurité sociale	81 620	84 262	36.7%	7 244	7 442
Communautés et Régions	71 594	74 146	32.3%	6 354	6 549
Pouvoir fédéral	42 641	39 957	17.4%	3 784	3 529
Administrations locales de Belgique	29 750	30 938	13.5%	2 640	2 733
<b>Total des Administrations de Belgique</b>	<b>225 606</b>	<b>229 303</b>	<b>100.0%</b>	<b>20 022</b>	<b>20 253</b>
Communauté française	12 040	12 601		2 627	2 740
Wallonie	8 631	8 890		3 085	3 127
Communes wallonnes (y compris transferts)	5 014			1 422	
Communes wallonnes (hors transferts)	3 624			1 028	

Sources : <http://stat.nbb.be/Index.aspx>, consulté le 6 juin 2018 et calculs propres

Dépenses primaires des administrations nettes de transferts aux autres administrations publiques

	2016 millions euros	2017 millions euros	2017 % des dépenses	2016 euros/hab.	2017 euros/hab.
Administrations de sécurité sociale	81 598	84 245	38.6%	7 242	7 441
Communautés et Régions	70 157	72 852	33.4%	6 226	6 434
Pouvoir fédéral	32 064	30 418	13.9%	2 846	2 687
Administrations locales de Belgique	29 314	30 686	14.1%	2 602	2 710
<b>Total des Administrations de Belgique</b>	<b>213 132</b>	<b>218 200</b>	<b>100.0%</b>	<b>18 915</b>	<b>19 272</b>
Communauté française	11 876	12 458		2 591	2 709
Wallonie	10 575	10 840		2 936	2 999

Sources : <http://stat.nbb.be/Index.aspx>, consulté le 6 juin 2018 et calculs propres

## Annexe IV : Comptes détaillés des administrations publiques, formation brute de capital fixe

## Formation brute de capital, ensemble des administrations publiques de Belgique (millions euros)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Formation brute de capital (P.5)	9 847.5	10 180	9 492	9 435	9 538	9 342
Formation brute de capital fixe (P.51)	10 180	9 644	9 250	9 570	9 627	9 390
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	9 644	7 060	6 535	6 821	6 838	6 451
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	7 060	2 584	2 715	2 749	2 789	2 939
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	2 584	-	-	-	-	-

Sources : <http://stat.nbb.be/Index.aspx>, consulté le 6 juin 2018

## Formation brute de capital, ensemble des pouvoirs locaux de Belgique (millions euros)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Formation brute de capital (P.5)	3 228.5	3 752	3 222	3 063	3 012	2 656
Formation brute de capital fixe (P.51)	3 195.6	3 806	3 293	3 123	3 069	2 732
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	3 194.5	3 804	3 291	3 121	3 063	2 725
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	1.1	2	2	2	7	7
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0	-	-	-	-	-

Sources : <http://stat.nbb.be/Index.aspx>, consulté le 6 juin 2018

Annexe V : Les recettes ordinaires des communes wallonnes aux budgets initiaux 2014-2018, exercice propre  
**Recettes ordinaires, exercice propre, budget initiaux 2014-2018, communes wallonnes (euros)**

	2014	2015	2016	2017	2018 extrapolé	18/17	moyenne 14-18
Total ROP	352 838 934	339 506 203	333 784 198	354 484 400	364 796 089	2.9%	0.8%
Total ROT	4 167 591 137	4 334 396 217	4 513 525 356	4 502 290 756	4 584 292 587	1.8%	2.4%
Total ROD	148 291 618	137 752 682	123 371 496	113 485 447	113 891 226	0.4%	-6.4%
Provisions	56 004 972	78 958 846	68 172 812	59 925 637	178 283 447	197.5%	33.6%
Recettes ordinaires ex. propre	4 724 726 660	4 890 613 947	5 038 853 862	5 030 186 239	5 241 263 349	4.2%	2.6%
Exercices antérieurs	451 196 305	444 469 960	332 531 242	374 655 738	369 002 347	-1.5%	-4.9%
Prélèvements	10 275 076	27 233 214	45 694 292	34 661 272	44 244 957	27.6%	44.1%
Recettes ordinaires ex. global	5 186 198 041	5 362 317 121	5 417 079 396	5 439 503 249	5 654 510 653	4.0%	2.2%

Sources : BI 2018, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Annexe VI : Répartition des recettes ordinaires, exercice propre, BI 2018, communes wallonnes (le chiffre 1 permet de relier le code économique au contributeur)

Code éco. 1	Code éco. 2	Libellé	Ménages	Entreprises	Pouvoirs publics	Communes	Hybride	Montants BI 2018 (euros)
106	01	Notes de crédit et ristournes du service ordinaire	0	0	0	1	0	34 763 015
106	02	Récupération de charges de personnel payées indûment	0	0	0	1	0	1 526 758
161	01	Produits de prestations directes concernant la fonction	0	0	0	0	1	31 835 782
161	02	Produits de ventes de biens concernant la fonction	0	0	0	0	1	34 368 689
161	03	Produits de la location mobilière relative à la fonction	0	0	0	0	1	1 118 147
161	04	Produits des droits d'entrée	0	0	0	0	1	6 103 419
161	05	Produits des concessions de droits accordées	0	1	0	0	0	67 279 541
161	06	Récupération des frais de procédure et de poursuite	0	0	0	0	1	1 414 816
161	07	Interventions des parents dans les transports scolaires	1	0	0	0	0	704 056
161	08	Interventions des parents dans les repas scolaires	1	0	0	0	0	8 313 060
161	09	Intervention des parents dans la surveillance et les cours	1	0	0	0	0	12 085 781
161	10	Intervention des parents dans les classes de plein air et de neige	1	0	0	0	0	2 651 892
161	11	Produits des droits forestiers d'affouage et d'abattage	0	0	0	0	1	363 455
161	12	Produits de la vente des coupes de bois sur pied	0	1	0	0	0	44 033 589
161	13	Produits de la vente des bois abattus	0	0	0	0	1	293 386
161	14	Remboursements des avantages en nature du personnel et des mandataires	0	0	0	1	0	2 601 280
161	48	Produits et récupérations divers relatifs à la fonction	0	0	0	0	1	38 538 219
162	01	Produits de prestations pour les pouvoirs publics	0	0	1	0	0	2 855 985
163	01	Produits des locations immobilières aux entreprises et aux ménages	0	0	0	0	1	60 083 634
163	48	Produits et récupérations divers	0	0	0	0	1	-
164	01	Produits des locations immobilières aux pouvoirs publics	0	0	1	0	0	7 031 003
180	01	Récupération des travaux exécutés pour le compte de tiers	0	0	0	0	1	2 941 304
180	02	Droits de passage	0	0	0	0	1	200 954
180	48	Produits des interventions diverses	0	0	0	0	1	689 077
206	01	Récupération des charges financières et des pertes des entreprises	0	1	0	0	0	-
261	01	Intérêts créditeurs des titres de placements	0	1	0	0	0	407 767
261	03	Intérêts créditeurs des prêts accordés à plus d'un an	0	1	0	0	0	50 753
262	01	Ristournes sur intérêts des emprunts	0	1	0	0	0	246 058

263	01	Remboursements des charges financières des emprunts à charge de tiers	0	1	0	0	0	0	1 055 896
264	01	Intérêts créditeurs sur les comptes courants au crédit communal	0	1	0	0	0	0	186 589
264	02	Intérêts créditeurs sur les comptes de placements à terme au crédit communal	0	1	0	0	0	0	902 298
264	03	Intérêts créditeurs de comptes financiers divers	0	1	0	0	0	0	442 762
264	04	Intérêts créditeurs sur les comptes de placements à terme divers	0	1	0	0	0	0	246 250
265	01	Intérêts de retard créditeurs sur les créances	0	0	0	0	0	1	530 612
266	01	Bénéfices de change	0	0	0	0	0	1	95
268	01	Récupération sur tiers des charges financières d'emprunts garantis par la commune	0	0	0	0	0	1	24 178
269	01	Produits des rentes viagères et perpétuelles	0	0	0	0	0	1	130 409
271	01	Participations dans les bénéfices des régies communales	0	1	0	0	0	0	4 436 907
272	01	Dividendes de participations dans les intercommunales	0	1	0	0	0	0	98 936 120
273	01	Dividendes de participations dans les sociétés fédérales et régionales	0	1	0	0	0	0	38 681
274	01	Dividendes de participations dans le crédit communal	0	1	0	0	0	0	16 404
275	01	Dividendes de participations dans les autres entreprises publiques	0	1	0	0	0	0	542 382
280	01	Dividendes de participations dans les entreprises privées	0	1	0	0	0	0	477 506
280	02	Dividendes et ristournes sur des concessions accordées	0	1	0	0	0	0	958 295
306	01	Récupération des transferts de revenus au secteur privé	0	1	0	0	0	0	582 541
307	01	Excédent de trésorerie	0	0	0	0	1	0	1 225
361	01	Taxe sur la conservation des véhicules saisis par la police	1	0	0	0	0	0	2 039 888
361	02	Taxe sur la délivrance de documents concernant les établissements dangereux, incommodes et insalubres	0	1	0	0	0	0	330 419
361	03	Taxe sur la délivrance de permis de lotir	0	0	0	0	0	1	1 313 583
361	04	Taxe sur la délivrance de documents administratifs	0	0	0	0	0	1	24 565 353
361	48	Taxe sur les prestations administratives diverses	0	0	0	0	0	1	2 605 252
362	01	Taxes pour l'acquisition de terrains de voirie	0	0	0	0	0	1	12 076
362	02	Taxes pour le pavage des rues	0	0	0	0	0	1	200 850
362	03	Taxe pour la construction des trottoirs	0	0	0	0	0	1	125 598
362	04	Taxe pour la construction des égouts	0	0	0	0	0	1	127 272
362	05	Taxe pour le raccordement au réseau d'égout	0	0	0	0	0	1	947 682
362	06	Taxe pour la construction de conduites d'eau	0	0	0	0	0	1	9 200

362	07	Taxe d'urbanisation	0	0	0	0	0	0	1	532 316
362	08	Taxe sur l'inflexion dans les trottoirs	0	0	0	0	0	0	1	8 800
362	09	Taxe pour commodités spéciales dans les rues piétonnières	0	0	0	0	0	0	1	-
362	48	Taxes diverses de remboursement	0	0	0	0	0	0	1	239 397
363	01	Taxe sur les bâtiments reliés ou reliables au réseau d'eau	0	0	0	0	0	0	1	253 000
363	02	Taxe sur le raccordement au réseau de distribution d'eau	0	0	0	0	0	0	1	255 000
363	03	Taxe sur l'enlèvement des immondices et résidus ménagers	1	0	0	0	0	0	0	196 403 857
363	04	Taxe sur la vidange des fosses d'aisance	0	0	0	0	0	0	1	-
363	05	Taxe sur l'enlèvement de déchets industriels et encombrants	0	1	0	0	0	0	0	126 514
363	06	Taxe d'enlèvement et d'entreposage de véhicules ou d'objets	0	0	0	0	0	0	1	1 575
363	07	Taxe sur le déversement sauvage d'immondices sur la voie publique	0	0	0	0	0	0	1	332 748
363	08	Taxe sur les immeubles reliés ou reliables au réseau d'égouts	0	0	0	0	0	0	1	10 705 929
363	09	Taxe sur l'entretien des égouts	0	0	0	0	0	0	1	13 116 692
363	10	Taxe sur les inhumations, dispersion de cendres, columbarium	1	0	0	0	0	0	0	1 866 129
363	11	Taxe sur les exhumations	1	0	0	0	0	0	0	241 161
363	12	Taxe sur les transports funéraires	1	0	0	0	0	0	0	570 970
363	13	Taxe sur l'occupation des caveaux d'attente	1	0	0	0	0	0	0	21 985
363	14	Taxe sur le séjour à la morgue ou au dépôt mortuaire	1	0	0	0	0	0	0	26 900
363	15	Taxe sur les tombes et caveaux	1	0	0	0	0	0	0	162 074
363	16	Taxe sur la délivrance de récipients ou d'autocollants pour les résidus ménagers	1	0	0	0	0	0	0	36 921 147
363	17	Taxe pour la protection de l'environnement	0	0	0	0	0	0	1	500
363	18	Taxe pour l'utilisation de conteneurs communaux	0	0	0	0	0	0	1	480 237
363	48	Taxes diverses sur prestations d'hygiène publique	0	0	0	0	0	0	1	4 658 861
364	01	Taxe sur le personnel occupé	0	1	0	0	0	0	0	25
364	02	Taxe sur les serveuses de bar	0	1	0	0	0	0	0	439 172
364	03	Taxe sur la force motrice	0	1	0	0	0	0	0	34 035 395
364	04	Taxe sur les tanks et les réservoirs	0	1	0	0	0	0	0	392 025
364	05	Taxe sur les fours à coke	0	1	0	0	0	0	0	-
364	06	Taxe sur les charbonnages	0	1	0	0	0	0	0	-
364	07	Taxe sur les briqueteries	0	1	0	0	0	0	0	-
364	08	Taxe sur les brasseries	0	1	0	0	0	0	0	-

364	09	Taxe sur les carrières	0	1	0	0	0	0	0	1 536 812
364	10	Taxe sur les industries chimiques	0	1	0	0	0	0	0	-
364	11	Taxe pour le démergement	0	1	0	0	0	0	0	-
364	12	Taxe sur les débits de boissons	0	1	0	0	0	0	0	835 773
364	13	Taxe sur les débits de tabac	0	1	0	0	0	0	0	185 990
364	14	Taxe sur les salles de vente	0	1	0	0	0	0	0	-
364	15	Taxe sur le colportage	0	1	0	0	0	0	0	15 920
364	16	Taxe sur les agences de paris et de jeux	0	1	0	0	0	0	0	131 184
364	17	Taxe sur les débits de boissons ouverts en dehors des heures	0	1	0	0	0	0	0	49 880
364	18	Taxe sur les cercles privés	0	1	0	0	0	0	0	142 978
364	19	Taxe sur les étalages et les vitrines	0	1	0	0	0	0	0	-
364	20	Taxe sur l'autorisation de vendre du poisson	0	1	0	0	0	0	0	-
364	21	Taxe sur les exploitations de taxis	0	1	0	0	0	0	0	296 640
364	22	Taxe sur les enseignes et réclames lumineuses	0	1	0	0	0	0	0	4 641 222
364	23	Taxe sur les panneaux publicitaires	0	1	0	0	0	0	0	7 216 049
364	24	Taxe sur la diffusion publicitaire	0	1	0	0	0	0	0	30 160 751
364	25	Taxe sur les panneaux directionnels	0	1	0	0	0	0	0	43 547
364	26	Taxe de séjour	0	1	0	0	0	0	0	4 887 500
364	27	Taxe sur les terrains de camping	0	1	0	0	0	0	0	1 167 388
364	28	Taxe sur les dépôts de matériaux	0	1	0	0	0	0	0	4 130
364	29	Taxe sur les dépôts de mitraille, véhicules usagés, abandonnés	0	1	0	0	0	0	0	234 752
364	30	Taxe annuelle sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes	0	1	0	0	0	0	0	800 015
364	31	Autre taxe sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes	0	1	0	0	0	0	0	19 000
364	32	Taxe sur les banques et les institutions financières	0	1	0	0	0	0	0	2 474 273
364	33	Taxe sur les décharges	0	1	0	0	0	0	0	2 194 359
364	34	Taxe sur les chambres	0	1	0	0	0	0	0	3 906 815
364	35	Taxe sur les maisons de rendez-vous	0	1	0	0	0	0	0	-
364	48	Taxes diverses sur les entreprises	0	1	0	0	0	0	0	17 675 661
365	01	Taxe sur les spectacles	0	0	0	0	0	0	1	5 377 942
365	02	Taxe sur les bals publics	0	0	0	0	0	0	1	202 452
365	03	Taxe sur les instruments de musique et de télévision	0	0	0	0	0	0	1	-



365	04	Taxe sur le port de masques	0	0	1	0	0	0	0	-
365	05	Taxe sur les jeux de quilles	0	0	1	0	0	0	0	12 000
365	06	Taxe sur les appareils de jeux non automatiques	0	0	1	0	0	0	0	-
365	07	Taxe sur les jeux et paris	0	0	1	0	0	0	0	750
365	08	Taxe sur les locations de bateaux	0	0	1	0	0	0	0	258 295
365	09	Taxe sur la location d'animaux de selle	0	0	1	0	0	0	0	-
365	10	Taxe sur les luna-parks	0	0	1	0	0	0	0	-
365	48	Taxes diverses sur les spectacles et divertissements	0	0	0	0	0	0	1	41 106
366	01	Taxe sur les droits d'emplacement sur les marchés	0	0	1	0	0	0	0	7 317 024
366	03	Taxe sur les forains, les loges foraines et mobiles	0	0	1	0	0	0	0	2 237 195
366	05	Taxe de droits de quai	0	0	1	0	0	0	0	25 000
366	06	Taxe sur le placement de terrasses, tables, chaises	0	0	1	0	0	0	0	1 039 571
366	07	Taxe sur les parkings	0	0	1	0	0	0	0	19 705 711
366	08	Taxe sur le stationnement des taxis et voitures de louage	0	0	1	0	0	0	0	10 250
366	09	Taxe sur les kiosques à journaux, sur les baraques à frites,...	0	0	1	0	0	0	0	221 698
366	10	Taxe sur l'exploitation des plages et des rives	0	0	1	0	0	0	0	-
366	11	Taxe sur les photographes et filmeurs	0	0	1	0	0	0	0	-
366	12	Taxe sur les pompes à essence, à huile, à air comprimé	0	0	1	0	0	0	0	-
366	13	Taxe sur les distributeurs automatiques	0	0	1	0	0	0	0	1 500
366	14	Taxe sur les occupations diverses de la voie publique	0	0	0	0	0	0	1	2 823 934
366	15	Taxe sur les appareils de chargement et de déchargement	0	0	1	0	0	0	0	-
366	48	Taxes diverses sur l'occupation du domaine public	0	0	0	0	0	0	1	555 562
367	01	Taxe sur le patrimoine mobilier	0	0	0	0	0	0	1	-
367	02	Taxe sur la construction, l'aménagement de bâtiments ou de palissades	0	0	0	0	0	0	1	841 000
367	03	Taxe sur les balcons, loggias et marquises	0	0	0	0	0	0	1	-
367	04	Taxe sur les gouttières, gargouilles, couvre-rigoles	0	0	0	0	0	0	1	-
367	05	Taxe sur les entrées de caves, soupiraux, caves sous voirie	0	0	0	0	0	0	1	180 000
367	06	Taxe sur les portes cochères	0	0	0	0	0	0	1	-
367	07	Taxe sur les grillages et les clôtures	0	0	0	0	0	0	1	-
367	08	Taxe sur les chalets de vacances d'agrément, caravanes	0	0	0	0	0	0	1	358 135
367	09	Taxe sur les terrains à bâtir non bâtis (loi 29.03.1962 article 70bis)	0	0	0	0	0	0	1	2 254 632



372	01	Taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques	1	0	0	0	0	0	0	0	949 782 201
373	01	Taxe additionnelle à la taxe sur les automobiles	66.98%	33.02%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0	44 688 283
374	01	Taxe additionnelle à la taxe sur les vélos, vélomoteurs	1	0	0	0	0	0	0	0	-
374	02	Taxe additionnelle à la taxe sur les motos et bateaux et les canots de plaisance	1	0	0	0	0	0	0	0	-
374	03	Taxe additionnelle à la taxe sur les véhicules sans moteur	1	0	0	0	0	0	0	0	-
375	01	Taxe additionnelle à la taxe sur les chiens	1	0	0	0	0	0	0	10	10
376	01	Taxes additionnelles aux autres taxes provinciales	0	0	0	0	0	0	1	1	34
377	01	Taxes additionnelles aux taxes pour l'environnement	0	0	0	0	0	0	1	1	135 846
377	48	Taxes additionnelles aux autres taxes régionales ou communautaires	0	0	0	0	0	0	1	1	-
380	01	Indemnités pour petits dommages des entreprises et des ménages	0	0	0	0	0	0	1	1	8 424 467
380	02	Cotisations des mandataires pour la pension	0	0	0	0	0	1	0	0	3 917 284
380	03	Amendes	0	0	0	0	0	0	1	1	8 591 558
380	05	Dons manuels	0	0	0	0	0	0	1	1	169 146
380	06	Contributions des entreprises et ASBL dans les charges de traitement du personnel détaché	0	1	0	0	0	0	0	0	6 704 381
380	48	Autres contributions des entreprises et des ménages	0	0	0	0	0	0	1	1	13 251 595
406	01	Récupération des transferts de revenus au secteur public	0	0	0	1	0	0	0	0	1 924 535
461	01	Contributions de l'autorité supérieure dans les traitements du personnel enseignant	0	0	0	1	0	0	0	0	2 149 944
462	01	Contributions de l'autorité supérieure dans les charges de pension du personnel enseignant	0	0	0	1	0	0	0	0	4 268
463	01	Contribution de l'autorité supérieure dans les frais de fonctionnement de l'enseignement	0	0	0	1	0	0	0	0	108 095 422
463	02	Contribution de l'autorité supérieure pour les fournitures classiques	0	0	0	1	0	0	0	0	936 751
464	01	Remboursement par l'autorité supérieure des charges financières des emprunts	0	0	0	1	0	0	0	0	121 835 314
465	01	Contribution de l'autorité supérieure dans les frais de fonctionnement	0	0	0	1	0	0	0	0	27 421 886
465	02	Contribution de l'autorité supérieure dans les frais de personnel	0	0	0	1	0	0	0	0	176 455 016
465	03	Contribution de l'autorité supérieure dans la délivrance de permis de conduire	0	0	0	1	0	0	0	0	167 761
465	04	Contribution de l'autorité supérieure dans les frais de recensement divers	0	0	0	1	0	0	0	0	187 953
465	05	Contribution de l'autorité supérieure pour le personnel contractuel subsidié	0	0	0	1	0	0	0	0	189 320 213

465	06	Contribution de l'autorité supérieure dans les charges de traitements du personnel détaché	0	0	1	0	0	1 320 266
465	48	Autres contributions spécifiques de l'autorité supérieure	0	0	1	0	0	126 270 778
466	01	Fonds des communes	0	0	1	0	0	1 208 628 643
466	02	Fonds complémentaire pour recettes garanties	0	0	1	0	0	-
466	03	Fonds d'aide exceptionnelle	0	0	1	0	0	2 000
466	04	Contributions dans les charges de pension	0	0	1	0	0	31 229
466	05	Aide exceptionnelle	0	0	1	0	0	3 232 471
466	06	Fonds spéciaux pour les communes au centre régional d'incendie	0	0	1	0	0	34 741
466	07	Fonds flamand pour l'intégration des plus défavorisés	0	0	1	0	0	-
466	08	Dotation particulière	0	0	1	0	0	18 074
466	09	Fonds de compensation pour la non perception des additionnels au précompte immobilier	0	0	1	0	0	24 401 696
466	48	Autres contributions de l'autorité supérieure à des fins générales	0	0	1	0	0	31 986 218
469	01	Indemnités pour petits dommages de l'autorité supérieure	0	0	1	0	0	2 000
481	01	Contributions des autres pouvoirs publics dans les traitements des enseignants	0	0	1	0	0	599 630
482	01	Contributions des autres pouvoirs publics dans les pensions des enseignants	0	0	1	0	0	-
483	01	Contribution des autres pouvoirs publics dans les frais de fonctionnement de l'enseignement	0	0	1	0	0	418 657
485	01	Contribution des autres pouvoirs publics dans les frais de fonctionnement	0	0	1	0	0	7 845 827
485	02	Contribution des autres pouvoirs publics dans les frais de personnel	0	0	1	0	0	16 812 312
485	06	Contribution des autres pouvoirs publics dans les charges de traitement du personnel détaché	0	0	1	0	0	7 233 317
485	48	Contributions des autres pouvoirs publics à des fins spécifiques	0	0	1	0	0	18 970 227
489	01	Indemnités pour petits dommages des autres pouvoirs publics	0	0	1	0	0	61 347
490	01	Contributions pour les traitements de l'enseignement libre	0	0	1	0	0	394 988
664	01	Récupération sur l'autorité supérieure des remboursements périodiques des emprunts	0	0	1	0	0	21 596 944
665	01	Remboursement d'annuités de dommages de guerre 14-18	1	0	0	0	0	380
667	01	Récupération sur l'autorité supérieure du remboursement des emprunts pour le déficit des hôpitaux du CPAS	0	0	1	0	0	-

667	01	Récupération sur l'autorité supérieure du remboursement des emprunts pour le déficit des hôpitaux du CPAS	0	0	1	0	0	0	-
668	01	Récupération sur l'autorité supérieure du remboursement des emprunts de consolidation	0	0	1	0	0	0	-
861	01	Remboursement périodique des prêts par les entreprises publiques	0	1	0	0	0	0	263 882
867	01	Remboursement périodique des prêts par les entreprises privées	0	1	0	0	0	0	11 000
870	01	Remboursement périodique des prêts par les ménages et ASBL	1	0	0	0	0	0	287 697
891	01	Remboursement périodique des prêts par l'autorité supérieure	0	0	1	0	0	0	1
893	01	Remboursement périodique par les tiers des emprunts à leur charge	0	0	0	0	0	1	1 729 165
893	02	Remboursement périodique par les autres pouvoirs publics des prêts accordés	0	0	1	0	0	0	1 029 328
968	01	Remboursement par les tiers des emprunts garantis	0	0	0	0	0	1	3 811
994	01	Prélèvements sur le fonds de réserves ordinaires	0	0	0	0	1	0	-
996	01	Prélèvements du service extraordinaire pour l'ordinaire	0	0	0	0	1	0	123 750 696
998	01	Utilisation des provisions pour risques et charges	0	0	0	0	1	0	49 286 956
998	02	Reprises des provisions pour risques et charges	0	0	0	0	1	0	3 779 998
<b>Total</b>									<b>5 198 171 178</b>
									<b>(1)</b>

Sources : BI 2018, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

(1) Montant différent de celui des recettes ordinaires présenté au tableau 4 car ici le chiffre n'est pas extrapolé.

Annexe VII : Clé de répartition ménages-entreprises Pr.I.

Estimation de la répartition des recettes Pr.I. entre entreprises et ménages, communes par province, hors Communauté germanophone

	Ménages	Entreprises
BW	87.5%	12.5%
Hainaut	78.2%	21.8%
Liège	77.4%	22.6%
Luxembourg	81.6%	18.4%
Namur	84.9%	15.1%
Total	80.3%	19.7%

Sources : SPF finances, DGO7, calculs propres

Estimation de la répartition des recettes Pr.I. entre entreprises et ménages, communes par arrondissement, hors Communauté germanophone

Arrondissement	INS	Ménages	Entreprises
Nivelles	25000-26000	87.5%	12.5%
Ath	51000-52000	83.6%	16.4%
Charleroi	52000-53000	76.6%	23.4%
Mons	53000-54000	79.6%	20.4%
Mouscron	54000-55000	59.3%	40.7%
Soignies	55000-56000	76.5%	23.5%
Thuin	56000-57000	93.9%	6.1%
Tournai	57000-58000	79.3%	20.7%
Huy	61000-62000	58.5%	41.5%
Liège	62000-63000	79.6%	20.4%
Verviers	63000-64000	80.7%	19.3%
Wareme	64000-65000	81.9%	18.1%
Arlon	81000-82000	81.9%	18.1%
Bastogne	82000-83000	86.1%	13.9%
Marche	83000-84000	85.6%	14.4%
Neufchâteau	84000-85000	85.5%	14.5%
Virton	85000-86000	68.1%	31.9%
Dinant	91000-92000	86.4%	13.6%
Namur	92000-93000	83.8%	16.2%
Philippeville	93000-94000	89.7%	10.3%

Sources : BI 2018, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

## Estimation de la répartition des recettes Pr.I. entre entreprises et ménages, communes

Arrondissement	INS	Ménages	Entreprises
25110	Waterloo	99.7%	0.3%
25119	Lasne	99.5%	0.5%
81003	Attert	99.4%	0.6%
56001	Anderlues	99.3%	0.7%
91141	Yvoir	99.1%	0.9%
84016	Daverdisse	99.1%	0.9%
83040	Nassogne	99.0%	1.0%
25018	Chaumont-Gistoux	98.8%	1.2%
62026	Comblain-au-Pont	98.8%	1.2%
52025	Gerpennes	98.6%	1.4%
25117	Chastre	98.5%	1.5%
85024	Meix-devant-Virton	98.5%	1.5%
56086	Ham-sur-Heure-Nalinnes	98.2%	1.8%
84029	Herbeumont	98.1%	1.9%
56005	Beaumont	98.1%	1.9%
53083	Honnelles	98.0%	2.0%
53044	Jurbise	97.8%	2.2%
	...		
62096	Seraing	64.9%	35.1%
61068	Villers-le-Bouillet	63.4%	36.6%
62079	Oupeye	63.2%	36.8%
62108	Vise	62.9%	37.1%
54007	Mouscron	60.1%	39.9%
62051	Herstal	59.6%	40.4%
52074	Aiseau-Presles	59.2%	40.8%
63089	Thimister-Clermont	58.7%	41.3%
54010	Comines - Warneton	56.4%	43.6%
63086	Trois-Ponts	55.0%	45.0%
85045	Virton	54.9%	45.1%
62120	Flémalle	50.4%	49.6%
64029	Geer	49.3%	50.7%
57003	Antoing	47.9%	52.1%
53070	Saint-Ghislain	43.7%	56.3%
64056	Oreye	43.6%	56.4%
52063	Seneffe	41.1%	58.9%
25044	Ittre	40.7%	59.3%
61080	Engis	36.3%	63.7%
61031	Huy	35.3%	64.7%
55050	Ecaussinnes	31.7%	68.3%
92140	Jemeppe-sur-Sambre	30.5%	69.5%
85047	Rouvroy	13.8%	86.2%

Sources : BI 2018, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

## VIII : Répartition des recettes ordinaires BI 2018, exercice propre, par arrondissement

	Ménages	Entreprises	Pouvoirs publics	Commune	Hybride
<b>AR. NIVELLES</b>	<b>57.5%</b>	<b>11.0%</b>	<b>24.0%</b>	<b>1.0%</b>	<b>6.4%</b>
BEAUVECHAIN	57.9%	7.0%	28.3%	1.8%	5.1%
BRAINE-L'ALLEUD	58.4%	12.3%	21.1%	0.2%	8.0%
BRAINE-LE-CHATEAU	60.9%	14.3%	21.6%	0.3%	2.8%
CHAUMONT-GISTOUX	70.9%	3.6%	19.2%	2.1%	4.2%
COURT-SAINT-ETIENNE	57.6%	5.5%	29.4%	0.3%	7.2%
GENAPPE	57.1%	7.4%	23.1%	5.9%	6.6%
GREZ-DOICEAU	66.8%	6.1%	23.0%	0.3%	3.7%
INCOURT	52.2%	11.0%	31.6%	1.3%	3.9%
ITTRE	36.6%	26.2%	32.0%	0.1%	5.1%
JODOIGNE	60.5%	5.7%	27.9%	0.1%	5.8%
LA HULPE	53.7%	11.0%	25.2%	0.2%	9.9%
MONT-SAINT-GUIBERT	68.5%	13.0%	16.1%	0.3%	2.0%
NIVELLES	52.4%	15.7%	28.1%	0.2%	3.7%
PERWEZ	45.8%	13.6%	27.0%	1.3%	12.3%
RIXENSART	58.9%	13.9%	19.2%	1.5%	6.4%
TUBIZE	51.4%	9.4%	32.5%	0.2%	6.5%
VILLERS-LA-VILLE	60.3%	12.8%	23.3%	0.3%	3.3%
WATERLOO	68.9%	8.5%	15.5%	1.8%	5.3%
WAVRE	50.8%	18.4%	22.2%	0.6%	8.0%
CHASTRE	63.8%	9.1%	23.0%	0.1%	4.0%
HELECINE	54.0%	4.2%	33.9%	2.0%	5.8%
LASNE	73.2%	6.0%	15.1%	0.3%	5.4%
ORP-JAUCHE	56.1%	4.4%	32.4%	0.2%	6.8%
OTTIGNIES - LOUVAIN-LA-NEUVE	51.2%	10.8%	24.7%	2.4%	10.9%
RAMILLIES	61.7%	3.9%	28.5%	0.2%	5.7%
REBECQ	50.0%	8.7%	35.0%	0.4%	5.9%
WALHAIN	67.9%	4.9%	22.7%	0.2%	4.3%
<b>AR. ATH</b>	<b>43.9%</b>	<b>6.4%</b>	<b>42.3%</b>	<b>1.3%</b>	<b>6.1%</b>
ATH	nc	nc	nc	nc	nc
BELOEIL	44.8%	5.7%	42.2%	0.2%	7.1%
BERNISSART	36.4%	5.2%	51.5%	0.5%	6.4%
BRUGELETTE	42.7%	6.0%	37.6%	2.2%	11.6%
CHIEVRES	41.0%	5.1%	42.8%	6.0%	5.1%
ELLEZELLES	53.1%	6.9%	32.9%	0.2%	6.8%
FLOBECQ	55.3%	6.5%	32.4%	2.0%	3.7%
FRASNES-LEZ-ANVAING	46.8%	9.3%	40.1%	0.2%	3.5%
<b>AR. CHARLEROI</b>	<b>29.9%</b>	<b>10.7%</b>	<b>50.4%</b>	<b>5.6%</b>	<b>3.5%</b>
CHAPELLE-LEZ-HERLAIMONT	38.8%	6.5%	50.8%	0.4%	3.6%
CHARLEROI	23.3%	10.0%	55.8%	8.3%	2.7%
CHATELET	30.4%	14.0%	50.0%	0.0%	5.5%
COURCELLES	39.9%	10.1%	43.3%	1.7%	5.0%
FARCIENNES	22.1%	6.9%	66.7%	0.1%	4.2%
FLEURUS	40.1%	13.2%	40.5%	1.0%	5.1%
FONTAINE-L'EVEQUE	40.5%	7.3%	47.1%	0.1%	5.0%
GERPINNES	63.9%	5.6%	23.5%	0.3%	6.6%
MANAGE	35.9%	9.6%	50.0%	0.8%	3.7%
MONTIGNY-LE-TILLEUL	61.8%	9.7%	23.9%	0.5%	4.1%
PONT-A-CELLES	53.6%	6.4%	33.7%	1.8%	4.5%



SENEFFE	28.1%	27.7%	28.8%	12.9%	2.5%
AISEAU-PRESLES	33.2%	15.5%	46.6%	0.2%	4.5%
LES BONS VILLERS	57.0%	7.1%	29.8%	2.3%	3.9%
<b>AR. MONS</b>	<b>35.6%</b>	<b>11.0%</b>	<b>47.4%</b>	<b>1.8%</b>	<b>4.2%</b>
BOUSSU	33.1%	8.5%	54.9%	0.1%	3.5%
DOUR	33.7%	8.7%	53.6%	0.3%	3.7%
FRAMERIES	38.2%	8.3%	46.5%	1.6%	5.4%
HENSIES	38.3%	4.6%	52.4%	0.2%	4.5%
JURBISE	59.3%	5.6%	29.2%	2.1%	3.9%
LENS	53.0%	6.4%	38.1%	0.3%	2.1%
MONS	33.9%	12.9%	45.2%	3.2%	4.9%
QUAREGNON	32.8%	6.5%	56.1%	0.9%	3.7%
QUIEVRAIN	32.3%	7.9%	53.1%	0.9%	5.8%
SAINT-GHISLAIN	33.7%	21.7%	41.9%	0.3%	2.3%
COLFONTAINE	30.1%	5.5%	60.5%	0.3%	3.6%
HONNELLES	47.8%	4.2%	43.9%	2.0%	2.0%
QUEVY	52.1%	7.7%	35.0%	0.1%	5.0%
<b>AR. MOUSCRON</b>	<b>31.3%</b>	<b>14.1%</b>	<b>47.4%</b>	<b>0.5%</b>	<b>6.7%</b>
MOUSCRON	31.2%	13.0%	48.0%	0.1%	7.6%
COMINES - WARNETON	31.6%	18.2%	45.2%	1.9%	3.2%
<b>AR. SOIGNIES</b>	<b>39.5%</b>	<b>12.4%</b>	<b>40.2%</b>	<b>3.2%</b>	<b>4.8%</b>
BRAINE-LE-COMTE	57.8%	8.3%	27.4%	0.6%	5.9%
ENGHIEN	59.1%	7.6%	23.5%	0.6%	9.3%
LA LOUVIERE	30.1%	11.5%	49.4%	4.5%	4.6%
LESSINES	38.5%	13.6%	36.5%	7.9%	3.6%
LE ROEULX	56.7%	9.6%	27.8%	0.1%	5.8%
SILLY	52.0%	5.1%	35.8%	1.1%	6.1%
SOIGNIES	46.7%	13.8%	35.3%	0.1%	4.1%
ECAUSSINNES	30.8%	32.2%	33.2%	1.6%	2.0%
<b>AR. THUIN</b>	<b>44.6%</b>	<b>7.3%</b>	<b>42.2%</b>	<b>0.9%</b>	<b>4.9%</b>
ANDERLUES	41.6%	5.8%	47.1%	1.6%	3.9%
BEAUMONT	45.7%	5.3%	41.5%	0.4%	7.1%
BINCHE	43.5%	8.4%	44.8%	0.1%	3.3%
CHIMAY	35.1%	10.5%	43.6%	0.1%	10.7%
ERQUELINNES	39.4%	6.4%	50.0%	1.2%	3.0%
FROIDCHAPELLE	39.3%	8.2%	46.1%	0.3%	6.1%
LOBBES	50.2%	4.8%	35.6%	5.9%	3.4%
MERBES-LE-CHATEAU	43.5%	5.2%	49.2%	0.2%	1.9%
MOMIGNIES	28.8%	10.2%	51.0%	2.0%	8.0%
THUIN	52.2%	7.7%	34.8%	1.5%	3.8%
ESTINNES	45.8%	4.3%	42.7%	1.4%	5.8%
HAM-SUR-HEURE-NALINNES	63.0%	6.1%	24.8%	1.1%	4.9%
MORLANWELZ	42.0%	8.0%	45.7%	0.2%	4.1%
SIVRY-RANCE	41.0%	7.1%	43.4%	0.6%	7.9%
<b>AR. TOURNAI</b>	<b>41.1%</b>	<b>11.5%</b>	<b>40.7%</b>	<b>0.6%</b>	<b>6.0%</b>
ANTOING	25.0%	19.6%	50.0%	0.1%	5.3%
CELLES	42.4%	9.2%	41.2%	1.8%	5.3%
ESTAIMPUIS	36.5%	13.4%	41.1%	0.1%	8.9%
PECQ	44.8%	9.7%	38.5%	0.2%	6.8%
PERUWELZ	35.9%	7.8%	47.1%	1.8%	7.3%
RUMES	44.7%	4.8%	41.9%	0.2%	8.4%
TOURNAI	42.5%	12.7%	39.2%	0.3%	5.3%
BRUNEHAUT	38.9%	4.2%	48.6%	0.7%	7.6%
LEUZE-EN-HAINAUT	50.7%	10.6%	31.9%	1.6%	5.3%

MONT-DE-L'ENCLUS	50.5%	8.1%	35.5%	1.9%	4.0%
<b>AR. HUY</b>	<b>38.9%</b>	<b>15.2%</b>	<b>37.7%</b>	<b>1.3%</b>	<b>7.0%</b>
AMAY	44.4%	8.0%	43.1%	0.1%	4.4%
BURDINNE	51.4%	4.5%	34.7%	1.7%	7.7%
CLAVIER	44.8%	7.1%	41.9%	1.6%	4.6%
FERRIERES	50.6%	8.0%	37.6%	0.4%	3.4%
HAMOIR	42.4%	4.6%	44.4%	0.3%	8.3%
HERON	48.8%	5.7%	39.0%	0.3%	6.2%
HUY	27.0%	29.9%	31.6%	0.6%	10.8%
MARCHIN	39.4%	9.5%	41.4%	1.5%	8.1%
MODAVE	52.5%	4.4%	38.5%	0.2%	4.5%
NANDRIN	66.4%	3.8%	23.9%	1.8%	4.0%
OUFFET	49.1%	5.2%	39.2%	0.4%	6.1%
VERLAINE	57.3%	3.6%	35.0%	0.4%	3.6%
VILLERS-LE-BOUILLET	46.9%	13.1%	31.1%	3.0%	5.9%
WANZE	32.9%	11.8%	44.7%	4.1%	6.5%
ANTHISNES	53.7%	5.9%	35.9%	1.8%	2.8%
ENGIS	24.3%	22.6%	48.0%	0.4%	4.7%
TINLOT	47.5%	5.7%	40.6%	0.5%	5.7%
<b>AR. LIEGE</b>	<b>32.2%</b>	<b>10.7%</b>	<b>41.3%</b>	<b>12.2%</b>	<b>3.7%</b>
ANS	48.7%	10.7%	37.0%	0.1%	3.6%
AWANS	56.4%	14.1%	24.9%	2.2%	2.4%
AYWAILLE	50.6%	10.0%	31.3%	0.1%	8.0%
BASSENGE	55.8%	11.3%	30.0%	0.7%	2.1%
BEYNE-HEUSAY	47.8%	8.2%	40.4%	0.0%	3.5%
CHAUDFONTAINE	55.6%	6.9%	24.3%	4.8%	8.5%
COMBLAIN-AU-PONT	43.1%	3.9%	45.3%	3.0%	4.6%
DALHEM	65.3%	3.7%	25.7%	2.0%	3.3%
ESNEUX	65.7%	4.8%	24.6%	1.3%	3.6%
FLERON	49.8%	7.9%	36.2%	0.1%	6.0%
HERSTAL	31.6%	17.7%	42.5%	4.5%	3.7%
JUPRELLE	58.3%	5.2%	32.6%	0.2%	3.7%
LIEGE	22.5%	8.4%	43.6%	22.5%	3.0%
OUPEYE	42.8%	19.1%	34.4%	0.1%	3.7%
SAINT-NICOLAS	33.1%	8.1%	53.8%	0.3%	4.6%
SERAING	28.4%	15.1%	51.4%	1.8%	3.4%
SOUMAGNE	53.6%	7.7%	32.2%	0.1%	6.4%
SPRIMONT	56.8%	8.1%	31.4%	0.1%	3.6%
WISE	39.0%	25.1%	31.7%	0.3%	3.9%
GRACE-HOLLOGNE	36.8%	13.2%	46.2%	0.0%	3.9%
BLEGNY	54.4%	6.6%	24.8%	6.2%	8.0%
FLEMALLE	33.1%	23.6%	40.1%	0.1%	3.0%
NEUPRE	66.6%	4.0%	23.2%	0.4%	5.8%
TROOZ	52.6%	7.1%	35.5%	0.7%	4.2%
<b>AR. VERVIERS</b>	<b>40.5%</b>	<b>11.0%</b>	<b>37.2%</b>	<b>0.8%</b>	<b>10.5%</b>
AUBEL	40.1%	10.5%	20.5%	0.2%	28.7%
BAELEN	50.3%	6.8%	39.0%	0.2%	3.7%
DISON	29.3%	6.9%	57.2%	0.2%	6.4%
HERVE	53.1%	13.0%	30.5%	0.1%	3.3%
JALHAY	49.5%	13.1%	30.9%	0.2%	6.2%
LIERNEUX	37.7%	13.5%	41.8%	0.2%	6.9%
LIMBOURG	37.4%	10.6%	33.3%	1.2%	17.5%
MALMEDY	42.5%	14.3%	32.0%	1.2%	10.0%
OLNE	56.0%	3.6%	36.9%	0.4%	3.1%

PEPINSTER	46.6%	8.2%	36.2%	3.5%	5.4%
SPA	31.7%	9.6%	22.5%	0.1%	36.1%
STAVELOT	41.4%	15.8%	32.4%	0.2%	10.2%
STOUMONT	37.0%	15.9%	32.2%	1.8%	13.1%
THEUX	44.9%	7.7%	25.3%	0.1%	22.0%
VERVIERS	37.0%	9.6%	47.0%	0.1%	6.4%
WAIMES	39.0%	13.1%	30.3%	7.8%	9.8%
WELKENRAEDT	45.9%	12.6%	34.0%	1.0%	6.5%
TROIS-PONTS	27.7%	31.3%	24.3%	0.1%	16.6%
PLOMBIERES	46.2%	5.1%	43.1%	0.1%	5.4%
THIMISTER-CLERMONT	48.5%	15.4%	31.4%	1.5%	3.2%
<b>AR. WAREMME</b>	<b>52.3%</b>	<b>7.7%</b>	<b>34.3%</b>	<b>0.7%</b>	<b>4.9%</b>
BERLOZ	49.6%	6.2%	35.9%	2.0%	6.3%
BRAIVES	50.8%	3.5%	40.2%	0.2%	5.4%
CRISNEE	59.8%	6.5%	23.6%	0.5%	9.6%
DONCEEL	55.7%	3.0%	35.0%	2.8%	3.5%
FEXHE-LE-HAUT-CLOCHER	53.7%	4.7%	36.9%	0.3%	4.4%
GEER	45.4%	16.7%	34.0%	0.8%	3.1%
HANNUT	59.4%	6.7%	28.4%	0.1%	5.4%
LINCENT	47.7%	4.5%	40.3%	2.2%	5.4%
OREYE	44.4%	21.9%	31.5%	0.3%	1.9%
REMICOURT	55.0%	3.8%	35.4%	0.4%	5.4%
SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE	45.0%	11.9%	37.9%	0.2%	5.0%
WAREMME	51.5%	9.4%	33.3%	1.4%	4.5%
WASSEIGES	42.3%	2.8%	47.5%	0.0%	7.4%
FAIMES	58.5%	2.9%	35.9%	0.4%	2.4%
<b>AR. ARLON</b>	<b>29.9%</b>	<b>9.1%</b>	<b>54.3%</b>	<b>0.4%</b>	<b>6.2%</b>
ARLON	32.9%	9.4%	51.3%	0.4%	6.0%
ATTERT	23.3%	6.6%	57.1%	0.2%	12.8%
AUBANGE	27.5%	10.0%	57.8%	0.3%	4.5%
MARTELANGE	24.0%	5.1%	60.2%	2.4%	8.4%
MESSANCY	28.7%	9.6%	57.0%	0.2%	4.5%
<b>AR. BASTOGNE</b>	<b>34.0%</b>	<b>10.2%</b>	<b>48.5%</b>	<b>0.8%</b>	<b>6.4%</b>
BASTOGNE	34.6%	9.7%	50.9%	0.1%	4.8%
BERTOGNE	33.1%	3.9%	59.9%	0.4%	2.8%
FAUVILLERS	25.5%	4.0%	61.8%	0.4%	8.2%
HOUFFALIZE	41.4%	13.4%	39.5%	0.5%	5.2%
VIELSALM	40.0%	15.4%	39.8%	0.2%	4.6%
VAUX-SUR-SURE	29.4%	10.7%	49.7%	5.0%	5.2%
GOUVY	29.4%	9.3%	44.4%	0.2%	16.7%
SAINTE-ODE	30.3%	6.9%	56.8%	0.4%	5.6%
<b>AR. MARCHE</b>	<b>40.2%</b>	<b>13.2%</b>	<b>36.3%</b>	<b>1.2%</b>	<b>9.2%</b>
DURBUY	48.5%	10.6%	34.8%	1.6%	4.5%
EREZEE	41.6%	9.4%	34.0%	0.6%	14.4%
HOTTON	39.3%	9.7%	41.4%	1.8%	7.8%
LA ROCHE-EN-ARDENNE	39.9%	22.0%	31.3%	0.2%	6.5%
MARCHE-EN-FAMENNE	41.6%	11.0%	39.3%	1.1%	7.0%
NASSOGNE	35.7%	11.8%	33.6%	0.4%	18.4%
RENDEUX	44.0%	13.4%	36.0%	0.3%	6.2%
TENNEVILLE	30.7%	13.7%	39.0%	0.4%	16.2%
MANHAY	25.2%	25.1%	32.9%	3.2%	13.5%
<b>AR. NEUFCHATEAU</b>	<b>31.3%</b>	<b>16.4%</b>	<b>35.4%</b>	<b>1.9%</b>	<b>15.0%</b>
BERTRIX	38.8%	18.0%	36.4%	1.0%	5.8%
BOUILLON	32.2%	19.2%	27.6%	1.4%	19.6%

DAVERDISSE	23.1%	17.4%	40.5%	7.5%	11.5%
HERBEUMONT	23.8%	15.0%	42.8%	1.4%	17.0%
LEGLISE	23.8%	6.5%	51.4%	1.7%	16.6%
LIBIN	30.1%	21.7%	25.4%	1.5%	21.3%
NEUFCHATEAU	32.6%	12.4%	47.3%	0.4%	7.3%
PALISEUL	31.9%	17.8%	40.4%	3.8%	6.2%
SAINT-HUBERT	31.5%	18.1%	29.7%	2.2%	18.5%
TELLIN	28.7%	11.4%	36.4%	6.0%	17.5%
WELLIN	32.7%	14.2%	39.9%	3.2%	10.1%
LIBRAMONT-CHEVIGNY	32.2%	18.2%	28.2%	0.5%	20.9%
<b>AR. VIRTON</b>	<b>26.4%</b>	<b>12.5%</b>	<b>44.8%</b>	<b>1.1%</b>	<b>15.2%</b>
CHINY	28.9%	11.0%	39.1%	0.3%	20.7%
ETALLE	21.7%	11.4%	44.7%	3.2%	19.0%
FLORENVILLE	36.4%	13.4%	40.9%	1.7%	7.6%
MEIX-DEVANT-VIRTON	29.0%	8.4%	44.5%	0.3%	17.8%
MUSSON	23.9%	3.6%	57.3%	0.4%	14.9%
SAINT-LEGER	23.0%	6.2%	55.9%	0.3%	14.7%
TINTIGNY	24.9%	9.3%	47.3%	2.4%	16.1%
VIRTON	28.0%	17.6%	39.5%	1.2%	13.7%
HABAY	26.5%	3.9%	52.1%	0.2%	17.3%
ROUVROY	13.8%	40.2%	36.5%	0.2%	9.3%
<b>AR. DINANT</b>	<b>39.9%</b>	<b>12.0%</b>	<b>37.0%</b>	<b>1.2%</b>	<b>10.0%</b>
ANHEE	49.1%	7.1%	40.0%	0.3%	3.5%
BEAURAING	37.2%	11.3%	39.7%	0.1%	11.6%
BIEVRE	20.7%	28.9%	30.7%	0.2%	19.4%
CINEY	47.2%	13.3%	33.1%	1.6%	4.8%
DINANT	43.3%	8.6%	39.5%	0.1%	8.5%
GEDINNE	23.9%	28.6%	25.4%	0.5%	21.6%
HAMOIS	49.7%	4.9%	37.9%	4.3%	3.2%
HAVELANGE	47.2%	6.0%	42.6%	0.2%	4.0%
HOUYET	38.5%	15.7%	38.2%	0.1%	7.5%
ONHAYE	39.8%	4.0%	51.9%	1.4%	2.8%
ROCHEFORT	34.1%	12.7%	33.0%	0.5%	19.7%
SOMME-LEUZE	46.8%	6.2%	42.8%	1.0%	3.2%
YVOIR	49.7%	5.5%	36.3%	2.0%	6.5%
HASTIERE	37.8%	5.9%	50.3%	1.4%	4.6%
VRESSE-SUR-SEMOIS	25.8%	20.1%	28.7%	5.9%	19.5%
<b>AR. NAMUR</b>	<b>49.0%</b>	<b>9.9%</b>	<b>34.6%</b>	<b>0.8%</b>	<b>5.6%</b>
ANDENNE	44.9%	10.7%	38.0%	0.7%	5.6%
ASSESE	58.3%	5.6%	32.4%	0.3%	3.4%
EGHEZEE	62.2%	6.7%	27.9%	0.5%	2.7%
FLOREFFE	50.3%	10.4%	31.1%	4.1%	4.1%
FOSSÉS-LA-VILLE	51.2%	7.4%	35.3%	0.5%	5.6%
GESVES	51.0%	5.3%	30.6%	2.2%	10.9%
METTET	50.8%	6.4%	35.5%	1.2%	6.1%
NAMUR	45.8%	10.4%	36.6%	0.4%	6.7%
OHEY	52.1%	4.7%	39.1%	0.2%	3.9%
PROFONDEVILLE	64.0%	5.4%	25.0%	1.7%	3.9%
SOMBREFFE	54.9%	10.6%	30.7%	1.2%	2.6%
SAMBREVILLE	42.4%	8.2%	41.8%	2.4%	5.2%
FERNELMONT	57.0%	6.9%	32.0%	0.2%	4.0%
JEMEPPE-SUR-SAMBRE	36.5%	28.5%	29.2%	1.4%	4.4%
LA BRUYERE	62.8%	3.9%	27.4%	0.6%	5.3%
GEMBLOUX	61.3%	8.9%	26.3%	0.1%	3.4%
<b>AR. PHILIPPEVILLE</b>	<b>42.0%</b>	<b>10.2%</b>	<b>42.0%</b>	<b>0.6%</b>	<b>5.3%</b>

CERFONTAINE	39.8%	8.0%	43.6%	0.6%	8.0%
COUVIN	35.3%	13.2%	45.9%	1.6%	3.9%
DOISCHE	31.5%	11.0%	46.3%	0.2%	11.0%
FLORENNES	45.8%	9.0%	39.6%	0.1%	5.6%
PHILIPPEVILLE	39.4%	10.5%	44.4%	0.1%	5.6%
WALCOURT	56.3%	7.5%	31.8%	0.3%	4.2%
VIROINVAL	32.5%	11.3%	51.0%	0.3%	5.0%
<b>TOTAL WALLONIE</b>	<b>38.5%</b>	<b>11.0%</b>	<b>40.6%</b>	<b>4.2%</b>	<b>5.7%</b>

Sources : BI 2018, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

## Annexe IX : Détail des recettes ordinaires de transfert, BI 2018, exercice propre, communes wallonnes

## Recettes ordinaires de transfert, BI 2018, exercice propre, communes wallonnes

	Brabant wallon	Hainaut	Liège	Lux.	Namur	Région
ROT	1 088	1 317	1 383	1 358	1 066	1 292
Taxes et redevances y compris compensations fiscales et I.P.P. luxembourgeois	799	667	738	754	652	715
Fonds des communes, dotation principale et complémentaire	142	412	352	408	241	344
Politique de l'emploi (APE, réduction groupes cibles) et autres interventions dans les frais de personnel	79	115	126	105	87	111
Remboursement par l'autorité supérieure des charges et remboursement d'emprunts	11	38	71	23	21	41
Contribution de l'autorité supérieure dans les frais de fonctionnement de l'enseignement	29	31	40	38	24	33
Autres ROT, subsides divers	29	54	57	31	41	49

Sources : BI 2018, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

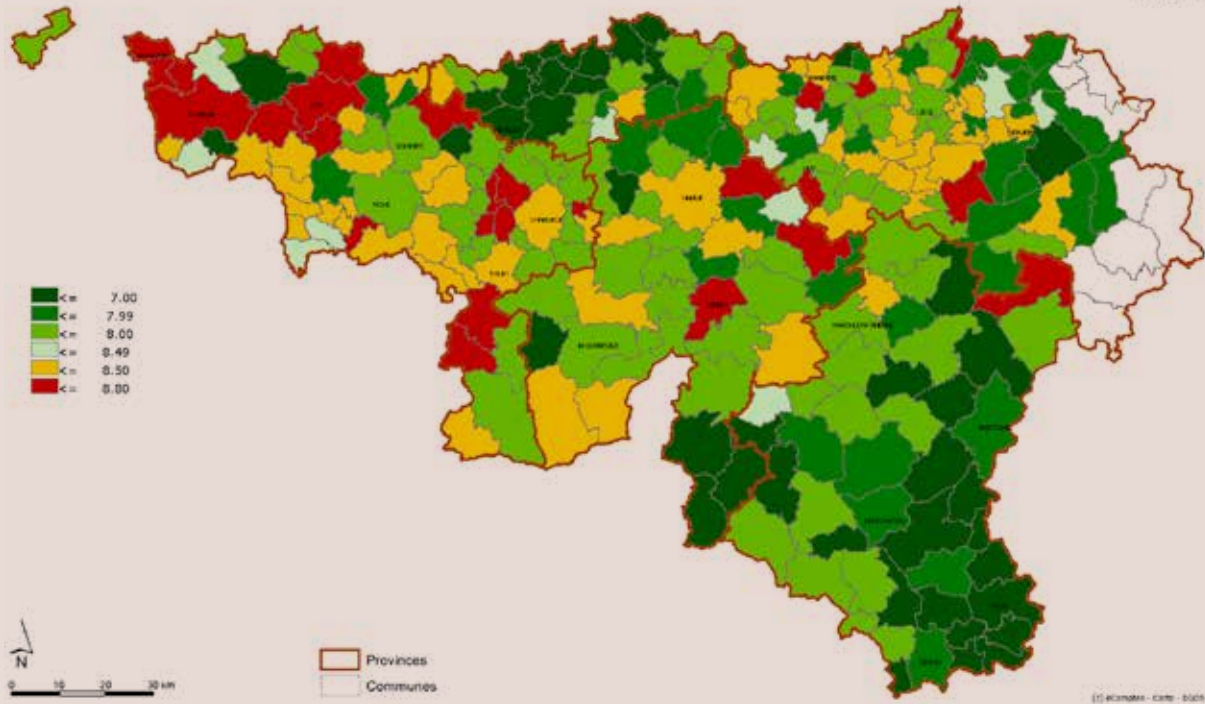
## Fiscalité des communes wallonnes, BI 2018, exercice propre

	Brabant wallon	Hainaut	Liège	Lux.	Namur	Région	Montants absolus extrapolés
Taxes et redevance (fonction 040)	796	659	730	639	645	699	2 480 411 916
Taxes et redevance élargi au 466-09 et 466-48	799	667	738	754	652	715	2 537 377 269
361 Taxes sur les prestations administratives	11	8	9	8	8	9	31 110 275
362 Taxes de remboursement	1	0	1	1	0	1	2 221 456
363 Taxes sur prestations d'hygiène publique	58	80	71	109	65	76	268 351 588
364 Taxes sur les entreprises industrielles	19	37	41	22	17	32	114 428 047
365 Taxes sur les spectacles	3	1	2	1	2	2	5 941 393
366 Taxes et redevances sur l'occupation du domaine public	11	6	11	9	14	10	34 218 783
367 Taxes sur le patrimoine	11	8	8	26	11	10	37 061 562
368 Autres taxes	0	0	0	0	0	0	396 296
371 Taxe additionnelle au précompte immobilier	317	232	284	263	234	262	929 968 299
465-48 Compensation Pr.I. plan Marshall et Natura 2000 et taxe carrière (fonction 040)	7	22	14	9	10	15	54 374 047
466-09 Compensation forfaitarisation Pr.I. et mainmorte (fonction 025)	3	8	7	8	6	7	24 603 983
466-48 Compensation I.P.P. Luxembourg (fonction (000))	-	0	1	108	0	9	31 850 007
372 Taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques	343	251	277	178	274	270	957 655 774

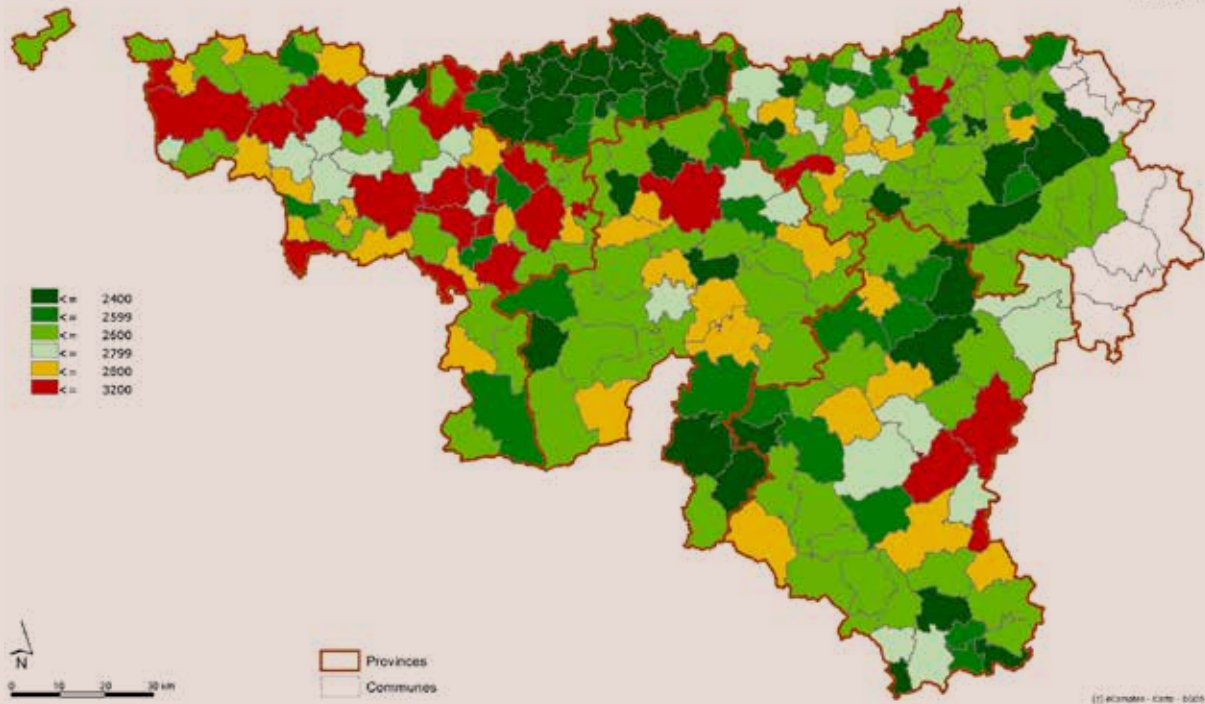
373 Taxes additionnelles sur les automobiles	15	12	12	14	12	13	45 058 743
374-377 Autres taxes additionnelles	-	0	0	-	0	0	137 017
<i>Dont Taxe additionnelle aux taxes environnementales et aux autres taxes</i>	-	0	0	-	0	0	136 972

Sources : BI 2018, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Additionnels I.P.P. 2018



Centimes additionnels Pr.I. 2018





## Annexe X : Calcul d'un critère socio-économique pour les communes wallonnes

Le potentiel fiscal est estimé sur la base de l'impôt Etat, exercice d'imposition 2016 (données par commune publiées par Statbel), auquel nous ajoutons un impôt fictif « travailleurs luxembourgeois ». Cet impôt fictif s'obtient en divisant la compensation I.P.P. Luxembourg reçue par chaque commune en 2016 par le taux d'additionnel à l'I.P.P. en vigueur.

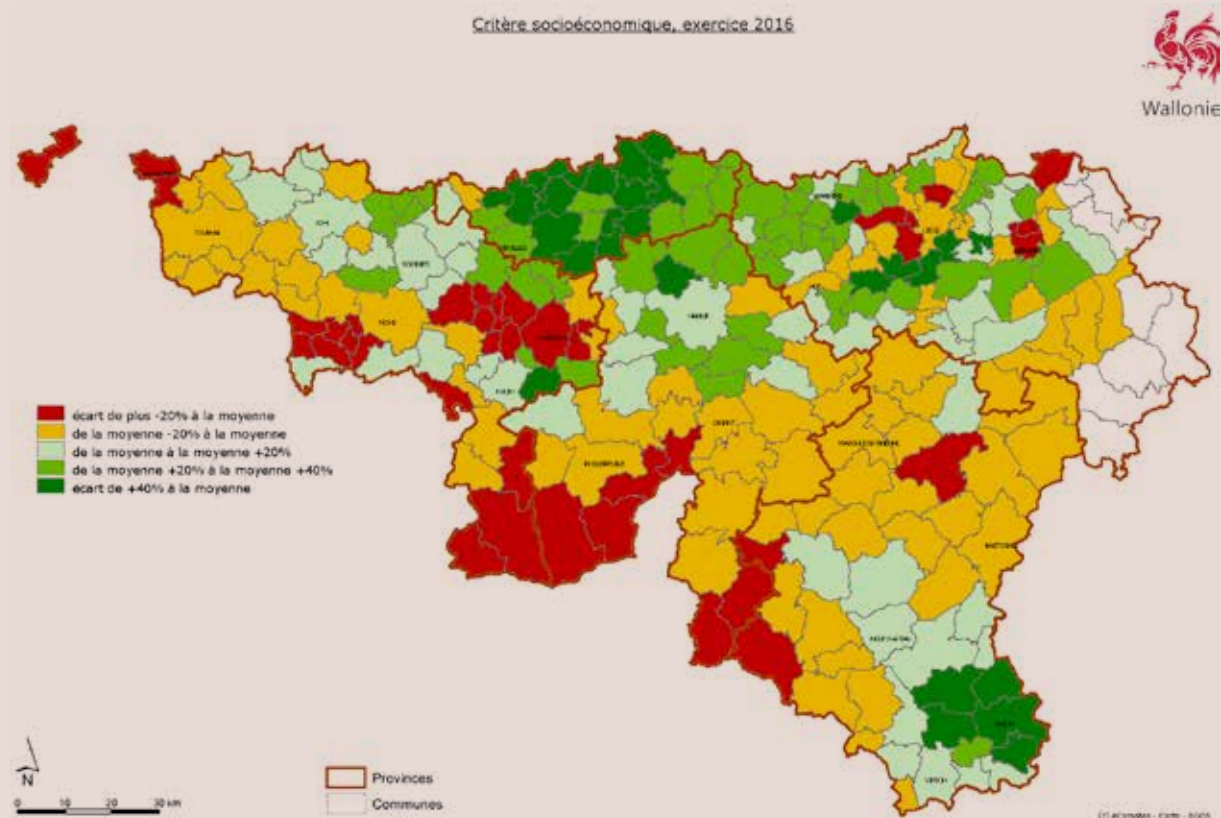
Le potentiel s'obtient alors en prenant 1% de la somme obtenue et en la divisant par le nombre d'habitants de la commune.

Nous avons alors classé les communes, par tranche de 20%, suivant l'écart du potentiel ainsi calculé par rapport à la moyenne régionale.

## Population par indicateur socio-économique

Classe	1	2	3	4	5
Écart à la moyenne	<-20%	-20% à 0%	0% à 20%	20% à 40%	> 40%
Population concernée	951 394	1 148 235	561 224	467 470	380 156
Nombre de communes	40	80	54	50	29

Sources : SPF finances, calculs propres



Calcul de l'indicateur socio-économique par commune wallonne

INS	Commune	I.P.P. - Exe imposition 2016 - Statbel (euros)	Compens Lux. 2016	Taux I.P.P. 2016	Population 01/01/2016	I.P.P. - Exe imposition 2016- Statbel + compensation lux. (euros)	Rendement 1% / pop	Rendement 1% / pop (écart moyenne)	classe tranche 20%
25005	BEAUECHAIN	38 959 382	0	6.00	7 104	38 959 382	54.84	57.7%	5
25014	BRAINE-L'ALLEUD	204 260 357	0	5.90	39 785	204 260 357	51.34	47.6%	5
25015	BRAINE-LE-CHATEAU	51 815 773	0	8.00	10 287	51 815 773	50.37	44.8%	5
25018	CHAUMONT-GISTOUX	69 694 593	0	8.00	11 698	69 694 593	59.58	71.3%	5
25023	COURT-SAINT-ETIENNE	49 743 950	0	8.00	10 395	49 743 950	47.85	37.6%	4
25031	GENAPPE	75 847 829	0	7.00	15 302	75 847 829	49.57	42.5%	5
25037	GREZ-DOICEAU	72 686 479	0	6.00	13 088	72 686 479	55.54	59.7%	5
25043	INCOURT	26 348 395	0	7.00	5 347	26 348 395	49.28	41.7%	5
25044	ITTRE	32 987 447	0	6.50	6 784	32 987 447	48.63	39.8%	4
25048	JODOIGNE	63 513 225	0	8.00	13 883	63 513 225	45.75	31.6%	4
25050	LA HULPE	42 117 544	0	6.00	7 368	42 117 544	57.16	64.4%	5
25068	MONT-SAINT-GUIBERT	40 104 511	0	7.50	7 364	40 104 511	54.46	56.6%	5
25072	NIVELLES	134 664 482	0	7.00	28 027	134 664 482	48.05	38.2%	4
25084	PERWEZ	43 632 042	0	7.50	9 173	43 632 042	47.57	36.8%	4
25091	RIXENSART	126 282 587	0	6.60	22 128	126 282 587	57.07	64.1%	5
25105	TUBIZE	83 665 618	0	8.00	25 424	83 665 618	32.91	-5.4%	2
25107	VILLERS-LA-VILLE	51 967 173	0	8.00	10 498	51 967 173	49.50	42.3%	5
25110	WATERLOO	166 000 761	0	5.70	29 794	166 000 761	55.72	60.2%	5
25112	WAVRE	166 618 146	0	6.00	33 806	166 618 146	49.29	41.7%	5
25117	CHASTRE	37 677 111	0	8.00	7 518	37 677 111	50.12	44.1%	5
25118	HELECINE	14 593 617	0	8.00	3 387	14 593 617	43.09	23.9%	4
25119	LASNE	92 671 004	0	5.80	14 133	92 671 004	65.57	88.5%	5
25120	ORP-JAUCHE	38 761 463	0	8.00	8 756	38 761 463	44.27	27.3%	4
25121	OTTIGNIES - LOUVAIN-LA-NEUVE	148 956 951	0	6.70	31 562	148 956 951	47.20	35.7%	4
25122	RAMILLIES	28 312 829	0	7.50	6 293	28 312 829	44.99	29.4%	4
25123	REBECQ	43 739 538	0	8.50	10 939	43 739 538	39.98	15.0%	3
25124	WALHAIN	38 478 438	0	8.50	6 997	38 478 438	54.99	58.1%	5
51004	ATH	111 275 882	0	8.80	28 951	111 275 882	38.44	10.5%	3
51008	BELOEIL	45 142 525	0	8.50	13 982	45 142 525	32.29	-7.2%	2
51009	BERNISSART	35 365 128	0	8.50	11 943	35 365 128	29.61	-14.9%	2
51012	BRUGELETTE	12 403 352	0	8.80	3 619	12 403 352	34.27	-1.4%	2
51014	CHIEVRES	24 683 994	0	8.80	6 946	24 683 994	35.54	2.2%	3

51017	ELLEZELLES	22 396 877	0	8.00	5 922	22 396 877	37.82	8.8%	3
51019	FLOBECQ	13 917 279	0	8.00	3 443	13 917 279	40.42	16.2%	3
51065	FRANES-LEZ-ANVAING	41 231 578	0	7.00	11 709	41 231 578	35.21	1.3%	3
52010	CHAPELLE-LEZ-HERLAIMONT	39 773 381	0	8.80	14 810	39 773 381	26.86	-22.8%	1
52011	CHARLEROI	436 131 151	0	8.50	202 182	436 131 151	21.57	-38.0%	1
52012	CHATELET	78 291 845	0	8.00	36 463	78 291 845	21.47	-38.3%	1
52015	COURCELLES	85 171 196	0	8.80	31 217	85 171 196	27.28	-21.5%	1
52018	FARCIENNES	17 710 924	0	8.80	11 338	17 710 924	15.62	-55.1%	1
52021	FLEURUS	65 875 261	0	8.00	22 802	65 875 261	28.89	-16.9%	2
52022	FONTAINE-L'EVEQUE	48 848 486	0	8.80	17 808	48 848 486	27.43	-21.1%	1
52025	GERPINNES	58 949 006	0	8.00	12 527	58 949 006	47.06	35.3%	4
52043	MANAGE	58 265 660	0	8.00	23 053	58 265 660	25.27	-27.3%	1
52048	MONTIGNY-LE-TILLEUL	49 012 917	0	8.00	10 095	49 012 917	48.55	39.6%	4
52055	PONT-A-CELLES	71 826 177	0	8.00	17 093	71 826 177	42.02	20.8%	4
52063	SENEFFE	48 141 080	0	8.00	11 027	48 141 080	43.66	25.5%	4
52074	AISEAU-PRESLES	31 595 552	0	8.50	10 805	31 595 552	29.24	-15.9%	2
52075	LES BONS VILLERS	44 599 390	0	8.00	9 367	44 599 390	47.61	36.9%	4
53014	BOUSSU	45 069 935	0	8.50	19 748	45 069 935	22.82	-34.4%	1
53020	DOUR	43 469 763	0	8.40	16 733	43 469 763	25.98	-25.3%	1
53028	FRAMERIES	59 802 948	0	8.60	21 828	59 802 948	27.40	-21.2%	1
53039	HENSIES	18 709 701	0	8.50	6 872	18 709 701	27.23	-21.7%	1
53044	JURBISE	50 787 847	0	8.50	10 529	50 787 847	48.24	38.7%	4
53046	LENS	16 632 008	0	8.00	4 384	16 632 008	37.94	9.1%	3
53053	MONS	309 478 699	0	8.00	94 964	309 478 699	32.59	-6.3%	2
53065	QUAREGNON	40 947 564	0	8.50	19 086	40 947 564	21.45	-38.3%	1
53068	QUIEVRAIN	16 864 499	0	8.50	6 715	16 864 499	25.11	-27.8%	1
53070	SAINTE-GHISLAIN	77 809 334	0	7.90	23 085	77 809 334	33.71	-3.1%	2
53082	COLFONTAINE	42 156 300	0	8.50	20 605	42 156 300	20.46	-41.2%	1
53083	HONNELLES	20 195 237	0	8.20	5 189	20 195 237	38.92	11.9%	3
53084	QUEVY	32 393 418	0	8.50	8 122	32 393 418	39.88	14.7%	3
54007	MOUSCRON	137 415 238	0	8.80	57 391	137 415 238	23.94	-31.1%	1
54010	COMINES-WARNETON	38 554 604	0	8.00	18 101	38 554 604	21.30	-38.8%	1
55004	BRAINE-LE-COMTE	85 356 099	0	8.80	21 426	85 356 099	39.84	14.6%	3
55010	ENGHEN	59 551 906	0	8.50	13 489	59 551 906	44.15	26.9%	4
55022	LA LOUVIÈRE	200 180 486	0	8.50	80 430	200 180 486	24.89	-28.4%	1
55023	LESSINES	59 265 752	0	8.80	18 610	59 265 752	31.85	-8.4%	2
55035	LE ROEULX	34 718 556	0	8.50	8 472	34 718 556	40.98	17.8%	3
55039	SILLY	38 688 289	0	7.20	8 353	38 688 289	46.32	33.2%	4

55040	SOIGNIES	99 555 707	0	8.00	27 257	99 555 707	36.52	5.0%	3
55050	ECAUSSINNES	40 633 598	0	6.00	10 922	40 633 598	37.20	7.0%	3
56001	ANDERLUES	31 214 538	0	8.80	12 012	31 214 538	25.99	-25.3%	1
56005	BEAUMONT	22 510 237	0	8.80	7 052	22 510 237	31.92	-8.2%	2
56011	BINCHE	96 253 501	0	8.00	33 445	96 253 501	28.78	-17.2%	2
56016	CHIMAY	26 528 734	0	8.00	9 850	26 528 734	26.93	-22.6%	1
56022	ERQUELINNES	25 510 321	0	8.50	9 920	25 510 321	25.72	-26.1%	1
56029	FROIDCHAPELLE	10 160 337	0	8.00	3 908	10 160 337	26.00	-25.2%	1
56044	LOBBES	23 402 232	0	8.00	5 707	23 402 232	41.01	17.9%	3
56049	MERBES-LE-CHATEAU	13 040 963	0	8.50	4 279	13 040 963	30.48	-12.4%	2
56051	MOMIGNIES	11 937 677	0	8.50	5 339	11 937 677	22.36	-35.7%	1
56078	THUIN	58 539 465	0	8.50	14 494	58 539 465	40.39	16.1%	3
56085	ESTINNES	27 693 356	0	8.50	7 679	27 693 356	36.06	3.7%	3
56086	HAM-SUR-HEURE-NALINNES	70 578 813	0	8.00	13 579	70 578 813	51.98	49.5%	5
56087	MORLANWELZ	53 045 161	0	8.00	19 097	53 045 161	27.78	-20.1%	1
56088	SIVRY-RANCE	14 417 852	0	8.80	4 848	14 417 852	29.74	-14.5%	2
57003	ANTOING	22 079 361	0	7.00	7 817	22 079 361	28.25	-18.8%	2
57018	CELLES	18 819 918	0	8.50	5 611	18 819 918	33.54	-3.6%	2
57027	ESTAIMPUIS	27 045 871	0	8.80	10 255	27 045 871	26.37	-24.2%	1
57062	PECQ	17 364 350	0	8.80	5 598	17 364 350	31.02	-10.8%	2
57064	PERUWELZ	48 744 613	0	8.50	17 132	48 744 613	28.45	-18.2%	2
57072	RUMES	15 993 855	0	8.50	5 174	15 993 855	30.91	-11.1%	2
57081	TOURNAI	226 610 265	0	8.80	69 471	226 610 265	32.62	-6.2%	2
57093	BRUNEHAUT	25 011 339	0	8.20	8 068	25 011 339	31.00	-10.9%	2
57094	LEUZE-EN-HAINAUT	46 414 759	0	8.80	13 699	46 414 759	33.88	-2.6%	2
57095	MONT-DE-L'ENCLUS	13 412 551	0	8.00	3 710	13 412 551	36.15	4.0%	3
61003	AMAY	46 909 670	0	8.50	14 182	46 909 670	33.08	-4.9%	2
61010	BURDINNE	15 402 391	0	8.00	3 263	15 402 391	47.20	35.7%	4
61012	CLAVIER	17 886 803	0	8.50	4 545	17 886 803	39.35	13.2%	3
61019	FERRIERES	19 001 801	0	8.00	4 847	19 001 801	39.20	12.7%	3
61024	HAMOIR	13 102 932	0	8.50	3 883	13 102 932	33.74	-3.0%	2
61028	HERON	22 799 429	0	8.20	5 178	22 799 429	44.03	26.6%	4
61031	HUY	71 838 430	0	8.00	21 292	71 838 430	33.74	-3.0%	2
61039	MARCHIN	21 658 364	0	8.80	5 421	21 658 364	39.95	14.9%	3
61041	MODAVE	18 540 148	0	8.00	4 163	18 540 148	44.54	28.1%	4
61043	NANDRIN	33 245 159	0	8.50	5 840	33 245 159	56.93	63.7%	5
61048	OUFFET	10 312 197	0	8.00	2 803	10 312 197	36.79	5.8%	3
61063	VERLAINE	19 694 853	0	7.80	4 122	19 694 853	47.78	37.4%	4

61068	VILLERS-LE-BOUILLET	28 158 367	0	8.40	6 510	28 158 367	43.25	24.4%	4
61072	WANZE	56 189 470	0	7.90	13 626	56 189 470	41.24	18.6%	3
61079	ANTHISNES	18 749 472	0	8.50	4 116	18 749 472	45.55	31.0%	4
61080	ENGIS	17 317 981	0	7.50	6 018	17 317 981	28.78	-17.3%	2
61081	TINLOT	12 340 795	0	8.00	2 656	12 340 795	46.46	33.6%	4
62003	ANS	90 052 098	0	8.50	28 159	90 052 098	31.98	-8.0%	2
62006	AWANS	38 606 887	0	8.50	9 240	38 606 887	41.78	20.1%	4
62009	AYWAILLE	43 402 283	0	8.70	12 257	43 402 283	35.41	1.8%	3
62011	BASSENGE	32 205 658	0	8.00	8 994	32 205 658	35.81	3.0%	3
62015	BEYNE-HEUSAY	37 051 729	0	8.50	12 096	37 051 729	30.63	-11.9%	2
62022	CHAUDFONTAINE	115 434 510	0	8.00	20 766	115 434 510	55.59	59.8%	5
62026	COMBLAIN-AU-PONT	17 142 475	0	8.50	5 360	17 142 475	31.98	-8.0%	2
62027	DALHEM	31 646 849	0	7.50	7 280	31 646 849	43.47	25.0%	4
62032	ESNEUX	65 622 473	0	8.50	13 037	65 622 473	50.34	44.7%	5
62038	FLERON	53 604 864	0	8.50	16 507	53 604 864	32.47	-6.6%	2
62051	HERSTAL	98 052 254	0	8.50	39 617	98 052 254	24.75	-28.8%	1
62060	JUPRELLE	38 829 836	0	7.50	9 223	38 829 836	42.10	21.1%	4
62063	LIEGE	565 152 942	0	8.00	196 970	565 152 942	28.69	-17.5%	2
62079	OUPEYE	84 273 097	0	8.00	24 772	84 273 097	34.02	-2.2%	2
62093	SAINT-NICOLAS	51 011 857	0	8.50	24 078	51 011 857	21.19	-39.1%	1
62096	SERAING	153 242 635	0	8.50	64 172	153 242 635	23.88	-31.3%	1
62099	SOUMAGNE	62 026 498	0	8.50	16 662	62 026 498	37.23	7.0%	3
62100	SPRIMONT	66 586 766	0	8.50	14 417	66 586 766	46.19	32.8%	4
62108	WISE	60 541 346	0	8.80	17 748	60 541 346	34.11	-1.9%	2
62118	GRACE-HOLLOGNE	60 088 213	0	8.00	22 145	60 088 213	27.13	-22.0%	1
62119	BLEGNY	57 821 507	0	7.50	13 212	57 821 507	43.76	25.8%	4
62120	FLEMALLE	77 398 260	0	8.00	26 058	77 398 260	29.70	-14.6%	2
62121	NEUPRE	58 050 391	0	8.50	9 975	58 050 391	58.20	67.3%	5
62122	TROOZ	31 653 813	0	8.50	8 215	31 653 813	38.53	10.8%	3
63003	AUBEL	16 163 138	0	7.70	4 229	16 163 138	38.22	9.9%	3
63004	BAELEN	16 446 481	0	7.70	4 370	16 446 481	37.63	8.2%	3
63020	DISON	30 161 038	0	7.90	15 124	30 161 038	19.94	-42.7%	1
63035	HERVE	69 732 237	0	8.30	17 533	69 732 237	39.77	14.4%	3
63038	JALHAY	38 200 060	0	6.00	8 566	38 200 060	44.59	28.2%	4
63045	LIERNEUX	11 497 943	70 361	7.50	3 584	12 436 092	34.70	-0.2%	2
63046	LIMBOURG	18 830 864	0	8.20	5 976	18 830 864	31.51	-9.4%	2
63049	MALMEDY	38 556 439	242 883	7.50	12 415	41 794 881	33.66	-3.2%	2
63057	OLNE	20 793 946	0	7.30	3 954	20 793 946	52.59	51.2%	5

63058	PEPINSTER	31 404 267	0	8.50	9 703	31 404 267	32.37	-6.9%	2
63072	SPA	35 356 085	0	7.50	10 415	35 356 085	33.95	-2.4%	2
63073	STAVELOT	23 266 012	108 636	8.50	7 174	24 544 079	34.21	-1.6%	2
63075	STOUMONT	12 132 636	0	7.80	3 113	12 132 636	38.97	12.1%	3
63076	THEUX	50 922 287	0	7.10	12 092	50 922 287	42.11	21.1%	4
63079	VERVIERS	141 166 729	0	8.50	55 177	141 166 729	25.58	-26.4%	1
63080	WAIMES	21 267 361	128 526	7.50	7 461	22 981 038	30.80	-11.4%	2
63084	WELKENRAEDT	34 082 691	0	7.90	9 809	34 082 691	34.75	-0.1%	2
63086	TROIS-PONTS	7 795 932	0	8.00	2 502	7 795 932	31.16	-10.4%	2
63088	PLOMBIERES	25 699 845	0	7.30	10 279	25 699 845	25.00	-28.1%	1
63089	THIMISTER-CLERMONT	24 444 228	0	7.50	5 698	24 444 228	42.90	23.4%	4
64008	BERLOZ	13 470 992	0	8.50	3 024	13 470 992	44.55	28.1%	4
64015	BRAIVES	27 378 136	0	8.00	6 238	27 378 136	43.89	26.2%	4
64021	CRISNEE	15 208 907	0	7.80	3 254	15 208 907	46.74	34.4%	4
64023	DONCEEL	15 103 514	0	8.00	3 032	15 103 514	49.81	43.2%	5
64025	FEXHE-LE-HAUT-CLOCHER	14 599 663	0	8.80	3 254	14 599 663	44.87	29.0%	4
64029	GEER	15 838 821	0	7.70	3 361	15 838 821	47.13	35.5%	4
64034	HANNUT	68 732 687	0	8.80	15 998	68 732 687	42.96	23.5%	4
64047	LINCENT	14 393 730	0	7.50	3 281	14 393 730	43.87	26.1%	4
64056	OREYE	15 971 871	0	6.00	3 853	15 971 871	41.45	19.2%	3
64063	REMICOURT	27 133 790	0	8.00	5 906	27 133 790	45.94	32.1%	4
64065	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE	23 405 600	0	8.00	6 582	23 405 600	35.56	2.3%	3
64074	WAREMME	60 817 604	0	8.50	14 906	60 817 604	40.80	17.3%	3
64075	WASSEIGES	11 268 567	0	8.50	2 844	11 268 567	39.62	13.9%	3
64076	FAIMES	18 646 326	0	8.80	3 911	18 646 326	47.68	37.1%	4
81001	ARLON	56 694 689	7 060 118	7.00	29 274	157 553 520	53.82	54.8%	5
81003	ATTERT	10 060 856	1 826 649	7.00	5 411	36 155 845	66.82	92.1%	5
81004	AUBANGE	18 195 374	2 845 756	7.00	16 646	58 849 025	35.35	1.7%	3
81013	MARTELANGE	2 413 408	311 930	7.00	1 767	6 869 551	38.88	11.8%	3
81015	MESSANCY	11 221 191	2 378 951	7.00	8 082	45 206 201	55.93	60.8%	5
82003	BASTOGNE	31 027 657	1 621 704	7.50	15 580	52 650 379	33.79	-2.8%	2
82005	BERTOGNE	8 070 748	241 581	6.00	3 483	12 097 101	34.73	-0.1%	2
82009	FAUVILLERS	4 108 787	290 493	6.00	2 237	8 950 335	40.01	15.1%	3
82014	HOUFFALIZE	13 185 784	244 643	7.00	5 177	16 680 685	32.22	-7.3%	2
82032	VIELSALM	20 402 458	234 519	8.80	7 689	23 067 452	30.00	-13.7%	2
82036	VAUX-SUR-SURE	11 757 268	506 287	7.00	5 502	18 989 937	34.51	-0.8%	2
82037	GOUVY	9 959 291	374 126	8.00	5 156	14 635 862	28.39	-18.4%	2
82038	SAINTE-ODE	5 700 824	155 086	8.80	2 495	7 463 161	29.91	-14.0%	2

83012	DURBUY	33 808 031	0	8.00	11 478	33 808 031	29.45	-15.3%	2
83013	EREZEE	9 860 820	0	8.00	3 232	9 860 820	30.51	-12.3%	2
83028	HOTTON	15 925 685	0	8.50	5 468	15 925 685	29.13	-16.3%	2
83031	LA ROCHE-EN-ARDENNE	10 394 018	86 593	8.00	4 189	11 476 436	27.40	-21.2%	1
83034	MARCHE-EN-FAMENNE	55 828 738	0	8.00	17 415	55 828 738	32.06	-7.8%	2
83040	NASSOGNE	17 277 914	74 816	8.00	5 407	18 213 120	33.68	-3.1%	2
83044	RENDEUX	7 566 556	0	7.70	2 576	7 566 556	29.37	-15.5%	2
83049	TENNEVILLE	8 305 209	86 050	7.00	2 789	9 534 494	34.19	-1.7%	2
83055	MANHAY	11 351 379	59 549	6.50	3 380	12 267 524	36.29	4.4%	3
84009	BERTRIX	22 744 438	270 075	8.00	8 667	26 120 381	30.14	-13.3%	2
84010	BOUILLON	14 172 717	0	8.00	5 408	14 172 717	26.21	-24.6%	1
84016	DAVERDISSE	3 803 092	0	6.00	1 457	3 803 092	26.10	-24.9%	1
84029	HERBEUMONT	4 216 280	59 397	7.00	1 658	5 064 812	30.55	-12.2%	2
84033	LEGLISE	10 588 475	627 845	6.00	5 180	21 052 552	40.64	16.9%	3
84035	LIBIN	15 837 356	163 083	7.30	5 069	18 071 375	35.65	2.5%	3
84043	NEUFCHATEAU	18 470 257	651 724	7.70	7 488	26 934 201	35.97	3.4%	3
84050	PALISEUL	14 048 958	110 341	7.00	5 305	15 625 264	29.45	-15.3%	2
84059	SAINTE-HUBERT	16 543 624	98 549	8.00	5 553	17 775 486	32.01	-8.0%	2
84068	TELLIN	8 014 784	37 724	8.00	2 460	8 486 333	34.50	-0.8%	2
84075	WELLIN	9 116 250	33 782	8.20	3 027	9 528 223	31.48	-9.5%	2
84077	LIBRAMONT-CHEVIGNY	34 297 015	584 335	7.50	11 088	42 088 142	37.96	9.1%	3
85007	CHINY	12 622 320	419 212	8.00	5 233	17 862 473	34.13	-1.8%	2
85009	ETALLE	11 675 671	1 044 062	6.00	5 746	29 076 704	50.60	45.5%	5
85011	FLORENVILLE	14 089 424	270 344	8.00	5 632	17 468 728	31.02	-10.8%	2
85024	MEIX-DEVANT-VIRTON	7 220 507	216 065	8.00	2 791	9 921 324	35.55	2.2%	3
85026	MUSSON	6 977 029	772 016	7.00	4 482	18 005 834	40.17	15.5%	3
85034	SAINTE-LEGER	6 586 940	629 508	6.00	3 532	17 078 748	48.35	39.0%	4
85039	TINTIGNY	9 719 114	388 036	6.00	4 255	16 186 377	38.04	9.4%	3
85045	VIRTON	27 113 097	986 346	7.50	11 389	40 264 371	35.35	1.7%	3
85046	HABAY	16 383 921	1 822 434	7.30	8 380	41 348 769	49.34	41.9%	5
85047	ROUVROY	4 994 368	122 096	6.00	2 094	7 029 293	33.57	-3.5%	2
91005	ANHEE	24 039 622	0	8.00	7 101	24 039 622	33.85	-2.7%	2
91013	BEAURAING	25 465 115	0	8.00	9 069	25 465 115	28.08	-19.3%	2
91015	BIEVRE	8 717 215	0	6.00	3 250	8 717 215	26.82	-22.9%	1
91030	CINEY	56 340 545	0	8.00	16 323	56 340 545	34.52	-0.7%	2
91034	DINANT	40 868 629	0	8.80	13 494	40 868 629	30.29	-12.9%	2
91054	GEDINNE	13 151 065	0	6.00	4 563	13 151 065	28.82	-17.1%	2
91059	HAMOIS	28 432 617	0	8.00	7 285	28 432 617	39.03	12.2%	3

91064	HAVELANGE	17 144 261	0	8.80	5 076	17 144 261	33.78	-2.9%	2
91072	HOUYET	15 330 130	0	8.00	4 744	15 330 130	32.31	-7.1%	2
91103	ONHAYE	10 698 796	0	8.00	3 164	10 698 796	33.81	-2.8%	2
91114	ROCHEFORT	39 051 736	0	8.50	12 540	39 051 736	31.14	-10.5%	2
91120	SOMME-LEUZE	18 079 228	0	7.90	5 411	18 079 228	33.41	-3.9%	2
91141	YVOIR	38 980 357	0	7.50	9 126	38 980 357	42.71	22.8%	4
91142	HASTIERE	13 707 266	0	8.00	5 959	13 707 266	23.00	-33.9%	1
91143	VRESSE-SUR-SEMOIS	6 460 591	0	6.00	2 650	6 460 591	24.38	-29.9%	1
92003	ANDENNE	85 959 574	0	8.40	26 281	85 959 574	32.71	-5.9%	2
92006	ASSESE	32 875 899	0	8.50	6 917	32 875 899	47.53	36.7%	4
92035	EGHEZEE	73 154 975	0	7.50	15 951	73 154 975	45.86	31.9%	4
92045	FLOREFFE	34 191 961	0	8.00	7 957	34 191 961	42.97	23.6%	4
92048	FOSES-LA-VILLE	38 317 136	0	8.00	10 412	38 317 136	36.80	5.8%	3
92054	GESVES	33 089 333	0	7.50	7 159	33 089 333	46.22	32.9%	4
92087	METTET	49 353 361	0	8.00	12 898	49 353 361	38.26	10.0%	3
92094	NAMUR	439 392 319	0	8.50	110 632	439 392 319	39.72	14.2%	3
92097	OHEY	18 433 340	0	8.00	5 016	18 433 340	36.75	5.7%	3
92101	PROFONDEVILLE	54 398 801	0	8.00	12 109	54 398 801	44.92	29.2%	4
92114	SOMBREFFE	34 249 817	0	8.00	8 388	34 249 817	40.83	17.4%	3
92137	SAMBREVILLE	83 895 674	0	8.00	27 887	83 895 674	30.08	-13.5%	2
92138	FERNELMONT	36 649 969	0	7.50	7 792	36 649 969	47.04	35.3%	4
92140	JEMEPPE-SUR-SAMBRE	67 916 668	0	6.00	18 978	67 916 668	35.79	2.9%	3
92141	LA BRUYERE	47 305 201	0	8.00	9 060	47 305 201	52.21	50.1%	5
92142	GEMBLoux	120 106 151	0	7.80	25 528	120 106 151	47.05	35.3%	4
93010	CERFONTAINE	15 538 923	0	6.00	4 853	15 538 923	32.02	-7.9%	2
93014	COUVIN	35 785 526	0	8.50	13 946	35 785 526	25.66	-26.2%	1
93018	DOISCHE	8 014 832	0	8.00	2 958	8 014 832	27.10	-22.1%	1
93022	FLORENNES	36 696 450	0	8.50	11 337	36 696 450	32.37	-6.9%	2
93056	PHILIPPEVILLE	28 152 875	0	8.00	9 194	28 152 875	30.62	-11.9%	2
93088	WALCOURT	70 805 917	0	8.00	18 390	70 805 917	38.50	10.7%	3
93090	VIROINVAL	14 338 682	0	8.50	5 806	14 338 682	24.70	-29.0%	1
TOTAL WALLONIE		11 859 258 252	28 256 232		3 525 571	12 260 689 920	34.78		

Sources : SPF finances, calculs propres



Annexe XI : Recettes ordinaires de prestation BI 2018, communes wallonnes, par groupe fonctionnel, euro par habitant

Groupes	Libellé	Brabant wallon	Hainaut	Liège	Luxembourg	Namur	Région
ROP		85	76	100	273	90	103
9	Recettes & dépenses générales	7	12	12	4	4	10
19	Dette générale	0	0	0	0	0	0
29	Fonds	0	0	0	0	0	0
49	Impôts et Redevances	0	0	0	0	0	0
59	Assurances	1	0	0	0	0	0
69	Prélèvements	0	0	0	0	0	0
123	Administration générale	6	5	6	5	3	5
129	Patrimoine privé	4	5	16	13	9	9
139	Services généraux	4	2	1	2	2	2
123-139	Administration générale	15	12	22	20	14	17
149	Calamités	0	0	0	0	0	0
159	Relations avec l'étranger	0	0	0	0	0	0
169	Aide aux pays en voie de développement	0	0	0	0	0	0
399	Justice - Police	0	0	1	0	0	0
369	Pompiers	0	3	1	0	1	1
499	Communication - Voirie - Cours D'eau	4	2	1	2	1	2
599	Commerce - Industrie	18	17	18	19	15	18
699	Agriculture	0	2	8	119	27	17
729	Enseignement gardien et primaire	11	4	4	8	3	5
739	Enseignement secondaire, artistique et technique	1	1	0	1	1	1
749	Enseignement supérieur	0	0	0	0	0	0
759	Enseignement pour handicapés	0	0	0	0	0	0
729-759	Enseignement	12	6	5	9	3	6
767	Bibliothèques publiques	0	0	0	0	0	0
789	Education Populaire et Arts	6	7	6	11	7	7
767-789	Culture, Loisirs, Sports	7	7	7	12	8	7
799	Cultes	0	0	0	0	0	0
839	Sécurité et Assistance sociale	4	1	3	3	1	2
849	Aide sociale et familiale	6	4	5	5	0	4
859	Emploi	0	0	0	1	0	0
872	Institutions de soins	0	0	0	0	0	0
874	Alimentation - Eau	3	0	7	74	11	10

<b>876</b>	Désinfection, Nettoyage, Immondices	0	3	5	0	0	3
<b>877</b>	Eaux usées	0	0	0	0	0	0
<b>879</b>	Cimetières-Protection environnement	3	3	2	2	2	2
<b>939</b>	Logement - Urbanisme	7	3	2	2	2	3

**Sources** : BI 2018, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Annexe XII : Dépenses ordinaires, BI 2018, communes wallonnes, euros

	2014	2015	2016	2017	2018 extrapolé	18/17	moyenne 14-18
Total DOP	1 956 000 766	1 987 844 885	1 939 296 778	1 980 789 273	2 035 030 002	2.7%	1.0%
Total DOF	796 374 454	780 162 784	793 187 842	810 375 097	832 260 266	2.7%	1.1%
Total DOT	1 337 458 900	1 463 391 830	1 522 180 312	1 548 786 291	1 580 696 786	2.1%	4.3%
Total DOD	592 037 748	594 009 720	605 407 451	603 634 989	613 405 220	1.6%	0.9%
Provisions	10 506 846	9 012 859	39 642 496	21 397 907	114 062 169	433.1%	81.5%
Dépenses ordinaires ex. propre	4 692 378 714	4 834 422 078	4 899 714 879	4 964 983 557	5 175 454 444	4.2%	2.5%
Exercices antérieurs	55 551 623	64 541 294	114 360 031	75 729 664	81 783 198	8.0%	10.2%
Prélèvements	94 200 868	106 934 267	101 407 390	102 031 635	103 674 923	1.6%	2.4%
Dépenses ordinaires ex. global	4 842 131 206	5 005 897 639	5 115 482 299	5 142 744 855	5 360 912 565	4.2%	2.6%

Sources : BI 2018, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Annexe XIII : Dépenses ordinaires par groupe fonctionnel, BI 2018, exercice propre, communes wallonnes, euros par habitant

Groupe	Libellé	Brabant wallon	Hainaut	Liège	Luxembourg	Namur	Région
9	Recettes & dépenses générales	7	31	92	6	17	42
19	Dette générale	0	3	0	0	0	1
29	Fonds	0	0	0	0	0	0
49	Impôts et Redevances	2	5	8	4	2	5
59	Assurances	8	9	10	11	7	9
69	Prélèvements	50	17	22	84	24	29
123	Administration générale	206	252	256	282	242	252
129	Patrimoine privé	18	22	22	74	49	30
139	Services généraux	42	68	181	21	35	90
123-139	Administration générale	266	342	459	377	327	372
149	Calamités	0	0	0	0	0	0
159	Relations avec l'étranger	0	0	0	0	0	0
169	Aide aux pays en voie de développement	0	0	0	1	0	0
399	Justice - Police	128	156	160	83	107	143
369	Pompiers	43	66	66	60	56	62
499	Communication - Voirie - Cours D'eau	213	186	162	259	173	190
599	Commerce - Industrie	9	18	23	35	20	20
699	Agriculture	1	2	3	45	6	6
729	Enseignement gardien et primaire	95	87	110	122	66	95
739	Enseignement secondaire, artistique et technique	10	10	6	10	5	8
749	Enseignement supérieur	0	0	2	0	0	1
759	Enseignement pour handicapés	0	2	3	0	0	2
729-759	Enseignement	106	99	121	132	72	106
767	Bibliothèques publiques	10	15	18	16	12	15
789	Education Populaire et Arts	88	126	109	139	85	113
767-789	Culture, Loisirs, Sports	98	141	127	155	98	128
799	Cultes	8	12	6	21	16	11
839	Sécurité et Assistance sociale	151	178	161	140	130	162
849	Aide sociale et familiale	38	48	52	38	25	44
859	Emploi	0	1	1	2	0	1
872	Institutions de soins	1	4	9	12	1	5
874	Alimentation - Eau	2	1	6	73	9	10
876	Désinfection, Nettoyage, Immondices	61	95	97	111	70	90
877	Eaux usées	13	5	9	7	5	7

<b>879</b>	Cimetières-Protection environnement	15	19	22	21	16	19
<b>939</b>	Logement - Urbanisme	24	21	30	25	15	24

Sources : BI 2018, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Annexe XIV : Coût net des différentes fonctions, service ordinaire, exercice propre, BI 2018, euros par habitant (Coûts = Do-Ro)

Groupe	Libellé	Brabant wallon	Hainaut	Liège	Luxembourg	Namur	Région
9	Recettes & dépenses générales	-11	-22	3	-116	-3	-18
19	Dette générale	0	0	0	0	0	0
29	Fonds	-145	-420	-359	-416	-253	-351
49	Impôts et Redevances	-794	-658	-722	-635	-644	-696
59	Assurances	6	7	8	9	6	7
69	Prélèvements	42	14	-8	72	21	17
123	Administration générale	180	211	206	250	205	211
129	Patrimoine privé	12	14	3	53	34	17
139	Services généraux	30	49	50	16	30	42
123-139	Administration générale	222	274	260	318	268	270
149	Calamités	0	0	0	0	0	0
159	Relations avec l'étranger	0	0	0	0	0	0
169	Aide aux pays en voie de développement	0	0	0	0	0	0
399	Justice - Police	126	148	152	81	106	137
369	Pompiers	37	56	59	59	51	55
499	Communication - Voirie - Cours D'eau	186	159	142	226	147	164
599	Commerce - Industrie	-45	-34	-23	-3	-14	-27
699	Agriculture	0	-1	-5	-80	-22	-12
729	Enseignement gardien et primaire	52	42	64	66	32	50
739	Enseignement secondaire, artistique et technique	7	5	1	5	3	4
749	Enseignement supérieur	0	0	0	0	0	0
759	Enseignement pour handicapés	0	1	0	0	0	0
729-759	Enseignement	59	48	65	71	35	55
767	Bibliothèques publiques	7	11	13	12	8	11
789	Education Populaire et Arts	72	101	88	109	66	90
767-789	Culture, Loisirs, Sports	79	111	101	122	74	101
799	Cultes	8	12	6	21	16	11
839	Sécurité et Assistance sociale	140	163	142	126	120	147
849	Aide sociale et familiale	18	17	20	17	13	17
859	Emploi	0	0	1	1	0	1
872	Institutions de soins	1	3	7	10	1	4
874	Alimentation - Eau	-1	1	-4	-3	-2	-2
876	Désinfection, Nettoyage, Immondices	59	88	86	110	67	84
877	Eaux usées	13	5	9	7	4	7

<b>879</b>	Cimetières-Protection environnement	10	13	16	16	11	13
<b>939</b>	Logement - Urbanisme	11	14	23	17	5	15
<b>Total</b>		22	-3	-25	30	9	-2
<b>Total hors 69 (car 69 pas ex. propre)</b>		-20	-17	-17	-42	-12	-19

**Sources** : BI 2018, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Annexe XV : Dépenses ordinaires, exercice propre, BI 2018 selon différents regroupement de communes

Dépenses ordinaires, exercice propre, BI 2018, communes wallonnes, regroupement par taille des communes, euros par habitant

	<10000 hab.	entre 10000 et 25000 hab.	entre 25000 et 50 000 hab.	plus de 50000 hab.
Dépenses ordinaires	1 264	1 239	1 273	1 969
09-169 (sauf 69) Fonctionnement général	329	301	324	734
369 Pompiers	51	50	49	92
399 Justice-Police	82	109	137	239
499 Communication Voirie Cours d'eau	242	202	186	117
599-699 Economie	39	22	13	27
729-759 Enseignement	109	101	97	112
767-799 Culture, loisirs, cultes	105	124	130	190
839-859 Politiques sociales et emploi	164	189	199	264
872-879 Hygiène Environnement Santé publique	127	119	111	161
939 Logement urbanisme	16	20	26	33
Population concernée	811 279	1 224 072	549 375	933 302
Nombre de communes	145	81	18	9

Sources : BI 2018, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

72

Dépenses ordinaires, exercice propre, BI 2018, communes wallonnes, regroupement par indicateur socio-économique, euros par habitant

	<-20%	-20% à 0%	0% à 20%	20% à 40%	> 40%
Dépenses ordinaires	1 508	1 646	1 276	1 178	1 249
09-169 (sauf 69) Fonctionnement général	423	553	354	305	307
369 Pompiers	67	68	59	46	49
399 Justice-Police	175	153	109	101	120
499 Communication Voirie Cours d'eau	158	185	195	221	207
599-699 Economie	23	34	29	16	15
729-759 Enseignement	110	106	83	111	117
767-799 Culture, loisirs, cultes	142	162	129	105	111
839-859 Politiques sociales et emploi	238	217	175	158	185
872-879 Hygiène Environnement Santé publique	141	144	125	97	115
939 Logement urbanisme	30	24	17	18	22
Population concernée	953 211	1 149 741	563 327	469 762	381 987
Nombre de communes	40	80	54	50	29

Sources : BI 2018, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres



Annexe XVI : Service extraordinaire, budgets initiaux, communes wallonnes, euros

	2014	2015	2016	2017	2018 extrapolé	18/17	moyenne 14-18
RET	521 012 168	489 645 272	612 921 375	612 064 258	628 055 140	2.6%	4.8%
REI	73 699 463	57 859 236	56 394 298	71 537 123	96 818 529	35.3%	7.1%
RED	596 638 143	655 776 851	773 945 111	766 433 771	954 014 672	24.5%	12.5%
Rapatriement de provisions	6 983	-	-	-	-	-	-100.0%
DET	31 111 466	35 131 567	37 493 696	43 404 501	62 033 808	42.9%	18.8%
DEI	1 278 555 507	1 352 613 725	1 664 359 343	1 571 282 974	1 714 512 129	9.1%	7.6%
DED	37 213 866	38 163 268	32 746 805	36 358 644	26 163 077	-28.0%	-8.4%
Constitution de provision	8 400 001	23 126 217	19 757 614	12 364 207	108 341 012	776.2%	89.5%
Total Recettes extraordinaires propres	1 191 356 757	1 203 281 358	1 443 260 785	1 450 035 152	1 678 888 341	15.8%	9.0%
Total dépenses extraordinaires propres	1 355 280 840	1 449 034 777	1 754 357 458	1 663 410 326	1 911 050 026	14.9%	9.0%
Résultat extraordinaire propre	-163 924 083	-245 753 419	-311 096 673	-213 375 173	-232 161 685	8.8%	9.1%
Recettes extraordinaires exercices antérieurs	241 094 618	265 661 523	259 690 889	232 567 109	233 338 615	0.3%	-0.8%
Dépenses extraordinaires exercices antérieurs	91 299 720	65 930 857	95 493 902	92 141 249	97 462 974	5.8%	1.6%
Résultat extraordinaire exercices antérieurs	149 794 898	199 730 666	164 196 987	140 425 860	135 875 642	-3.2%	-2.4%
06 - Prélèvements recettes	264 318 187	329 176 166	394 568 430	353 376 223	427 325 225	20.9%	12.8%
06 - Prélèvements dépenses	89 743 770	152 236 720	95 813 532	156 085 390	213 402 476	36.7%	24.2%
Recettes extraordinaires globales	1 696 769 562	1 798 119 047	2 097 520 104	2 035 978 485	2 339 552 181	14.9%	8.4%
Dépenses extraordinaires globales	1 536 324 329	1 667 202 354	1 945 664 892	1 911 636 965	2 221 915 476	16.2%	9.7%
Résultat extraordinaire global	160 445 232	130 916 693	151 855 212	124 341 520	117 636 704	-5.4%	-7.5%

Sources : BI 2018, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Annexe XVII : Soldes des communes wallonnes, budgets initiaux, euros

	2014	2015	2016	2017	2018 extrapolé
Solde ex. propre	32 347 946	56 191 869	139 138 983	65 202 682	65 808 905
Solde ex. global	344 066 835	356 419 482	301 597 096	296 758 394	293 598 088

Sources : BI 2014 à 2018, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Annexe XVIII : Soldes des communes wallonnes à l'exercice propre, budgets initiaux et comptes 2012 à 2018, euros

## Solde exercice propre par habitant, budget initial

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
BW	4.7	-0.8	21.4	21.7	40.7	20.5	20.3
Hainaut	<b>-9.3</b>	<b>-5.5</b>	5.2	10.7	27.8	11.7	17.1
Liège	<b>-4.1</b>	<b>-2.3</b>	5.9	17.4	48.5	19.2	16.5
Luxembourg	24.8	23.1	20.0	30.6	55.6	52.7	41.5
Namur	2.5	<b>-0.0</b>	11.6	14.6	42.3	13.3	12.0
Wallonie	<b>-1.9</b>	<b>-1.0</b>	9.2	16.0	39.5	18.4	18.6

Sources : BI 2012 à 2018 et Comptes 2012-2016, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

## Solde comptable exercice propre par habitant, imputations

	2012	2013	2014	2015	2016
BW	33.9	41.4	52.3	<b>-6.6</b>	97.9
Hainaut	43.0	42.3	40.2	32.3	95.4
Liège	0.7	31.9	85.6	<b>-10.5</b>	81.6
Luxembourg	59.8	103.2	79.2	112.5	163.1
Namur	23.9	36.0	19.5	<b>-9.9</b>	87.9
Wallonie	28.4	43.1	55.0	16.1	96.0

Sources : BI 2012 à 2018 et Comptes 2012-2016, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

## Solde budgétaire exercice propre par habitant, engagements

	2012	2013	2014	2015	2016
BW	18.0	20.8	30.1	<b>-26.6</b>	80.9
Hainaut	<b>-11.4</b>	<b>-48.7</b>	<b>-23.2</b>	<b>-26.0</b>	39.8
Liège	<b>-22.7</b>	5.8	53.2	<b>-35.4</b>	54.2
Luxembourg	28.1	67.1	45.1	81.5	127.8
Namur	1.9	10.6	<b>-2.3</b>	<b>-31.4</b>	66.4
Wallonie	<b>-6.5</b>	<b>-7.8</b>	13.2	<b>-21.0</b>	59.4

Sources : BI 2012 à 2018 et Comptes 2012-2016, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

## Communes en déficit à l'exercice propre, budget initial

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
BW	9	9	1	0	0	0	0
Hainaut	29	30	12	3	1	0	0
Liège	29	32	5	0	0	1	0
Luxembourg	10	12	6	0	0	0	0
Namur	14	15	4	1	0	0	0
Wallonie	91	98	28	4	1	1	0

Sources : BI 2012 à 2018 et Comptes 2012-2016, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Communes en déficit comptable à l'exercice propre, imputations (manquent 2 communes en 2016)

	2012	2013	2014	2015	2016
<b>BW</b>	12	5	6	17	0
<b>Hainaut</b>	18	18	13	30	1
<b>Liège</b>	29	16	5	44	2
<b>Luxembourg</b>	10	8	8	5	1
<b>Namur</b>	15	8	9	18	1
<b>Wallonie</b>	84	55	41	114	5

Sources : BI 2012 à 2018 et Comptes 2012-2016, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Communes en déficit budgétaire à l'exercice propre, engagements (manquent 2 communes en 2016)

	2012	2013	2014	2015	2016
<b>BW</b>	12	7	8	18	0
<b>Hainaut</b>	34	34	27	43	4
<b>Liège</b>	38	26	10	56	5
<b>Luxembourg</b>	12	10	9	9	1
<b>Namur</b>	21	14	12	19	2
<b>Wallonie</b>	117	91	66	145	12

Sources : BI 2012 à 2018 et Comptes 2012-2016, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Annexe XIX: Soldes des communes wallonnes à l'exercice global, budgets initiaux et comptes 2012 à 2018, euros

Solde exercice global par habitant, budget initial

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>BW</b>	97.0	97.0	97.4	93.9	78.2	95.5	87.5
<b>Hainaut</b>	101.7	137.6	134.3	121.6	105.5	94.0	96.4
<b>Liège</b>	80.1	74.4	70.2	85.2	64.0	65.0	62.9
<b>Luxembourg</b>	124.3	95.3	94.1	118.4	109.4	122.8	109.3
<b>Namur</b>	61.2	68.2	61.4	76.6	68.3	63.7	63.1
<b>Wallonie</b>	91.1	101.8	98.3	101.4	85.5	83.8	82.1

Sources : BI 2012 à 2018 et Comptes 2012-2016, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Solde comptable exercice global par habitant, imputations

	2012	2013	2014	2015	2016
<b>BW</b>	239.3	217.5	219.1	155.4	194.8
<b>Hainaut</b>	280.2	263.5	249.0	230.5	246.6
<b>Liège</b>	159.0	153.0	179.2	118.0	148.2
<b>Luxembourg</b>	204.1	228.3	212.2	243.9	282.6
<b>Namur</b>	169.8	175.6	149.4	92.1	147.4
<b>Wallonie</b>	219.2	211.3	208.7	171.4	201.2

Sources : BI 2012 à 2018 et Comptes 2012-2016, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Solde budgétaire exercice global par habitant, engagements

	2012	2013	2014	2015	2016
<b>BW</b>	212.0	185.6	185.2	125.9	168.3
<b>Hainaut</b>	185.6	136.8	140.0	117.0	149.0
<b>Liège</b>	118.8	114.2	129.3	80.9	110.9
<b>Luxembourg</b>	165.2	182.1	169.1	200.8	238.0
<b>Namur</b>	136.9	136.5	120.7	64.5	117.7
<b>Wallonie</b>	160.8	139.2	141.6	106.9	142.8

Sources : BI 2012 à 2018 et Comptes 2012-2016, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

Annexe XX : Fonds de réserve après BI 2018, communes wallonnes, euros par habitant

	<-20%	-20% à 0%	0% à 20%	20% à 40%	> 40%	Région
<b>FRO</b>	38.75	22.83	39.33	49.49	67.48	38.19
<b>FRE</b>	<b>52.49</b>	<b>49.42</b>	172.39	110.95	138.69	87.85
<i>dont FRE hors FRIC</i>	<b>48.24</b>	<b>46.30</b>	162.71	99.69	131.86	81.88
<i>dont FRE FRIC</i>	4.25	3.13	9.68	11.26	6.84	5.97
<b>FR hors FRIC</b>	86.99	<b>69.13</b>	202.05	149.18	199.33	120.08
<b>FR total</b>	<b>91.24</b>	<b>72.25</b>	211.72	160.43	206.17	126.05

Sources : BI 2018, communes wallonnes hors Communauté germanophone, calculs propres

### Les Cahiers des Finances Locales

- 1) Bednar, N. (2016), « La situation budgétaire des provinces wallonnes en 2016 », Le cahier des finances locales n°1, Décembre 2016, SPW éditions.
- 2) Bosquillon L. et N. Hotton (2017), «Le calcul du solde SEC 2010 pour les communes et les CPAS wallons », Le cahier des finances locales n°2, Février 2017, SPW éditions.
- 3) Bednar, N. (2017), « La situation budgétaire des communes wallonnes à l'initial 2017 », Le cahier des finances locales n°3, Juillet 2017, SPW éditions.
- 4) Bednar, N. (2018), « Le fonds des communes en Wallonie », Le cahier des finances locales n°4, Mars 2018, SPW éditions.
- 5) Bednar, N. et Bosquillon L. (2018), « Le fonds des communes en Wallonie : une évaluation », Le cahier des finances locales n°5, Avril 2018, SPW éditions.
- 6) Mascia, P. (2018), « Le financement général des communes : analyse et comparaison interrégionale», Le cahier des finances locale n°6, Juin 2018, SPW éditions.
- 7) Bednar, N. (2018), « La situation budgétaire des communes wallonnes à l'initial 2018 », Le cahier des finances locales n°7, Août 2018, SPW éditions.



# Wallonie pouvoirs locaux SPW

## LE CAHIER DES FINANCES N°7

### LA SITUATION BUDGÉTAIRE DES COMMUNES WALLONNES A L'INITIAL 2018

L'autorité communale est la plus proche du citoyen d'où son importance toute particulière. Mais comment son influence se traduit-elle au travers des actions qu'elle mène et quels sont les moyens dont elle dispose pour mener à bien ses politiques ?

Dans cette étude, nous avons voulu, au travers de l'analyse des budgets initiaux 2018 des communes wallonnes, apporter une réponse à ces interrogations. Ce cahier des finances locales s'articulera ainsi autour de questions qu'un citoyen peut être amené à se poser concernant la commune dans laquelle il réside.

On verra par ailleurs que si les communes wallonnes présentent généralement un budget initial 2018 à l'équilibre et disposent encore de certaines réserves, l'équilibre n'est peut-être qu'apparent vu d'une part l'utilisation du mécanisme de « crédit spécial de recettes » et d'autre part la tendance à la baisse, observée ces dernières années, des réserves et du solde à l'exercice global qui se confirme en 2018.

Ceci montre combien les communes rencontrent des difficultés croissantes à financer les dépenses exposées et donc à assumer leurs missions de service public.



**1718**  
Appel gratuit

[www.wallonie.be](http://www.wallonie.be)